

RAPPORT BAROMETRE CITOYEN EVALUATION 2022

Mis en œuvre par :



Partenaires:



Financé par :



British Embassy
Antananarivo

Table des matières

Liste des abréviations.....	3
Liste des tableaux.....	6
Liste des figures.....	6
Résumé exécutif.....	8
1 Les contrastes entre perception citoyenne et réalités	10
1.1 Méthodologie	10
1.2 Score BAROCI	16
1.3 Perception citoyenne	21
1.3.1 Pertinence.....	21
1.3.2 Efficacité.....	21
1.3.3 Analyse du rapport pertinence/efficacité	22
1.3.4 Connaissance des velirano par les citoyens	22
1.3.5 Promesses électorales et leur concrétisation selon les citoyens.....	24
2 Bilan du quinquennat.....	29
2.1 Gouvernance et lutte contre la corruption	29
2.2 Économie et infrastructures	45
2.3 Environnement et ressources naturelles	59
2.3. Social et culture	69
3 Recommandations	91
3.1 Gouvernance	91
3.2 Économie et infrastructures	93
3.3 Environnement et ressources naturelles	94
3.4 Social et culture	97
Annexes	102
Cadre logique du PEM	109

Liste des abréviations

ARAI	Agence de Recouvrement des Avoirs Illicites
BAROCI	Baromètre Citoyen
BEPC	Brevet d'Etude du Premier Cycle
BIANCO	Bureau Indépendant Anti-Corruption
CAF	Confédération Africaine de Football
CAN	Coupe d'Afrique des Nations
CEP	Certificat d'études primaires
CHRD	Centre Hospitalier Régional et Départemental
CISCO	Circonscription Scolaire
CITES	Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
CLAD	Comité de Lutte Anti-corruption par Direction
COFAV	Corridor forestier Fandriana Vondrozo Midongy
COP	Conférence des Parties
CP	Code Pénal
CPIA	Country Policy and Institutional Assessment
CSB	Centre de Santé de Base
CSE	Comité de Suivi-Evaluation
CSI	Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité
CSM	Conseil Supérieur de la Magistrature
CSP	Centre de surveillance de pêche
CSU	Couverture Santé Universelle
CTD	Collectivités Territoriales Décentralisées
CTOI	Commission des thons de l'océan Indien
DCP	Dispositif de concentration des poissons
DG	Directeur Général
DPSE	Direction des Programmes et du Suivi-Evaluation
DRETFP	Direction Régionale de l'Enseignement Technique et de la Formation

	Professionnelle
ENMG	Ecole Nationale de la Magistrature et des Greffes
EPP	Ecole Primaire Publique
FAO	Food and Agricultural Organization
FIFA	Fédération Internationale de Football Association
FRAM	Fikambanan'ny Ray aman-drenin'ny Mpianatra
FSM	Fonds Souverain Malagasy
HCC	Haute Cour Constitutionnelle
HMP	Hôpital Manara-penitra
IPC	Indice de perception de la corruption (Lutte contre la corruption) Indice de prix à la consommation (Economie) Integrated food security Phase Classification (Nutrition)
JIRAMA	Jiro sy Rano Malagasy
LAICP	Loi sur l'Accès à l'Information à Caractère Public
LCC	Lutte contre la Corruption
LFR	Loi de Finance Rectificative
LOSEM	Loi d'Orientation sur le Système Éducatif à Madagascar
MEDD	Ministère de l'Environnement et du développement durable
MEN	Ministère de l'Education Nationale
METFP	Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
MID	Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
MISC	Multiple Indicators Cluster Survey
MPEB	Ministère de la Pêche et de l'économie bleue
ODDL	Observatoire de la Décentralisation et du Développement Local
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONE	Office National pour l'Environnement
OSC	Organisation de la Société Civile
PAC	Pôle Anti-Corruption
PCOP	Plan Comptable des Opérations Publiques
PEM	Plan Émergence Madagascar

PGE	Politique Générale de l'État
PIB	Produit Intérieur Brut
PNBG	Politique Nationale de Bonne Gouvernance
PNIH	Plan National d'Inclusion du Handicap
PRM	Président de la République de Madagascar
PSE	Plan Sectoriel de l'Education
PSH	Personne en Situation de Handicap
PTF	Partenaire Technique et Financier
QMM	Qit Minerals Madagascar
REDD+	Réduction des Émissions dues à la Déforestation et à la Dégradation forestière
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitation
SAC	Système Anti-corruption
SAMIFIN	Sampan-draharaha Malagasy Iadiana Amin'ny Famotsiam-bola
SLC	Structures Locales de Concertation
SMA	Société Municipale d'assainissement
SME	Salaire minimum d'embauche
SNLCC	Stratégie Nationale de Lutte contre la corruption
UE	Union européenne
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
UNICEF	United Nations Children's Fund
USAID	United States Agency for International Development
VBG	Violence basée sur le genre
VOI	Vondron'Olona Ifotony
WWF	World Wildlife Fund for Nature

Liste des tableaux

Tableau 1: Répartition géographique des ménages échantillons	10
Tableau 2: Réalisation des Velirano par programme	21
Tableau 3: Connaissance et concrétisation des promesses selon la perception citoyenne ..	24
Tableau 4: Score de Madagascar en termes de droits politiques et de libertés civiles.....	35
Tableau 5: Superficie et taux annuel de déforestation brut et net sur les surfaces cartographiées	60
Tableau 6: Nombre de salles de classe construites en 2021 et 2022	71
Tableau 7: Effectif des enseignants en 2021-2022	74
Tableau 8: Part des enseignants par niveau d'éducation en pourcentage	74
Tableau 9: Pourcentage d'enseignants certifiés (2021-2022).....	75
Tableau 10: Indicateurs de réalisation dans la formation technique et professionnelle.....	78
Tableau 11: Classification de la malnutrition aiguë selon l'OMS	80
Tableau 12: Classification de la malnutrition chronique selon l'OMS.....	80

Liste des figures

Figure 1: Répartition des enquêtés par catégorie d'emploi	14
Figure 2: Bilan de la réalisation du PEM.....	16
Figure 3: Achèvement des indicateurs par Velirano	17
Figure 4: Appréciation citoyenne suivant les axes pertinence et efficacité.....	21
Figure 5. Proportion en % des citoyens ayant déclaré qu'ils connaissent les "velirano" pour chacun de ces derniers.....	23
Figure 6: Analyse comparée des dotations ministérielles	39
Figure 7: Taux d'engagement par catégorie de dépenses 2019-2022	40
Figure 8: Taux (%) de paiement par ministère/institution en 2022	41
Figure 9: Répartition des ressources de l'Etat (2019-2022).....	42
Figure 10: Évolution de la dette publique 2019 à 2022	43

Figure 11: Part de la population vivant sous le seuil de la pauvreté	46
Figure 12: Évolution de la croissance économique à Madagascar	47
Figure 13: Contribution au PIB du secteur industriel de quelques pays africains (% PIB).....	51
Figure 14: Approvisionnements totaux en énergie par source, Madagascar 1990-2020	53
Figure 15: Évolution de l'inflation à Madagascar depuis 2019	55
Figure 16: Évolution du volume des crédits (2020-2022)	58
Figure 17: Qualité de l'air à Antananarivo.....	65
Figure 18: Prévalence de mariage des enfants parmi les jeunes de 20 à 24 ans	84

Résumé exécutif

Contexte et objectifs

2023, l'année tant attendue pour les uns, crainte par les autres, l'année prévue pour le déroulement des élections présidentielles, dans un climat politique et socio-économique tendu. Le dernier choix a appartenu aux électeurs, sur celui qui dirigera le pays et qui mettra en œuvre les programmes de développement. Aussi, il est du droit des citoyens d'évaluer le niveau de redevabilité du Président de la République par rapport au respect de ses engagements au début de son mandat. Telle est la raison d'être du Baromètre Citoyen (BAROCI), un indicateur mesurant la perception citoyenne sur la réalisation des politiques publiques et leur taux de réalisation.

Méthodologie

D'une part, BAROCI 2023 a recueilli auprès d'un échantillon de 6040 individus répartis sur les 23 régions, 93 districts de Madagascar leurs perceptions de la redevabilité du Président et de son gouvernement. Le score BAROCI varie de [-2 ; 2]. Suivant le score obtenu, le Président et son gouvernement peuvent être :

- « Très efficace/pertinent » s'il est compris entre [1 ; 2]
- « Efficace/pertinent » s'il est compris entre [0 ; 1]
- « Peu efficace/pertinent » s'il est compris entre [-1 ; 0]
- « Pas du tout efficace/pertinent » s'il est inférieur à -1.

D'autre part, BAROCI évalue la mise en œuvre du Plan Émergence Madagascar à travers la collecte des données du cadre logique du document stratégique auprès des ministères et institutions concernées. Des ateliers évaluatifs ont été également menés auprès des citoyens et organisations de la société civile pour compléter les analyses.

Résultats

La période de 2018-2023 a été marquée par la pandémie COVID19 ainsi que par le conflit russo-ukrainien affectant l'économie mondiale. Madagascar n'a pas été épargné. A travers l'élection de Andry Nirina Rajoelina en 2018, Madagascar s'est dotée d'une nouvelle vision « Madagascar, une nation émergente, forte, soucieuse du bien-être de sa population ». Dans son ensemble, les principales réalisations ont porté sur les infrastructures sociales (éducation, santé, sportif) dit « manara-penitra ». La performance de l'équipe nationale de football, les BAREA, a marqué le cœur des malagasy. Des interventions sociales directes qualifiées de « sosialim-bahoaka » ont été également réalisées pour réduire les effets néfastes de la crise COVID19. Une politique de « tolérance zéro » contre la corruption a été annoncée en début de mandat, mais n'a pu se concrétiser réellement moyennant plusieurs scandales nationale et internationale de corruption et un niveau d'impunité élevé. Sur le plan économique, la croissance économique n'a pu opérer de changement significatif sur le niveau de vie de la population. Les subventions du prix du pétrole, de la JIRAMA ont continué de grever le budget général de l'État, réduisant la marge de financement des secteurs productifs et des secteurs sociaux.

L'évaluation s'est axée sur quatre thématiques, à savoir : la gouvernance, l'économie, l'environnement et le social.

En termes de bonne gouvernance, la lutte contre la corruption (LCC) et le respect des libertés civiques restent stagnantes. Bien que des textes aient été adoptés, tels que la politique nationale de bonne gouvernance ou encore la loi sur la communication médiatisée, le pays assiste toujours à l'oppression de la liberté d'expression, la persistance de l'impunité et un manque d'implication des institutions dans la LCC. La responsabilisation effective et l'intégrité des Cours compétentes demeurent plus que nécessaires. En outre, les organisations de la société civile n'ont cessé de poursuivre leur plaidoyer pour l'adoption de l'avant-projet de loi sur l'accès à l'information à caractère public (LAICP) et de la proposition de la loi sur la protection des défenseurs des droits humains et des lanceurs d'alerte. Toutefois, une réforme dans l'accès des citoyens aux services publics est constatée, notamment à travers la digitalisation progressive des services publics.

Puis, la préservation de l'environnement et des ressources naturelles est marquée par la multiplication des campagnes de reboisement, l'implication des jeunes et des femmes dans la lutte contre le changement climatique et la conservation des ressources halieutiques et des aires protégées. Néanmoins, le trafic des espèces protégées subsiste toujours. Le dérèglement climatique accentue la sécheresse et l'insécurité alimentaire. La pollution atmosphérique, la prolifération des déchets et la dégradation du sol dues notamment aux projets miniers sans étude d'impact préalable persistent encore. Face à ces défis, l'application effective de la loi et un contrôle constant demeurent essentiels.

Concernant la relance économique, des initiatives telles que l'appui aux entrepreneurs, la création d'entreprises, l'augmentation du salaire minimum d'embauche, ou encore la mise en place et la réhabilitation d'infrastructures routières ont été réalisées. Malgré cela, les secteurs les plus productifs ne sont pas mis en valeur et le pays est confronté à la précarité d'emplois. Les compagnies d'État subissent également des problèmes financiers. Cette situation décrit l'absence de politique économique claire.

Le volet social a été particulièrement marqué par l'adoption de la loi n°2022-018 portant orientation générale du système éducatif, la mise en place de la couverture santé universelle, la construction et la réhabilitation d'infrastructures sociales et culturelles. Cette prise de mesures n'a pas empêché la persistance de la corruption dans le secteur santé, le faible accès à l'éducation des groupes défavorisés et le faible niveau des enseignants, l'inadéquation des mesures de protection sociale aux besoins de la population.

Conclusion

Les résultats de l'enquête auprès des ménages ont permis de recueillir la perception citoyenne portant sur la redevabilité du Président de la République et de son Gouvernement sur les critères d'évaluation (i) efficacité et (ii) pertinence. Les résultats ont ressorti que le PRM et son gouvernement ont été « PERTINENTS » dans la formulation des solutions mais « PEU EFFICACES » dans la concrétisation de leur engagement. Puis, le taux de réalisation est de 13,56% en 2022 contre 11% en 2021.

1 Les contrastes entre perception citoyenne et réalités

1.1 Méthodologie

BAROCI est un indicateur permettant d'apprécier la perception citoyenne portant sur la réalisation des promesses électorales du Président de la République sortant. L'indicateur peut varier de -2 à 2. BAROCI permet d'attribuer une notation au Président de la République et son gouvernement suivant le score obtenu :

- [1 ; 2]: Très efficace/pertinent
- [0 ; 1[: Efficace/pertinent ;
- [-1 ; 0[: Peu efficace/pertinent ;
- <-1 : Pas du tout efficace/pertinent

Les critères d'évaluation ont été la pertinence et l'efficacité. Les questions évaluatives ont été les suivantes :

- Pertinence: « Les solutions apportées par le Président de la République et son gouvernement répondent-ils aux besoins de la communauté ? » ;
- Efficacité: « Les objectifs fixés et les promesses faites par le Président de la République et son gouvernement ont-ils été atteints ? »

Structure de l'échantillon

Afin de mesurer la perception du citoyen sur les réalisations du Président de la République, un échantillon parmi la population de 25 674 196 habitants¹ et plus a été pris en considération. Il s'agit d'une enquête au niveau des ménages, répartis dans les 23 régions de Madagascar. Les individus âgés de 18 ans et plus, ont été ciblés, considérant qu'ils participent aux élections et qu'ils suivent de près les initiatives de développement dans leur communauté, impactant leur quotidien.

Les régions ayant enregistré le taux de participation le plus élevé aux élections présidentielles de 2018 ont eu plus d'individus dans l'échantillon. Puis, des communes échantillons ont été tirées de chaque région, constituées des communes rurales et urbaines. Sont considérées comme urbaines toutes les communes des chefs-lieux de district ainsi que toutes les communes dans les périphériques d'Antananarivo.

Tableau 1: Répartition géographique des ménages échantillons

REGIONS	Nombre de ménages enquêtés	Districts atteints	Nombre de fokontany
ALAOTRA-MANGORO	300 dont 70 en milieu urbain et 230 en milieu rural	- Ambatondrazaka - Amparafaravola - Moramanga	- Zone urbaine : 7 fokontany ; - Zone rurale : 23 fokontany.
AMORON'I MANIA	140 dont 60 en milieu urbain et 80	- Ambositra - Fandriana - Manandriana	- Zone urbaine : 6 fokontany ; - Zone rurale : 8 fokontany

¹ RGPH, 2018

REGIONS	Nombre de ménages enquêtés	Districts atteints	Nombre de fokontany
	en milieu rural.		
ANALAMANGA	1110 dont 340 en milieu urbain et 770 en milieu rural	<ul style="list-style-type: none"> - TANA I, TANA II, TANA III, TANA IV, TANA V, TANA VI ; - Antananarivo Avaradrano ; - Antananarivo Atsimondrano ; - Ambohidratrimo ; - Ankazobe ; - Andramasina ; - Anjozorobe ; - Manjakandriana. 	<ul style="list-style-type: none"> - Zone urbaine : 34 fokontany ; - Zone rurale : 73 fokontany.
ANALANJIROFO	120 dont 30 en milieu urbain et 90 en milieu rural.	Maroantsetra	<ul style="list-style-type: none"> - Zone urbaine : 3 fokontany ; - Zone rurale : 9 fokontany.
ANDROY	210 dont 50 en milieu urbain et 160 en milieu rural	<ul style="list-style-type: none"> - Ambovombe ; - Bekily ; - Beloha ; - Tsihombe. 	<ul style="list-style-type: none"> - Zone urbaine : 5 fokontany ; - Zone rurale : 16 fokontany.
ANOSY	210 dont 60 en milieu urbain et 150 en milieu rural	<ul style="list-style-type: none"> - Amboasary Sud ; - Betroka ; - Taolanaro. 	<ul style="list-style-type: none"> - Zone urbaine : 5 fokontany ; - Zone rurale : 15 fokontany.
ATSIMO-ANDREFANA	410 dont 140 en milieu urbain et 270 en milieu rural	<ul style="list-style-type: none"> - Ampanihy Ouest ; - Benenitra ; - Beroroha ; - Betioky Sud ; - Sakaraha ; - Toliara I ; - Toliara II. 	<ul style="list-style-type: none"> - Zone urbaine : 14 fokontany ; - Zone rurale : 27 fokontany.
ATSIMO-ATSINANANA	210 dont 50 en milieu urbain et 160 en milieu rural	<ul style="list-style-type: none"> - Farafangana ; - Midongy Sud ; - Vangaindrano. 	<ul style="list-style-type: none"> - Zone urbaine : 4 fokontany ; - Zone rurale : 16 fokontany.
ATSINANANA	470 dont 130 en milieu urbain et 340 en milieu rural	<ul style="list-style-type: none"> - Antanambao Manampotsy ; - Brickaville ; - Mahanoro ; - Marolambo ; - Toamasina I ; - Toamasina II ; - Vatomandry. 	<ul style="list-style-type: none"> - Zone urbaine : 12 fokontany ; - Zone rurale : 32 fokontany.
BETSIBOKA	80 dont 30	<ul style="list-style-type: none"> - Maevatanàna ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Zone urbaine : 3

REGIONS	Nombre de ménages enquêtés	Districts atteints	Nombre de fokontany
	en milieu urbain et 50 en milieu rural.	- Tsaratanàna.	fokontany ; - Zone rurale : 4 fokontany.
BOENY	270 dont 60 en milieu urbain et 210 en milieu rural	- Ambato Boeni - Mahajanga I - Mahajanga II - Marovoay	- Zone urbaine : 6 fokontany ; - Zone rurale : 21 fokontany.
BONGOLAVA	180 dont 30 en milieu urbain et 150 en milieu rural	- Fenoarivobe ; - Tsiroanomandidy	- Zone urbaine : 3 fokontany ; - Zone rurale : 15 fokontany.
DIANA	210 dont 50 en milieu urbain et 160 en milieu rural.	- Ambilobe ; - Antsiranana I ; - Antsiranana II ; - Nosy Be.	- Zone urbaine : 5 fokontany ; - Zone rurale : 16 fokontany.
FITOVINANY	180 dont 30 en milieu urbain et 150 en milieu rural.	- Ikongo ; - Manakara ; - Vohipeno.	- Zone urbaine : 3 fokontany ; - Zone rurale : 15 fokontany.
HAUTE MATSIATRA	270 dont 60 en milieu urbain et 210 en milieu rural	- Ambalavao ; - Ambohimahasoa - Ikalamavony ; - Fianarantsoa ; - Isandra ; - Lalangina.	- Zone urbaine : 6 fokontany ; - Zone rurale : 21 fokontany.
IHOROMBE	80 dont 30 en milieu urbain et 50 en milieu rural	- Iakora - Ihosy - Ivohibe	- Zone urbaine : 3 fokontany ; - Zone rurale : 5 fokontany
ITASY	270 dont 60 en milieu urbain et 210 en milieu rural	- Arivonimamo - Miarinarivo - Soavinandriana	- Zone urbaine : 6 fokontany ; - Zone rurale : 20 fokontany.
MELAKY	60 dont 30 en milieu urbain et 30 en milieu rural	- Ambatomainty - Maintirano	- Zone urbaine : 3 fokontany ; - Zone rurale : 3 fokontany.
MENABE	210 dont 110 en milieu urbain et	- Belo sur Tsiribihina - Mahabo - Manja - Morondava	- Zone urbaine : 11 fokontany ; - Zone rurale : 10 fokontany.

REGIONS	Nombre de ménages enquêtés	Districts atteints	Nombre de fokontany
	100 en milieu rural	- Miandrivazo	
SAVA	290 dont 60 en milieu urbain et 230 en milieu rural	- Andapa - Antalaha - Sambava - Voahemar	- Zone urbaine : 6 fokontany ; - Zone rurale : 23 fokontany.
SOFIA	120 dont 30 en milieu urbain et 90 en milieu rural	Mandritsara	- Zone urbaine : 3 fokontany ; - Zone rurale : 9 fokontany.
VAKINANKARATRA	470 dont 150 en milieu urbain et 320 en milieu rural	- Ambatolampy - Antanifotsy - Antsirabe I - Antsirabe II - Betafo - Faratsiho - Mandoto	- Zone urbaine : 15 fokontany ; - Zone rurale : 31 fokontany.
VATOVAVY	170 dont 60 en milieu urbain et 110 en milieu rural	- Ifanadiana - Nosy Varika - Mananjary	- Zone urbaine : 6 fokontany ; - Zone rurale : 11 fokontany.

En tout, 6040 citoyens issus des ménages ont participé à l'enquête, dont 3122 hommes et 2918 femmes. 3% de ces enquêtés sont des personnes en situation de handicap. Par ailleurs, 49,35% de ces individus sont âgés entre 18 et 35 ans, et 50,65% ont plus de 35 ans.

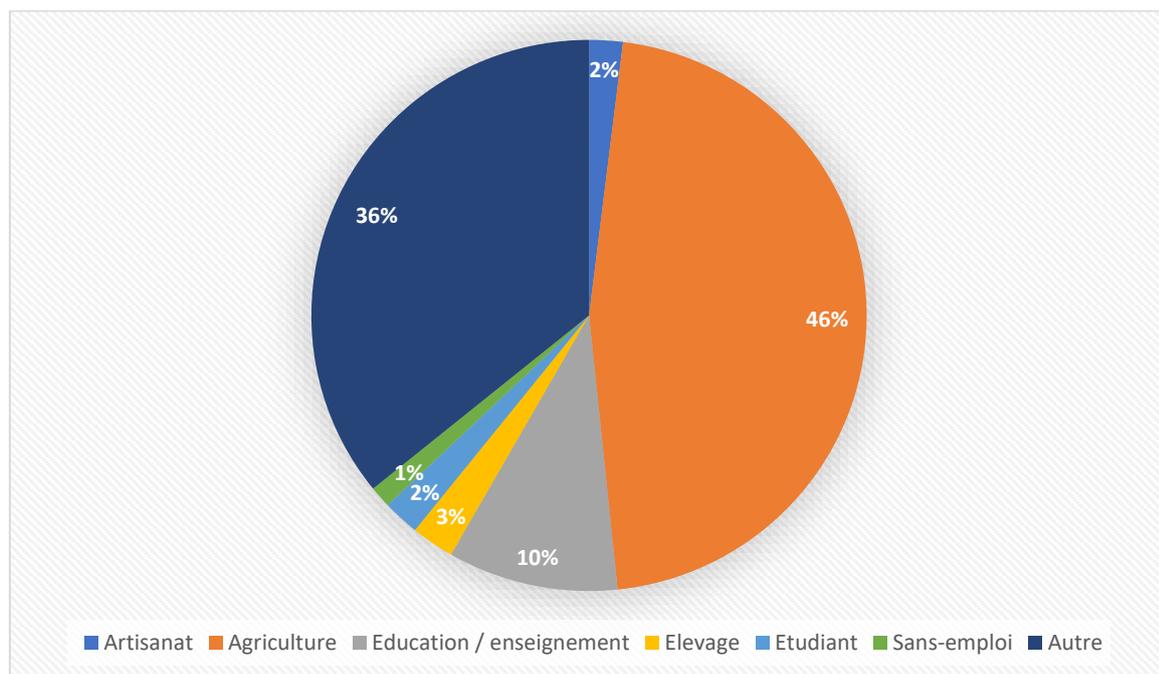


Figure 1: Répartition des enquêtés par catégorie d'emploi

Les agriculteurs figurent en majorité parmi les enquêtés, étant au nombre de 2838 individus. Les citoyens travaillant dans l'éducation et l'enseignement occupent la deuxième place, avec un nombre de 607 individus. Puis, 153 enquêtés travaillent dans l'élevage et 120 sont des artisans. Enfin, 131 enquêtés sont des étudiants et 77 ont déclaré être sans-emploi. La catégorie « Autre » regroupe divers emplois dans le secteur public et privé, le secteur informel et la société civile.

Secteur public	Secteur privé	Secteur informel	Société civile
<ul style="list-style-type: none"> - Force de l'ordre ; - Personnel de la santé ; - Agent des impôts ; - Agent de la commune ; - Agent du fokontany ; - Guide touristique ; - Agent communautaire ; - Autre fonctionnaire. 	<ul style="list-style-type: none"> - Commerçant ; - Gardien de cyber café ; - Mécanicien ; - Transporteur ; - Gérant d'hôtel ; - Restaurateur ; - Entrepreneur ; - Boulanger ; - Employé d'entreprise - Gérant d'un cash point ; - Responsable d'une auto-école. 	<ul style="list-style-type: none"> - Casseur de pierre ; - Petit exploitant minier ; - Ménagère ; - Lavandière ; - Maçon ; - Pêcheur ; - Producteur de briques ; - Jardinier ; - Commerçant informel. 	<ul style="list-style-type: none"> - Leader religieux ; - Employé d'ONG.

L'évaluation qualitative a donné lieu à des consultations régionales dans les régions Analamanga et Atsimo-Andrefana. Les représentants des OSC et citoyens locaux ont été regroupés suivant les quatre (4) secteurs à évaluer et avaient exprimé leur opinion sur :

- Les problèmes rencontrés au niveau local et national dans les 4 secteurs ;
- Les mesures prises par l'Etat pour remédier à ces problèmes ;
- La pertinence des mesures prises.

Sexe	Age	Personnes situation handicap	en de	Domaines d'activité
Hommes : 31 Femmes : 34	Moins de 35 ans : 46 Plus de 35 ans : 19	3		<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernance : lutte contre la corruption, observation électorale, éducation à la citoyenneté ; - Economie et infrastructures : entrepreneurs, travailleurs indépendants, organisations œuvrant dans la promotion de l'agriculture ; - Social et culture : enseignement, santé,

Sexe	Age	Personnes situation handicap	en de	Domaines d'activité
				protection des PSH, musique, protection des défenseurs des droits humains, humanitaire, étudiant ; - Environnement et ressources naturelles : protection de l'environnement et de la biodiversité, hygiène et assainissement

Mesure de la mise en œuvre du PEM

BAROCI fournit également le niveau de réalisation des Velirano pour une période donnée. La présente édition considère la période allant de 2022 à la première moitié de l'année 2023. Une équipe de consultants a procédé à la collecte de données, à travers des revues documentaires, et par le biais d'entretiens au niveau des ministères sectoriels, représentant les quatre axes : la gouvernance et la lutte contre la corruption, l'environnement et les ressources naturelles, l'économie et les infrastructures, le social et la culture.

Le niveau de réalisation des Velirano est toujours mesuré comme suit :

- **Achevé** : les objectifs prévus dans le cadre logique du PEM fourni par l'Exécutif ont été atteints à 100% ou plus ;
- **En cours** : les actions énoncées dans le PEM sont encore en cours de réalisation, et les objectifs atteints sont inférieurs à 100% ;
- **A faire** : les indicateurs de réalisation des objectifs du PEM sont restés le même que lors de l'évaluation précédente. Cela signifie qu'il n'y a pas eu de suite dans les actions prévues dans le PEM.

1.2 Score BAROCI

Pour la période partant de 2019 à 2022, le **BAROCI est de -0,72**, classant le PRM et son gouvernement comme **PEU EFFICACE** dans la réalisation des promesses électorales. L'évaluation des indicateurs montre un résultat en cohérence avec le ressenti des citoyens. Sur la période de 2019-2020, seulement 13,56% des objectifs ont été atteints, 38% en cours et 48% en cours de réalisation ou encore à faire. Les détails de l'évaluation sont présentés en annexe du présent rapport.

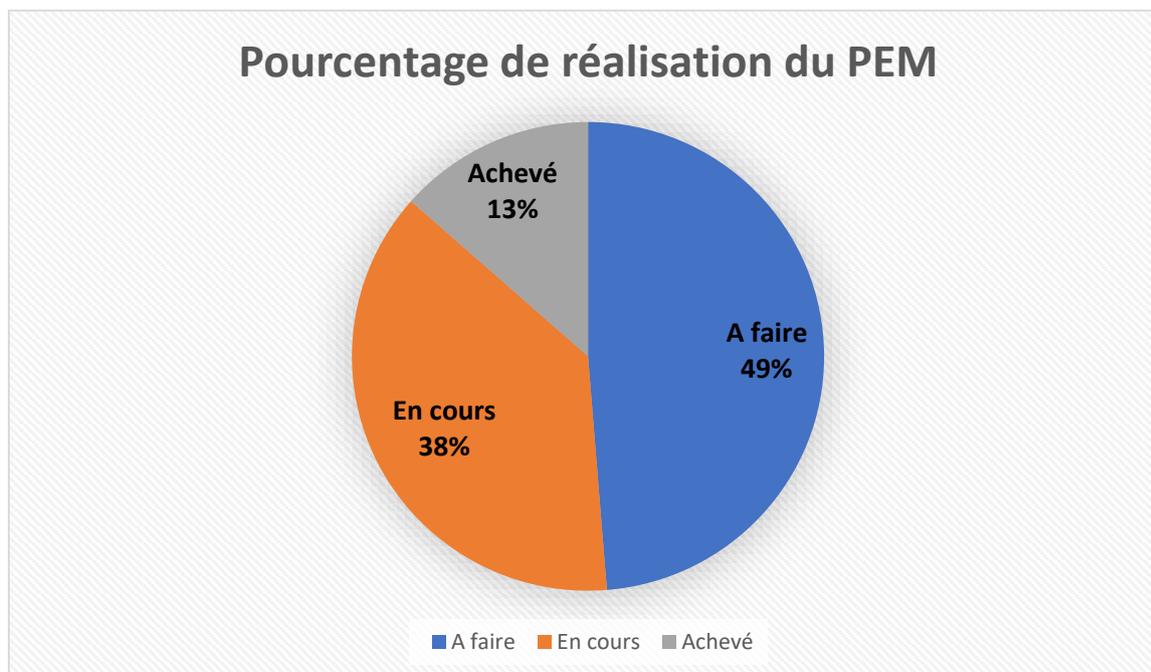


Figure 2: Bilan de la réalisation du PEM

Bilan de la mise en œuvre du Plan Émergence Madagascar

Il s'agit ici d'évaluer les données fournies par les différents ministères et organismes étatiques sur les réalisations selon leurs secteurs respectifs. Le taux d'atteinte des indicateurs de chaque programme a été calculé en se basant sur les objectifs visés pour 2022². Sur 295 indicateurs, 139 indicateurs, soit 47% des données, n'ont pas été renseignés du fait de l'inaccessibilité de l'information au niveau de certains organismes. Étant donné également que le PEM a directement été vulgarisé par l'Exécutif, sans qu'elle n'ait été publiée officiellement, certains organismes n'ont pas pris connaissance des indicateurs et n'ont pas pu fournir de données précises quant à leur atteinte.

² Voir le Cadre logique des Velirano en Annexe.....

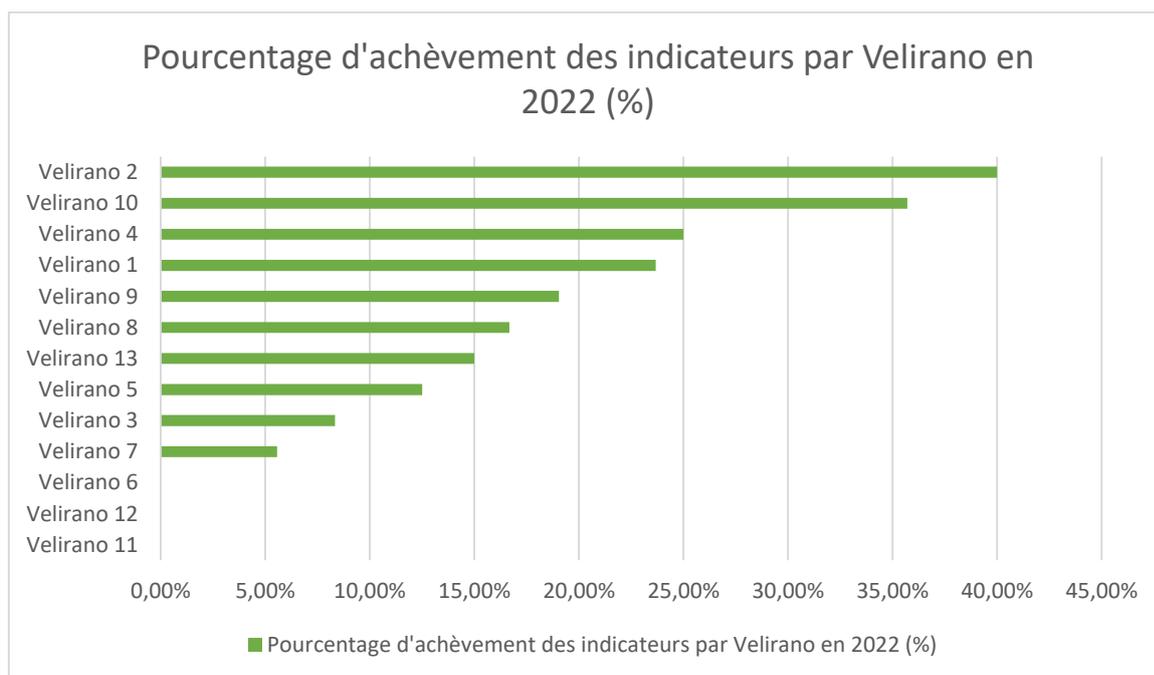


Figure 3: Achèvement des indicateurs par Velirano

40% des indicateurs fixés dans le Velirano 2 sur l'énergie et eau potable pour tous ont été achevés, ce qui le positionne en première place. Aucun indicateur n'a été achevé pour les Velirano suivants :

- Velirano 12 : Autonomie et responsabilisation des CTD : 9 indicateurs encore à faire et 2 indicateurs en cours de réalisation ;
- Velirano 11 : Modernisation de Madagascar : 11 indicateurs encore à faire et 6 indicateurs en cours de réalisation ;
- Velirano 6 : Emploi décent pour tous : 20 indicateurs encore à faire et un indicateur en cours de réalisation.

Le tableau à la page suivante détaille l'achèvement des programmes par Velirano.

Velirano	Programmes	Indicateurs achevés (année de référence 2022)
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SECURITE, UNE PRIORITE	Programme 1.1 : Renforcement de l'Armée face à ses missions	16,67%
	Programme 1.2 : Protection des Institutions, des personnes et des biens dans le respect des lois et règlements en vigueur par la gendarmerie nationale	28,57%
	Programme 1.3 : Renforcement de la sécurité publique par la police nationale	10%
	Programme 1.4 : Amélioration de l'accessibilité à la justice	28,57%
	Programme 1.5 : Soutien à la promotion de la démocratie	50%
	Programme 1.6 : Contribution à l'amélioration et au renforcement de la gouvernance sécuritaire	0%
VELIRANO 2 : ENERGIE ET EAU POTABLE POUR TOUS	Programme 2.1 Electrification nationale	28,57%
	Programme 2.2 Accès à des produits pétroliers à un prix compétitif	0%
	Programme 2.3 Alimentation en eau potable	0%
	Programme 2.4 Hygiène et assainissement	0%
VELIRANO 3 : LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE RENFORCEMENT DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme 3.1 : Lutte contre la corruption	0%
	Programme 3.2 : Amélioration de l'efficacité de l'administration	10%
	Programme 3.3 : Réforme de la Gestion des Finances Publiques	20%
	Programme 3.4 : Diplomatie Economique au service de l'émergence	0%
VELIRANO 4 : EDUCATION POUR TOUS	Programme 4.1 : Amélioration des taux de scolarisation et des conditions d'apprentissage dans l'éducation fondamentale et le secondaire	22,22%
	Programme 4.2 : Repositionnement de	28,57%

Velirano	Programmes	Indicateurs achevés (année de référence 2022)
	l'enseignement supérieur	
	Programme 4.3 : Soutien à l'éducation non formelle	50%
	Programme 4.4 : Revalorisation de l'enseignement technique	0%
VELIRANO 5 : LA SANTÉ POUR TOUS ET À TOUT AGE	Programme 5.1 : Santé de la mère, de l'enfant, des personnes en situation d'handicap et des personnes âgées	0%
	Programme 5.2 : Amélioration de l'offre de soins de qualité pour tous	14,28%
	Programme 5.3 : Couverture Santé Universelle	0%
	Programme 5.4 : Programme National de Nutrition communautaire	50%
VELIRANO 6. EMPLOI DECENT POUR TOUS	Programme 6.1 : Cadre juridique et institutionnel favorable à l'emploi décent	0%
	Programme 6.2 Création d'emplois par la promotion de l'entrepreneuriat	0%
	Programme 6.3 Création d'emplois par la promotion de l'artisanat	0%
	Programme 6.4 Formation Professionnelle pour les besoins de l'Emergence	0%
VELIRANO 7. INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	Programme 7.1 : Environnement des affaires et promotion des investissements	16,67%
	Programme 7.2 Création d'un tissu industriel dynamique et compétitif	0%
	Programme 7.3 Développement du secteur minier et pétrolier	0%
	Programme 7.4 Développement du secteur tourisme	11,11%
	Programme 7.5 Protection des consommateurs	0%
	Programme 7.6 Intégration régionale et promotion des exportations	0%

Velirano	Programmes	Indicateurs achevés (année de référence 2022)
VELIRANO 8 : L'APPUI AUX FEMMES, AUX JEUNES ET AUX PLUS DÉMUNIS POUR UNE NATION ÉMERGENTE	Programme 8.1 : Autonomisation des femmes	0%
	Programme 8.2 : Promotion de la jeunesse	0%
	Programme 8.3 : Lutte contre les Violences Basées sur le Genre	28,57%
	Programme 8.4 : Renforcement de la protection sociale	22,22%
VELIRANO 9.L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET L'ÉMERGENCE D'UN SECTEUR AGRICOLE MODERNE	Programme 9.1 : Développement de l'agriculture	25%
	Programme 9.2 : Développement d'un élevage structuré vers le marché	0%
	Programme 9.3 : Développement de la pêche et de l'aquaculture et valorisation des ressources halieutiques	25%
VELIRANO 10. LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES	Programme 10.1 Gestion durable des ressources naturelles, des paysages et reforestation intensive	12,5%
	Programme 10.2 Prévention et gestion des risques et catastrophes	66,67%
VELIRANO 11 : LA MODERNISATION DE MADAGASCAR	Programme 11.1 : Sécurisation Foncière	0%
	Programme 11.2 : Aménagement et Equipement des villes	0%
	Programme 11.3 : Développement des Infrastructures et des Transports	0%
	Programme 11.4 : Développement de l'Economie numérique	0%
VELIRANO 12 : L'AUTONOMIE ET LA RESPONSABILISATION DES CTD	Programme 12.1 : Représentation territoriale de l'Etat en appui à la décentralisation émergente et au développement local	0%
	Programme 12.2 : Décentralisation émergente et développement local	0%
VELIRANO 13 : LE SPORT ET LA CULTURE POUR LA	Programme 13.1 : Développement du Sport Emergent	16,66%

Velirano	Programmes	Indicateurs achevés (année de référence 2022)
COHÉSION ET LA FIERTÉ NATIONALE	Programme 13.2 : Promotion de la Culture Malagasy	20%
	Programme 13.3 : Promotion de l'information et de la communication pour un développement citoyen	11,11%

Tableau 2: Réalisation des Velirano par programme

1.3 Perception citoyenne

De manière générale, le score BAROCI 2022 indique un net recul par rapport aux résultats de 2021. Seul, le Velirano 10 sur la gestion durable des ressources naturelles a eu une progression positive, mais reste toujours dans les mêmes catégories que la précédente évaluation. La lutte contre la corruption a eu le score le plus faible parmi les promesses effectuées.

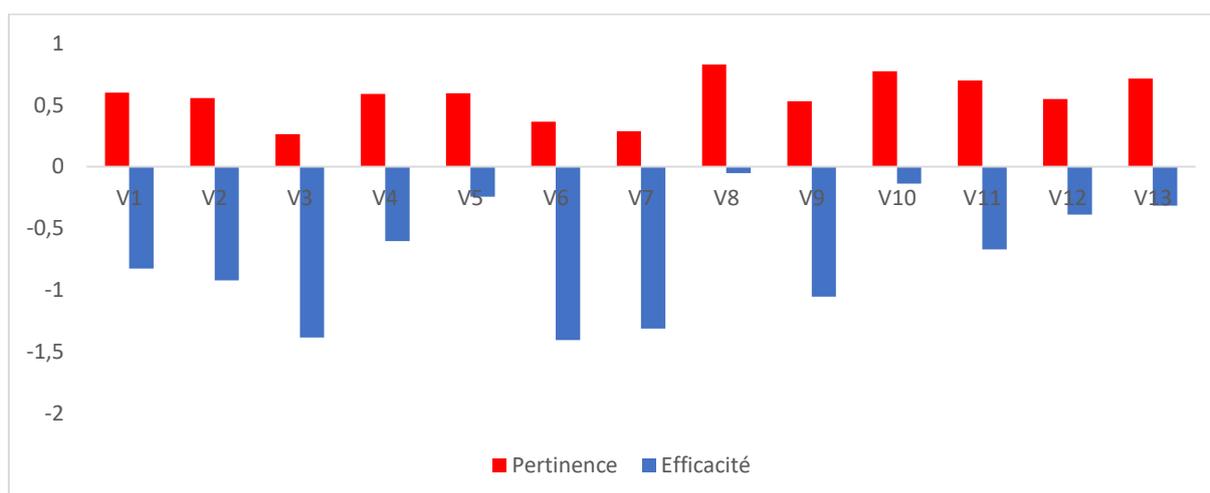


Figure 4: Appréciation citoyenne suivant les axes pertinence et efficacité

1.3.1 Pertinence

Sur la pertinence des solutions apportées, le Président sortant et son gouvernement ont obtenu un score de 0,57 pour l'année 2022, s'il était de 1,10 l'année précédente. Malgré le recul, les solutions apportées par l'Exécutif demeurent « **PERTINENTES** ». Les scores pertinence des 13 Velirano ont tous nettement diminué. Le Velirano 3 « Lutte contre la corruption » a été celui qui a enregistré la plus importante variation par rapport à 2021, soit (-0,8).

1.3.2 Efficacité

Sur l'efficacité ou l'atteinte des objectifs fixés, le Président sortant et son gouvernement ont obtenu un score global de (-0,72) si le score était de (-0,26) en 2021. Autrement dit, il a été « **PEU EFFICACE** » dans la concrétisation de ses engagements.

Le Velirano 10 « Gestion durable des ressources naturelles » a obtenu le meilleur score étant de -0,90. 49,92% des enquêtés ont déclaré avoir pris connaissance des promesses liées à la protection

de l'environnement et 16,09% ont affirmé connaître les promesses sur le développement du tourisme. Selon ces citoyens, l'Exécutif a atteint ses objectifs dans :

- la reforestation et la protection des forêts ;
- la mise en place de réglementation pour la préservation des zones protégées ;
- la dotation de véhicules pour la collecte des déchets ;
- la mobilisation de la population dans l'hygiène et l'assainissement.

Le Velirano 3 « Lutte contre la corruption et renforcement de la performance de l'administration publique » a été celui qui a enregistré la plus importante variation par rapport à 2021, soit -1,03. 45,30% des enquêtés ont déclaré connaître les promesses par rapport au Velirano 3. Les citoyens ont donné la note la plus faible aux promesses sur :

- la tolérance zéro par rapport à la corruption ;
- l'intégrité et l'indépendance de la justice ;
- l'efficacité du système anti-corruption ;
- la transparence de l'administration publique ;
- la mise en place de tribunaux et de centres de détention.

1.3.3 Analyse du rapport pertinence/efficacité

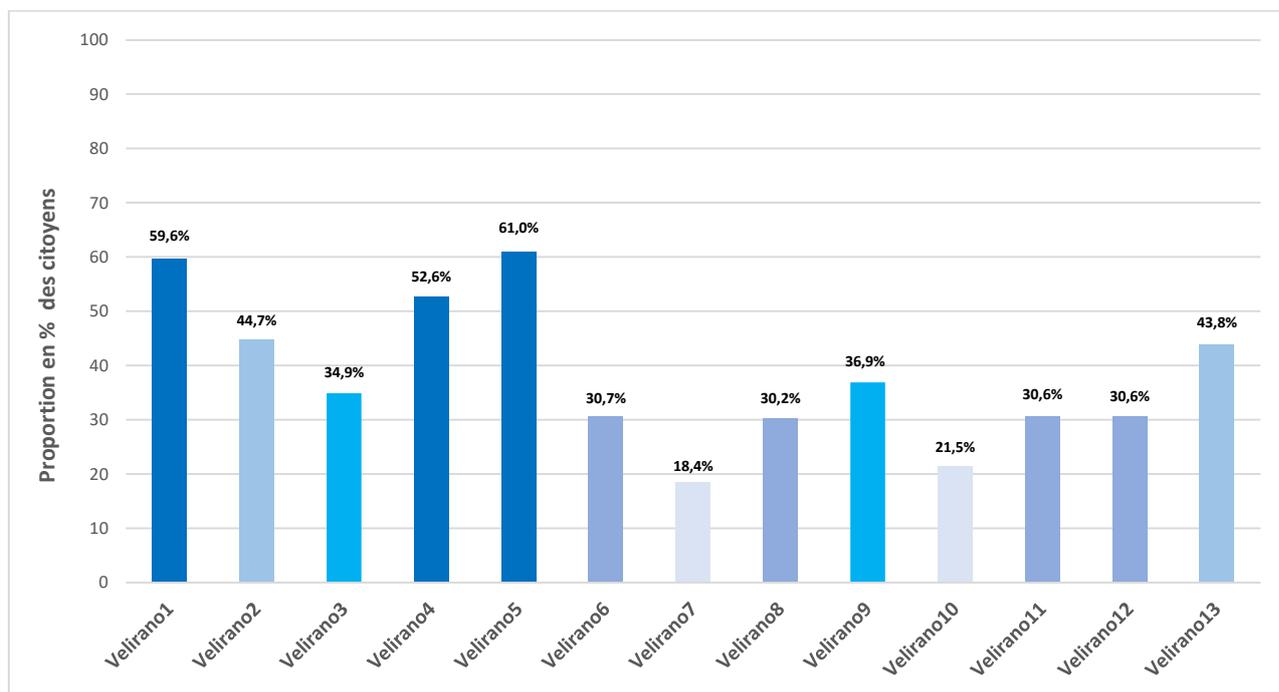
L'analyse de l'écart entre la pertinence et l'efficacité a permis de déduire que les Velirano suivants ont été les plus concluants si on les classe dans l'ensemble :

- 1^{ère} place : Velirano 5 : Santé pour tous et à tout âge ;
- 2^e place : Velirano 8 : Appui aux femmes, aux jeunes et aux plus démunis ;
- 3^e place : Velirano 10 : Gestion des ressources naturelles, des paysages et reforestation intensive ;
- 4^e place : Velirano 12 : Autonomisation et responsabilisation des CTD ;
- 5^e place : Velirano 13 : Le sport et la culture pour la cohésion et la fierté nationale.

1.3.4 Connaissance des velirano par les citoyens

Les secteurs sociaux (Sécurité, Santé et Education) sont les plus connus par les citoyens. Avant de poser les questions sur l'efficacité ou la pertinence desdits « Velirano », l'équipe de chercheurs a posé la question aux citoyens de la connaissance ou non des engagements ou des Velirano. Ainsi, seuls les seuls les velirano 1 (Sécurité), Velirano 4 (Education) et Velirano 5 (Santé) sont connus par plus de la moitié des individus interrogés. Les Velirano les plus méconnus sont le Velirano 7 et le velirano 10. Pour les autres Velirano, la proportion des citoyens affirmant avoir connaissance du contenu varie entre 30 à 48%. Quant au nombre de velirano connu, encore 12,3% des citoyens malagasy ne connaît aucun des 13 velirano contre seulement 4,1% pour ceux qui connaissent tous les 13 velirano ; 1,3% pour ceux qui en connaissent 12 et 1,6% pour ceux qui en connaissent 11.

Figure 5. Proportion en % des citoyens ayant déclaré qu'ils connaissent les "velirano" pour chacun de ces derniers.



Source : SAFIDY-ESPE2023

1.3.5 Promesses électorales et leur concrétisation selon les citoyens

Au niveau des citoyen.nes affirmant avoir entendu les promesses électorales du Président de la République, l'équipe de chercheurs les a également interrogés si ces engagements ont été tenus ou non. Dans son ensemble, les promesses relatives aux secteurs sociaux (éducation, santé, sport), la réhabilitation des infrastructures routières sont les plus connues et concrétisées selon la perception citoyenne. La lutte contre la corruption, la promotion de l'emploi et l'appui aux jeunes sont celles moins connues et peu concrétisées selon toujours la perception citoyenne.

Tableau 3: Connaissance et concrétisation des promesses selon la perception citoyenne

Velirano	Promesses retenues/entendues par les citoyen.nes interrogées	Proportion des citoyens ayant déclaré d'avoir entendu les promesses effectuées par le Président			Proportion des citoyens ayant déclaré que ces promesses sont réalisées parmi ceux qui les ont entendues		
		Proportion (en %)	Intervalle de confiance au seuil de 95% (en %)		Proportion (en %)	Intervalle de confiance au seuil de 95% (en %)	
			Inférieur	Supérieur		Inférieur	Supérieur
VELIRANO 1	Prioriser la sécurité de la population	62,3	61,1	63,5	53,3	51,7	55,0
VELIRANO 2	Eau potable pour toute la population	55,3	54,0	56,5	50,9	49,2	52,7
	Amélioration de l'accès à l'électricité	61,5	60,3	62,6	44,4	42,8	46,0
VELIRANO 3	Justice impartiale et éradication de la corruption	45,2	43,9	46,4	31,9	30,2	33,8
VELIRANO 4	Scolarisation pour tous les enfants	71,8	70,7	72,9	65,1	63,7	66,5

Velirano	Promesses retenues/entendues par les citoyen.nes interrogées	Proportion des citoyens ayant déclaré d'avoir entendu les promesses effectuées par le Président			Proportion des citoyens ayant déclaré que ces promesses sont réalisées parmi ceux qui les ont entendues		
		Proportion (en %)	Intervalle de confiance au seuil de 95% (en %)		Proportion (en %)	Intervalle de confiance au seuil de 95% (en %)	
	Promotion de la culture	19,8	18,8	20,8	68,6	66,0	71,2
VELIRANO 5	Santé pour tous	69,2	68,0	70,3	54,0	52,6	55,6
VELIRANO 6	Promotion de l'emploi	45,4	44,2	46,7	30,2	28,5	31,9
VELIRANO 7	Industrialisation	19,7	18,7	20,7	36,4	33,7	39,0
VELIRANO 8	Protection et promotion des femmes	46,5	45,2	47,7	76,4	74,8	78,0
	Appuis aux jeunes	45,3	44,1	46,5	46,0	44,1	47,8
VELIRANO 9	Développement du secteur agricole, élevage et pêche	56,4	55,1	57,6	45,5	43,8	47,1
VELIRANO 10	Protection de l'environnement et Madagascar verte	50,2	48,9	51,5	77,9	76,4	79,3
	Promotion du tourisme	15,5	14,6	16,4	66,6	63,6	69,6

Velirano	Promesses retenues/entendues par les citoyen.nes interrogées	Proportion des citoyens ayant déclaré d'avoir entendu les promesses effectuées par le Président			Proportion des citoyens ayant déclaré que ces promesses sont réalisées parmi ceux qui les ont entendues		
		Proportion (en %)	Intervalle de confiance au seuil de 95% (en %)		Proportion (en %)	Intervalle de confiance au seuil de 95% (en %)	
VELIRANO 11	Construction et réhabilitation des infrastructures routières	65,1	63,9	66,2	60,9	59,5	62,5
	Madagascar moderne	42,7	41,5	43,9	62,5	60,6	64,3
VELIRANO 12	Décentralisation	21,3	20,3	22,3	67,2	64,6	69,8
VELIRANO 13	Développement du sport	52,7	51,4	54,0	65,5	63,9	67,1

Source : SAFIDY-ESPE2023

Les promesses et leur concrétisation ont été catégorisées comme suit :

Catégorie 1 : Les promesses les plus connues et concrétisées selon au moins la moitié des citoyen.nes interrogé.es

- La promesse de « Scolarisation de tous les enfants » est la plus connue avec une 71,8% de citoyen.nes interrogé.es dont 65% considèrent que cet engagement a été tenu par le Président.
- La promesse « Santé pour tous » est connue par 69% des citoyen.nes interrogé.es dont 54% considèrent cette promesse tenue.
- La promesse « Construction et réhabilitation des infrastructures routières » est connue par 65% des citoyen.nes interrogé.es dont 60% de ces derniers considèrent la promesse tenue.
- La promesse de « Priorisation de la sécurité de la population » est connue par 62,3% de citoyen.nes interrogé.es. dont 53% considérant cet engagement tenu.
- La promesse de « Mise à disposition d'eau potable à toute la Population » est connue par 55% des citoyens dont 50% considérant la promesse tenue.
- La promesse de « Développement du Sport » est connue par 52% des citoyen.nes interrogé.es dont 65% considérant la promesse tenue.
- La promesse de « Protection de l'environnement » est connue par 50% des citoyen.nes interrogé.es dont 77% la considérant comme réalisée.

Catégorie 2 : Les promesses connues par au moins la moitié et dites concrétisées par moins de la moitié des citoyen.nes interrogé.es

- La promesse d' « Amélioration de l'électricité » est connue par 61% des citoyen.nes interrogé.es dont 44% considèrent la promesse tenue.
- La promesse de « Développement du secteur agricole, l'élevage et de la pêche » est connue par 56% des citoyen.nes interrogé.es dont 45% considèrent la promesse tenue.

Catégorie 3 : Les promesses moins connues mais considérées comme « concrétisées » par la moitié de ces personnes interrogées

- La promesse de « Promotion de la culture » est connue par seulement 20% des citoyen.nes interrogé.es. Pour ceux qui disent la connaître, 68% affirment que la promesse est tenue.
- La promesse de « Promotion du tourisme » est connue par seulement 16% des citoyen.nes interrogé.es. Pour ceux qui disent la connaître, 67% affirment que la promesse est tenue.
- La promesse d'un « Madagascar moderne » est connue par 43% des citoyen.nes interrogé.es. Pour ceux qui disent la connaître, 62% affirment que la promesse est tenue.
- La promesse de « Décentralisation » est connue par 21% des citoyen.nes interrogé.es. Pour ceux qui disent la connaître, 67% affirment que la promesse est tenue.

Catégorie 4 : Les promesses moins connues et peu concrétisées

- La promesse de « Justice impartiale et éradication de la corruption » est connue par 45% des citoyen.nes interrogé.es. Pour ceux qui disent la connaître, seuls 32% affirment que la promesse est tenue.

- La promesse de « Promotion de l'emploi » est connue par 45% des citoyen.nes interrogé.es. Pour ceux qui disent la connaître, seuls 30% affirment que la promesse est tenue.
- La promesse d'« Appuis aux jeunes » est connue par 45% des citoyen.nes interrogé.es. Pour ceux qui disent la connaître, 46% affirment que la promesse est tenue.

A wooden gavel with a dark handle and a light-colored head, resting on a dark wooden surface. In the background, an open book is visible, slightly out of focus. The scene is lit with soft, natural light, creating a professional and legal atmosphere.

GOUVERNANCE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Navigation à vue : PEM non disponible à la fin du mandat du Président

Élu Président de la République lors des élections de 2018 à travers son programme « Initiative pour l'Émergence de Madagascar », des nombreuses promesses aussi ambitieuses les unes que les autres ont été annoncées. Devenu Président, ce dernier a dû concevoir son programme désormais au nom du Peuple malagasy.

Le Premier Ministre a présenté en août 2019, les grandes lignes de la politique générale de l'État (PGE) devant le Parlement suivant les requis de l'article 99 de la Constitution. Néanmoins, quatre ans après la présentation de la PGE au niveau Parlement, aucun plan de mise en œuvre n'a été publié officiellement pour décliner la concrétisation de la vision du Président qui est de « *Faire de Madagascar une nation émergence, forte, solidaire, soucieuse du bien-être de sa population* ». Plusieurs versions du Plan Émergence Madagascar sont sorties de façon officieuse moyennant plusieurs formulations de la vision du Président. 13 engagements dénommés Velirano ont été les axes stratégiques des Visions. Au fur et à mesure de la sortie des versions officieuses du PEM, ils ont changé d'appellation. Après la démission du président en vue d'une présentation aux élections de 2023, le Plan Émergence Madagascar n'est toujours pas disponible au public en dépit de la référence systématique du document dans les documents/politiques sectorielles. A titre de comparaison, le Président Hery Rajaonarimampianina a publié le plan de mise en œuvre de la PGE lors de la dernière année de son mandat. La disponibilité en temps voulu de ce document stratégique remet ainsi en cause la planification à Madagascar et démontre une navigation à vue résultat d'un dysfonctionnement en matière de planification ou d'une opacité de l'information. Le Parlement n'a pas joué pas pleinement son rôle dévolu par l'article 68 de la Constitution en matière d'évaluation des politiques publiques. Une proposition de loi initiée par la députée Johasy Éléonore, a vu le jour mais n'a pu aboutir car elle a été rejetée par l'Assemblée Nationale en juin 2022.

Lutte contre la corruption : l'illusion de la tolérance zéro et la recrudescence de l'impunité

La politique générale de l'État se veut être incisive envers la corruption en énonçant le principe de « zéro tolérance » envers la corruption. Cet énoncé est renforcé par la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption ainsi que par la Politique Nationale de la Bonne Gouvernance, qui s'organise autour de la mise en œuvre de moyens complexes institutionnels pour lutter contre la corruption et la mauvaise gouvernance sur tous les plans. Pourtant, bien que la corruption soit un fléau, sa persistance est due au manque de moyen mis en œuvre dans la lutte. Le budget alloué à la LCC ne représente que 0.14% du budget, très loin des objectifs de 0.3% fixés par la SNLCC. Cette situation handicape le fonctionnement de tout le système anti-corruption³.

Bien que l'IPC ne semble indiquer une stagnation de la lutte contre la corruption moyennant un score de 26/100 ce qui le situe au 142ème rang mondial sur 180 pays⁴, ce résultat est inférieur à la moyenne mondiale et à la moyenne régionale. Il n'y a pas eu de changement significatif par rapport aux résultats de 2021, malgré la hausse de la position de Madagascar dans le classement. La réalité est toute autre : un net recul en matière de lutte contre la corruption malgré la mise en place des institutions de lutte contre la corruption.

³CSI, Rapport Annuel, 2022

⁴TI-MG, Indice de Perception de la Corruption à Madagascar, 2022

Les menaces d'intégration du pays dans la liste grise du GAFI corroborent le manque d'avancement du pays dans la LCC.

En matière de planification stratégique, le CSI a initié la mise en place du SIIGAC pour promouvoir la culture de transparence et de redevabilité ; à donner une vue synthétique de la situation de la corruption dans le pays, en renseignant sur l'efficacité et la conformité du système de Lutte contre la Corruption – LCC ; aider à la prise de décisions ciblées et la mise en place de mesures de LCC ; relayer les signaux aussi bien positifs que négatifs émis par les indicateurs internationaux sur la LCC et la gouvernance ; ainsi que contribuer à l'internalisation des principaux instruments juridiques régionaux et internationaux de LCC⁵. Au même titre, des initiatives ont été menées pour mettre en place une mesure nationale de la corruption (MNC) et non sur la perception.

L'Agence de Recouvrement des Avoirs Illicites (ARAI) a été opérationnalisée le 03 Juin 2022 avec la prise de fonction de son Directeur Général. Cette institution est prévue par la Loi n°2016-020 du 22 Août 2016 portant sur la lutte contre la corruption. L'agence vient compléter le système de lutte contre la corruption en assumant sa mission de confiscation et de conservation des avoirs illicites. Étant dans sa phase de lancement, les réalisations de l'année 2022 marquent cette phase de structuration de l'institution. Elle s'est concentrée sur la mise en œuvre d'un environnement propice à la réalisation de ses activités : disponibilité des moyens financiers et matériels, recrutement de ressources humaines, implantation du siège, mise en place du site de conservation à Ivato, ainsi que la mise en place des normes d'organisation et des cadres de coopération avec les institutions qui lui sont corrélées⁶.

La loi n° 2021-015 portant modification de certaines dispositions de la loi n°2016-021 sur les Pôles anti-corruption, plus communément connue sous le nom de Loi Idealson vient (i) réduire les compétences des PAC, (ii) modifier la composition du CSE PAC et transformant son avis auparavant lié en avis simple (iii) supprimer la confiscation avant condamnation (iv) réduire la durée du mandat des magistrats⁷. Les effets de la réforme n'ont pas tardé à apparaître : une décision controversée de ne pas renouveler le mandat des magistrats PAC et du Coordonnateur des PAC par le CSE PAC a été prise. Les organisations de la société civile ont dénoncé par leur retrait du CSE PAC l'abandon de l'esprit de collégialité, l'influence manifeste de l'extérieur sur le processus de recrutement des magistrats PAC, la non-prise en compte des résultats d'enquête de moralité, l'absence de règlement intérieur au sein du comité. De surcroît, les propositions du CSE PAC en matière de recrutement sont repris par le Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) dans lequel le ministre de la Justice, le Premier Président de la Cour Suprême (PPCS) et le Procureur Général près la Cour Suprême y sont présents et prennent part aux délibérations. Ce qui dénote compte-tenu du manque d'indépendance de la justice et du principe de subordination hiérarchique, une double influence de l'Exécutif dans le processus de recrutement des magistrats PAC. Le BIANCO, le PAC et l'ARAI (non-intégrée dans le dispositif institutionnel du CSE PAC) n'ont pas voix délibérative en étant de simples observateurs au sein du CSE PAC. Entre autres, les organisations de la société civile ne sont pas représentées au sein du CSE en dépit des multiples relances.

⁵ Source : <https://www.csi.gov.mg/lancement-officiel-du-systeme-dinformation-integre-de-la-gouvernance-et-de-lanti-corruption-siigac/>

⁶ARAI, Rapport Annuel, 2022

⁷Loi n° 2021-015 modifiant, complétant et abrogeant certaines dispositions de la Loi n° 2016-021 du 22 août 2016 sur les Pôles Anti-Corruption

En dépit de la mise en place de l'ensemble des institutions de lutte contre la corruption (ILCC), les objectifs en matière de répression peinent à se réaliser. L'impunité s'installe en matière d'infraction de corruption. En effet, les procédures de mise en accusation de la Haute Cour de Justice (HCJ) n'ont permis aucune poursuite à l'encontre des personnalités qualifiées « Hauts emplois de l'Etat » car nécessitant un vote par les deux tiers des membres de l'Assemblée Nationale (AN) pour pouvoir être instruit par la HCJ. Par ailleurs, la plupart des dossiers des PAC sont cassées par la Cour de cassation mettant en péril toute la procédure. De nombreux scandales de corruption tant au niveau national qu'international sont portés à la vue du public sans qu'une prise de position du ministère public ne vienne rassurer les citoyens du respect de l'État de droit.

Enfin, la gestion statique des déclarations de patrimoine et d'intérêt économique, et la non-accessibilité de ces données sont également un obstacle à l'efficacité du système anti-corruption. Le manque d'informations exploitables due au manque de rigueur, l'orientation des enquêtes de moralité en dépit de leurs diverses sources, la non prise en compte des fichiers de malversation au niveau de l'IGE, la non prise en compte des informations individuelles relatives à la situation fiscale sont également les failles actuelles de la lutte contre la corruption, rendant les processus de recrutement des hauts emplois de l'État, perméables aux profils non probes.

Justice peu performante, en quête d'indépendance

Les institutions de la justice à Madagascar souffrent de la méfiance des citoyens, multipliant les cas de vindicte populaire. Les citoyens ont également une méconnaissance généralisée des procédures, de la législation en général dans de nombreux domaines⁸. Le secteur de la justice fait toujours partie des secteurs les plus exposés à la corruption⁹. Ces défaillances se manifestent sous plusieurs formes : les pressions et menaces à l'encontre des magistrats dénoncés par le Syndicat des Magistrats de Madagascar¹⁰, le manque d'intégrité d'une partie des acteurs publics et la mauvaise gouvernance dans ce domaine¹¹, (les références ne sont pas là pour le 10) ou encore le manque de garantie du respect des lois en vigueur et la croissance du nombre d'abus dénoncés par le Groupement des Entreprises de Madagascar¹². Ainsi, les apports structurels des politiques publiques de la justice, à l'exemple de l'extension de la couverture nationale par l'ouverture de nouveaux palais de justices, la vulgarisation juridique et la modernisation des services judiciaires¹³ (les références ne sont pas là pour le 12) sont encore insuffisants pour faire face aux problématiques systémiques présentes dans le secteur.

Le ratio prévenu/condamné témoigne de la surpopulation carcérale. Une volonté de désengorger les maisons de détention et de renverser le ratio à 70/30 a été annoncée mais sans encore de résultats palpables. La performance de la justice est également limitée par le manque de moyens humains et financiers en plus de la faible couverture des juridictions. Près de la moitié du budget de la justice est dédiée à l'alimentation des détenus. Les camps pénaux auraient dû contribuer à la réduction des charges de l'administration pénitentiaire. Le manque de magistrats et l'affectation de magistrats au niveau de la Chancellerie contribue également à accentuer la problématique. Une série de recrutements de magistrats a été mené tout en considérant le fait que les standards en matière de couverture, c'est-à-dire, un

⁸IVORARY, Atelier de consultation des OSC et du secteur privé, 2023

⁹BIANCO, Rapport Annuel, 2021

¹⁰SMM, Communiqué de presse du 22 février 2022

¹²Ambassade de Suisse pour Madagascar, Rapport économique 2023 Madagascar, 2023

tribunal judiciaire pour 100 000 habitants, sont loin d'être atteints. Il faudrait ainsi 280 TPI pour assurer cette couverture.

La mise en place de justice de proximité a été réalisée par la construction de plusieurs tribunaux au niveau des régions. Le lancement de caravane juridique mené par le ministère de la justice, la construction de maisons de détention, l'appui aux structures de conciliation à l'exemple de Trano Aro Zo, la Cellule d'Écoute et de Conseil Juridique (CECJ) destinée au traitement des VBG, la réalisation par l'ordre des avocats des consultations gratuites, l'installation de kiosques juridiques au niveau des juridictions sont autant d'efforts tendant vers la mise en place d'une justice de proximité. Il importe également de noter l'essor de la juridiction administrative impulsée par les campagnes de sensibilisation menées par l'ANJA (Association Nationale pour la Justice Administrative). La période (2019-2023) s'est également marquée par la montée en puissance de la Cour des comptes qui a relevé d'importants dysfonctionnements au niveau d'AUGURE, ou encore les nombreuses fautes de gestion, malversations et infractions de corruption recueillies lors de la gestion de la crise COVID19.

Toujours est-il que la question de l'indépendance de la justice est au cœur de la problématique. Le rôle du CSM en que garant de l'indépendance de la magistrature, pourtant présidé par le PRM, fait défaut. Les nombreux scandes de corruption à l'encontre de la justice impliquant les noms de ministres, de Chefs de Cour, ainsi que les mauvaises pratiques dans l'élection des membres du CSM, entachent sérieusement le blason de la justice.

Madagascar chute en termes de transparence budgétaire

Madagascar se classe à la 96ème place parmi 120 pays en termes de transparence budgétaire. Sa note passe de 40/100 en 2019 à 27/100 en 2021. Cela signifie que les informations fournies aux citoyens par rapport au budget sont insuffisantes. En effet, la majorité des principaux documents budgétaires à Madagascar entre 2019 et 2022 n'ont pas été produits à temps ou sont difficilement accessibles. En principe, les citoyens malgaches devraient bénéficier de façon systématique des documents suivants : Rapport en cours d'année, Rapport de fin d'année, Rapport d'audit, Budget des citoyens, Projet de budget de l'exécutif, Budget des citoyens. La production et la publication n'ont pas été régulièrement effectuées.¹⁴ Le budget de citoyens a été restitué dans un document synthétique mais la majorité des citoyens n'y ont pas accès.

Dans les faits, la faible accessibilité des citoyens, et les travaux des parlementaires aux projets de loi de finance, ainsi que le vote des lois sans discussion ont caractérisé le processus budgétaire. Des efforts ont été entrepris par le ministère en charge des finances pour inclure les organisations de la société civile dans les conférences budgétaires régionales. Toujours est-il que le retard de dépôt du projet de loi, laissant place à un vote bâclé des projets de loi de finances restent toujours d'actualité. Il en va de même pour l'adoption de la loi de règlement qui accuse un retard conséquent rendant l'information et les éléments de preuves en cas de malversations ou détournements inutilisables. A noter que la Cour des comptes lors de la cérémonie de présentation de son rapport a conclu la faisabilité de l'adoption de la loi de règlement dans un délai de 12 mois.

¹⁴IBP & MSIS TATAO, Open Budget Survey Madagascar, 2021

Opacité de l'information renforcée par l'absence de la loi sur l'accès à l'information à caractère public

A Madagascar, la capacité d'accéder à l'information à caractère public fait défaut. La qualité, la consistance et la faisabilité des évaluations des politiques publiques à Madagascar sont affaiblies par la rareté des ressources et des données nécessaires à l'évaluation. Lorsque celles-ci sont disponibles, le gouvernement tend à se montrer réticent, les acteurs ont peu de volonté à recourir à cette pratique¹⁵. L'opacité des informations à caractère public dispose des liens de causalité avec la corruption et la détérioration de la qualité des services publics.

Les lois sur l'accès à l'information à caractère public ont un impact positif sur la lutte contre la corruption et l'amélioration de la qualité des services publics¹⁶. En 2006, dans ce sens, l'Observatoire National pour l'Intégrité a lancé un projet de loi sur l'accès à l'information à caractère public à Madagascar. En 2019, le Ministère de la Culture et de la Communication s'est engagé à finaliser l'élaboration de ce projet de loi¹⁷. Jusqu'en 2023, l'avant-projet de loi s'est arrêté en lecture au niveau du Conseil de Gouvernement où les devoirs des citoyens selon ces derniers manquent cruellement face aux responsabilités des obligataires. La non-adoption de la loi rend Madagascar inéligible à l'initiative Partenariat Gouvernement Ouvert (PGO) initié par l'ancien Président américain, Barack Obama. La tendance au niveau du pays n'est pas à la divulgation maximale de l'information mais à la rétention de l'information où les textes légaux et réglementaires sont souvent inaccessibles, à l'exemple des textes sur la rémunération des agents publics.

Les premiers pas vers la mise en place d'une décentralisation émergente

La territorialisation de la décentralisation est la réforme centrale de la Lettre de Politique pour la Décentralisation Effective (LPDE). Suite à l'adoption de la LPDE en 2021, les assises de juillet 2023 marquent la validation du Plan National pour la Décentralisation Émergente. Il s'agit d'une politique dont l'élaboration se veut être démocratique, à travers l'accent mis sur la participation des multiples parties prenantes à son élaboration. Cette politique ouvre les portes aux actions liées à l'autonomisation financière des collectivités territoriales décentralisées et la territorialisation des politiques publiques. Le Plan National pour la décentralisation Émergente n'en est pas encore à ses premiers pas. Elle attend la mise en place du cadre institutionnel propice à sa mise en œuvre.¹⁸

Malgré l'édifice d'un cadre stratégique, les tendances tendent vers la concentration des moyens et parfois vers la déconcentration. La mise en place des Gouvernorats, considéré comme étant une mesure provisoire a finalement perduré. Il est à noter que cette structure supplante les Chefs de Région qui sont élus et non nommés. Les assises ont également conclu le besoin de supprimer les provinces parmi les CTD qui contribuent à confondre et complexifier le dispositif de la décentralisation. Les clés de répartition des recettes fiscales et non fiscales censées être allouées au CTD sont également insuffisantes. La non-effectivité des textes, la faible participation citoyenne ou le manque de leadership au niveau local, l'orthodoxie financière mise à mal, ou l'application difficile des textes sont autant de manquements en matière de décentralisation.

¹⁵CLEAR, Diagnostic des capacités nationales de suivi et évaluation, 2020

¹⁶TRANSPARENCY INTERNATIONAL, M. Martini, Lois sur l'accès à l'information ; impact et mise en œuvre, 2014

¹⁷ Projet de loi portant sur l'accès à l'information à caractère public, Thematic compilation of relevant information by Madagascar, Nations Unies

¹⁸ Entretien avec le DGD du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, 2023

Une tendance vers la répression de l'espace civique et des libertés civiles

Entre 2020 et la fin de l'année 2022, Madagascar n'a pas évolué en termes de liberté. Son score est resté à 40/100 en termes de libertés civiles¹⁹. Madagascar est classé comme étant « Réprimé » en termes de libertés civiles.

Freedom House est une institution non gouvernementale basée aux Etats-Unis, qui évalue chaque année le degré de respect des droits politiques et des libertés civiles dans le monde. Elle attribue à chaque pays un score global sur 100, ainsi qu'un score sur 40 pour les droits politiques et un score sur 60 pour les libertés civiles. Elle classe ensuite les pays en 03 catégories : libre, partiellement libre, non libre.

Selon Freedom House, depuis 2014, Madagascar est un pays partiellement libre. Ce résultat d'évaluation n'a pas évolué depuis cette année. Néanmoins, le pays a connu une certaine forme de stabilité depuis 2018, mais il fait toujours face à des défis majeurs pour renforcer l'Etat de droit et la démocratie.

Tableau 4: Score de Madagascar en termes de droits politiques et de libertés civiles

Score global 2023	61/100
Droits politiques	27/40
Libertés civiles	34/60
Score global 2022	61/100
Statut	Partiellement libre

Source : Freedom House

Dans les faits, cette situation s'est accentuée lors de la période de COVID19 où l'ordonnance n° 91-011 relatives aux situations d'exception a restreint les libertés. Des interpellations ont été faites par les organisations de la société civile dans le cadre du suivi de la transparence des fonds COVID19. Pendant cette même période, des lanceurs d'alerte à l'exemple de Ravo Ramasomanana ou des défenseurs de droits humains comme Henri Rakotoarisoa ont été victimes de représailles. Les cas de la Directrice Exécutive de TI-MG, Ketakandriana Rafitoson et du Président du Conseil d'Administration, Dominique Rakotomalala, qui ont fait l'objet d'une plainte pour dénonciation calomnieuse après avoir dénoncé au nom de l'organisation les faits de corruption dans le commerce litchis à Madagascar. En outre, peu avant la période électorale et pendant la campagne électorale, les manifestations et les réunions publiques ont été interdites par le gouvernement en se basant sur les dispositions de l'ordonnance n° 60-082 du 13 août 1960 relative aux réunions publiques et aux manifestations sur la voie publique en sa version modifiée par l'ordonnance 62-017 du 14 Août 1962. La conformité à la Constitution de l'ordonnance a été portée au niveau du Conseil d'Etat par Safidy à travers une requête visant l'annulation de la décision du ministère de l'intérieur et de la décentralisation voulant restreindre les libertés publiques. Le Conseil d'Etat a statué en faveur de l'observatoire des élections en vue d'une saisine de la Haute Cour Constitutionnelle (HCC). Face à cela, les manifestations du collectif des candidats ont été réprimées sévèrement par les forces de défenses et de sécurité (FDS) en opposition au principe de proportionnalité.

En outre, le cadre légal mis en place à Madagascar ainsi que les décisions prises par les autorités au cours de la période de l'étude viennent confirmer ces données comme en témoignent les constats suivants : absence d'une loi sur la protection des lanceurs d'alertes,

¹⁹ Civicus Monitor, score de Madagascar, 2022

ambiguïté de la liberté d'expression à travers le code de la communication et la loi sur la cybercriminalité, l'adoption de dispositifs légaux pour interdire les réunions publiques à caractères politiques par le Ministère de l'Intérieur et de la décentralisation (MID) en 2023.

La liberté de presse et des médias dans un environnement ambigu

La situation de la liberté de la presse et des médias est jugée préoccupante par les organisations internationales. Selon le classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters Sans Frontières en 2023, Madagascar se classe 101^{ème} sur 180 pays avec un score de 56.66. Nous constatons une baisse entre 2022 et 2023. En 2022, Madagascar obtenait un score de 58.02. Selon l'évaluation du développement démocratique réalisée par l'Union Européenne en 2022, Madagascar présente un niveau moyen bas pour le critère relatif à la liberté d'expression et l'information.

Cela s'explique par le caractère ambigu et restrictif du cadre juridique et réglementaire des médias. Il comprend notamment la loi n°2016-029 portant code de la communication médiatisée à Madagascar qui a été adoptée sans consultation des acteurs du secteur. Cette loi a été modifiée en 2020 par la loi n°2020-006 qui a supprimé certaines dispositions controversées, mais certains doutes sont toujours émis concernant les modifications de l'Article 20 qui protège contre la diffamation mais qui n'établit pas de mesures dans le cas où il s'agit de divulgation d'information avec des preuves tangibles à l'appui, et donc pouvant être utilisé pour renforcer l'opacité.

Il est également à noter que malgré la pluralité et la diversité des médias, le secteur est fortement marqué par la précarité, la politisation, la corruption et l'autocensure. La qualité est moindre car il n'y a aucune véritable différenciation en termes de lignes éditoriales sur les différents médias. Les médias sont souvent dépendants des intérêts économiques ou politiques de leurs propriétaires ou bailleurs de fonds, ce qui limite l'indépendance éditoriale et leur capacité à jouer un rôle de contre-pouvoir²⁰.

Persistance des inégalités de genre dans le domaine de la politique

Les femmes sont encore aujourd'hui une minorité politique. Les femmes sont sous-représentées au sein des différentes échelles de gouvernance. Au niveau de la gouvernance locale, seulement 5 % des maires sont des femmes, 4% de femmes cheffes fokontany et 5% de femmes au niveau des conseils municipaux²¹. La majorité des postes à responsabilité au sein de l'Administration Publique, et la majorité des sièges des assemblées parlementaires sont aussi détenues par les hommes. En effet, nous comptons 17 % de femmes élues aux législatives de 2019, et 2 femmes parmi les 18 Sénateurs de Madagascar.

Le cadre légal, juridique et institutionnel tend vers l'inclusivité. Cependant, dans la pratique la réalité ne se rapproche pas encore de l'objectif de l'égalité homme-femme dans la représentation politique. En effet, la Constitution affirme que la loi favorise l'égalité de l'accès à la participation dans ses dispositions²². Ces dispositions sont opérationnalisées par les lois organiques qui régissent les élections, où l'on insiste sur l'absence de distinction

²⁰L. Randriatavy, I. Alain, Les impacts de la structure de la propriété des médias sur la couverture médiatique, la représentation politique et le travail du journaliste, Friedrich Ebert Stiftung, 2016

²¹Principales conclusions et recommandations pour la formulation de la Politique Nationale de l'Égalité Femmes-Hommes, N. Ravaozany, 2023

²²Décret n° 2010-994 du 11 Décembre 2010 portant promulgation de la Constitution de la Quatrième République de Madagascar : article 6, 1

entre les deux sexes²³. L'adhésion de Madagascar aux divers agendas internationaux après l'année 2015 reflète cet engagement pris par le pays en matière de lutte contre la discrimination et l'égalité entre les genres²⁴.

Les faits observables dans la pratique contrastent fortement avec le cadre institutionnel, légal et juridique. Ce sont les hommes que l'on retrouve au cœur des missions clés de la gouvernance et de l'Administration publique, et qui participent le plus activement à la prise de décision et à la vie politique en général :

- La CENI est composée d'un collège entièrement masculin ;
- Les femmes sont peu représentées dans les postes nominatifs ;
- Les candidats aux élections sont majoritairement des hommes : cinq (05) femmes sur les 31 candidats en 2018 et aucune candidature féminine pour les élections présidentielles de 2023, 15% de candidature féminines aux législatives de 2019.

Cette situation s'explique par le manque de la culture de parité, et surtout par le manque de volonté politique pour mettre en place les actions, et changements nécessaires pour rendre effective l'égalité homme-femme au sein de la politique²⁵.

La sécurité publique à Madagascar : des mesures pertinentes mais insuffisantes

Madagascar se retrouve en difficulté face aux différentes formes et manifestations de l'insécurité et de la criminalité qu'on y retrouve : crimes environnementaux, trafics d'armes, la traite de personne, exploitation illicite des ressources, vulnérabilité des citoyens face à l'insécurité au quotidien²⁶.

Pour y faire face, le gouvernement a mis en place certaines mesures :

- L'acquisition et la dotation de matériels pour assurer la paix et la sécurité ;
- Le recrutement des agents en charge de la sécurité publique ;
- La réalisation de missions ponctuelles de sécurisation dans les zones rurales ;
- La mise en place de patrouilles dans les zones urbaines ;

Nous constatons que les mesures sont pertinentes mais peu efficaces en ce qui concerne les résultats.

Les mécanismes mis en place pour assurer la paix et la sécurité sont insuffisants pour lutter contre le crime organisé et les cas d'insécurité et de violence au quotidien. Cela s'explique par une configuration institutionnelle et des orientations politiques, ainsi que des mesures insuffisantes pour lutter contre l'insécurité. En effet, les méthodes de contrôle mis en place ne sont pas efficaces contre l'économie souterraine. Nous constatons également une centralisation des forces de l'ordre²⁷. Les trafics illégaux en tout genre sont toujours

²³ Décret n° 2010-994 du 11 Décembre 2010 portant promulgation de la Constitution de la Quatrième République de Madagascar : article 6, 1

²⁴ Souscription de Madagascar à la Déclaration politique adoptée à la 64^{ème} session de la Commission de la condition de la femme (CSW 2020),

²⁵ FOCUS DEVELOPMENT ASSOCIATION, Chapitre 14 : Gouvernance participative, Analyse situationnelle de l'Égalité Femmes-Hommes à Madagascar N. Ravaozanany et E. Razafindraibe, 2023

²⁶ Indice Mondial du crime organisé, 2021

²⁷ Entretien avec le DPSE du Ministère de la Sécurité Publique, 2023

possibles du fait de l'opacité omniprésente à Madagascar, et de l'insuffisance des moyens mis en œuvre pour la sécurité et la sûreté des frontières²⁸.

La corruption systématisée affecte également la paix et la sécurité à Madagascar, ainsi que les relations entre les agents en charge de la paix et la sécurité. Les lois ne sont pas correctement appliquées. Les citoyens perçoivent également l'existence de réseaux criminels à différentes échelles, avec des personnalités importantes, d'où l'impunité.

Centralisation des moyens financiers au niveau d'un seul ministère

Le budget général de l'État des cinq dernières années représente 52% du PEM. Si le PEM avait prévu d'investir sur le socle économique et social, au final la priorité est allée vers l'administration qui représente 72%²⁹ du budget général de l'État entre 2019-2022. L'analyse du budget accordé aux ministères sectoriels montre que le MEF dispose de 54% du budget cumulé de l'État entre 2019 et 2022. Les ressources budgétaires pendant cette période sont allouées prioritairement aux « économies et finances ». La prééminence du budget alloué au MEF n'est pas nouvelle. En effet, sur la période de 2015 à 2021 selon une statistique de l'UNICEF³⁰ le budget moyen alloué à l'économie et finance représente 38% du budget global moyen et celui alloué au secteur « éducation » représente 16%. Quant au secteur de la « santé », il a capté en moyenne 6% des ressources budgétaires de l'État sur la période 2015-2021. Pour la période 2019-2022, il en ressort que le budget du MEF représente 54% du budget général, suivi des trois ministères de l'éducation à hauteur de 10%. Malgré le fait que le secteur éducation occupe la deuxième place en termes d'allocation de budget, selon toujours l'UNICEF, les 10% sont encore en dessous des recommandations de l'UNESCO aux États qui devraient représenter au moins 20% du budget général. Il en va de même pour le secteur santé qui dont l'objectif de la convention d'Abuja de dédier 15% du budget est en loin d'être atteint avec 4,5% de budget alloué en moyenne au secteur santé y compris pendant la crise COVID19. Tout cela démontre la lourdeur administrative de l'appareil d'État à Madagascar et une centralisation des moyens au niveau d'un seul ministère.

²⁸ Cartographie des points de vulnérabilités en matière de gestion de la sécurité maritime et la sécurité des approches maritimes sur les côtes Nord-Ouest de Madagascar (2023), Organisation Internationale pour les Migrations

²⁹ 34,1% budget alloué pour 2020, 37,1% en 2019 et 37,3 % pour 2021 (SOURCE BDC)

³⁰ UNICEF « Analyses budgétaires des secteurs sociaux axes sur les enfants à Madagascar », note d'information N° 2021.01, décembre 2021

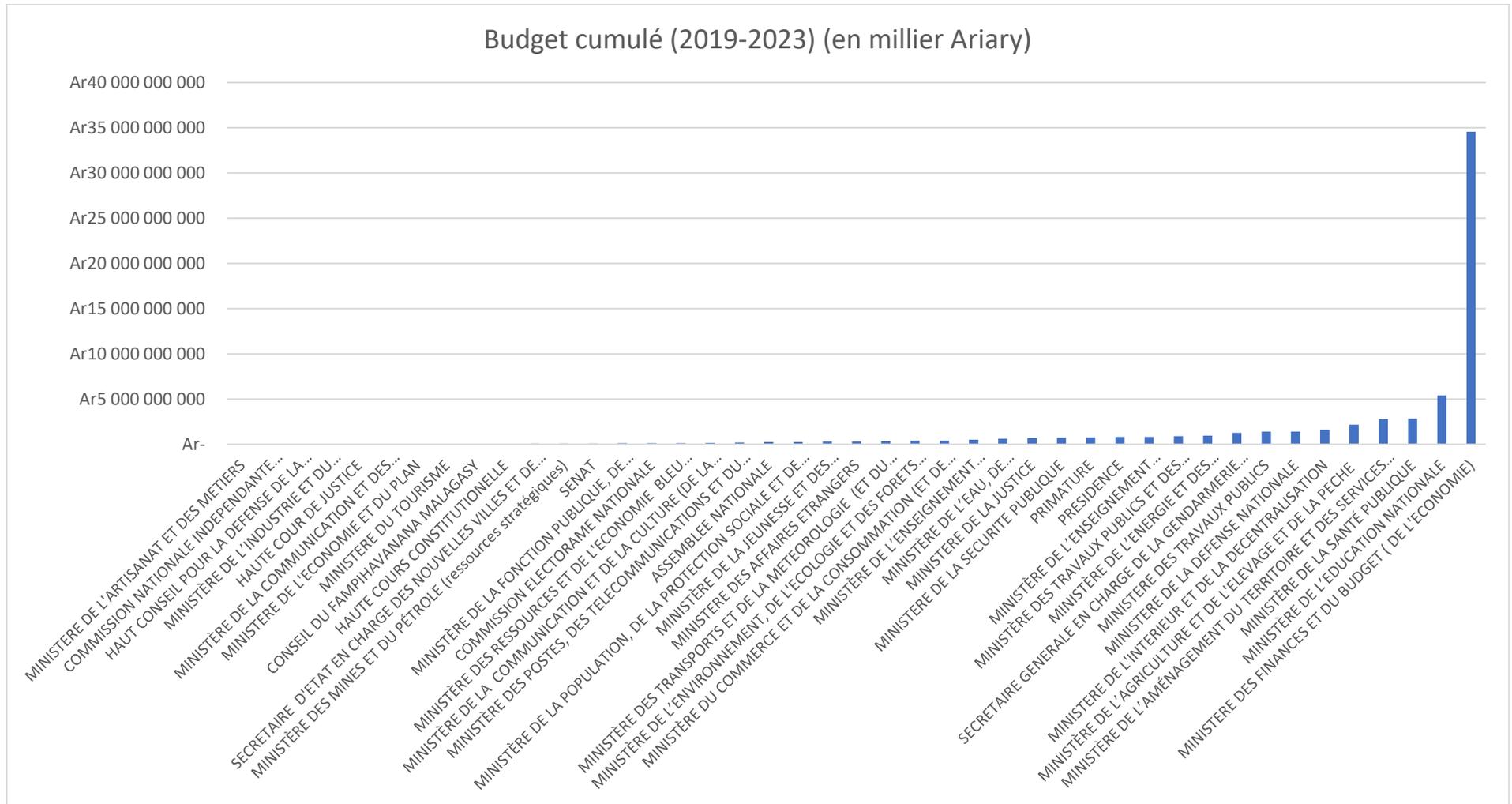


Figure 6: Analyse comparée des dotations ministérielles

Source : Cumul du Budget général de l'État (2019-2022)

Performance mitigée en matière de paiement pour les secteurs sociaux

De 2019 à 2022, la performance de l'engagement des dépenses reste mitigée, l'engagement des dépenses au cours de ces quatre années d'exercice dépend de la politique générale de l'État pour l'année d'exercice « n ». Pour 2019 avec la politique de l'émergence et le changement des acteurs budgétaires ont conduit à une faible exécution surtout pour les financements externes avec juste un taux d'engagement de 59% et un taux d'exécution global de 84,68%. Pour ces quatre années d'exercice, la moyenne d'engagement d'exécution du budget général est de 95,12% soit 84,68% en 2019, 96% en 2020 12% de performances et en 2021 91,4% et 87,5% en 2022, soit 3,9 points de contreperformance.

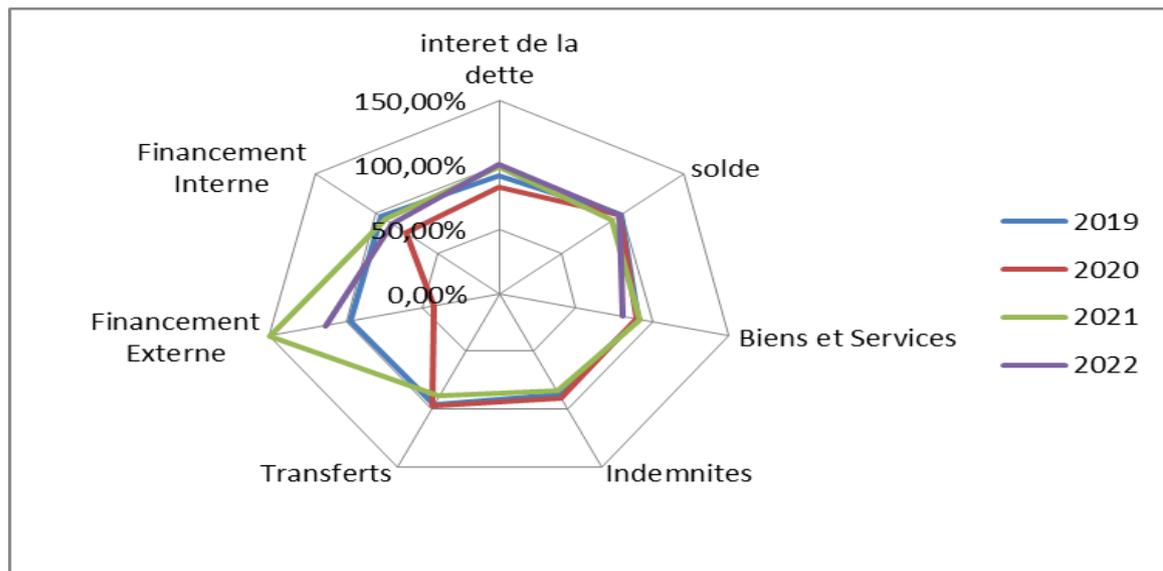


Figure 7: Taux d'engagement par catégorie de dépenses 2019-2022

Source : Budget du citoyen 2019 à 2020

Vers la fin de l'année 2022, il a été constaté une baisse du taux de paiement malgré un taux d'engagement acceptable. L'État malagasy a en effet rencontré des difficultés de trésorerie vers la fin de l'année 2022. Le total des paiements a atteint 6 046 milliards d'Ariary hors opération d'ordre contre 11 487 milliards d'Ariary de crédits modifiés. Ce qui en définitif ne représente que 52,64% du montant des crédits modifiés pour 2022. Les secteurs sociaux ont été ceux qui ont très faibles, respectivement 3,65% pour le MEAH, 31,30% pour le MINSAN, 23,77% pour le MPPSPF, 74,2% pour le MEN, 68,47% pour le MESUPRES et 66,59% pour le METFP. Le MEF avec le plus grand volume de crédit accuse un taux relativement faible de paiement à raison de 63,19% : les investissements publics sous financement externes n'ont au final pu atteindre que 11% de taux de paiement malgré un taux d'engagement de 74%. Les retards de paiement ont été constatés au niveau des entreprises tributaires des marchés de construction et d'entretiens routiers. Le paiement des salaires des fonctionnaires a également accusé un retard. Pour le cas de l'éducation, les caisses-école au niveau des FEFFI n'ont pu être perçus par certains établissements scolaires depuis 2022. Ces retards ont été engendrés par le retard de nomination des acteurs budgétaires, le manque de liquidité en raison de la faiblesse des rentrées fiscales. Face aux retards de paiement, les STD ont dû recourir à des pratiques non conformes à l'orthodoxie financière, à l'exemple de prêt auprès d'entreprises privées, de fausse facturation.

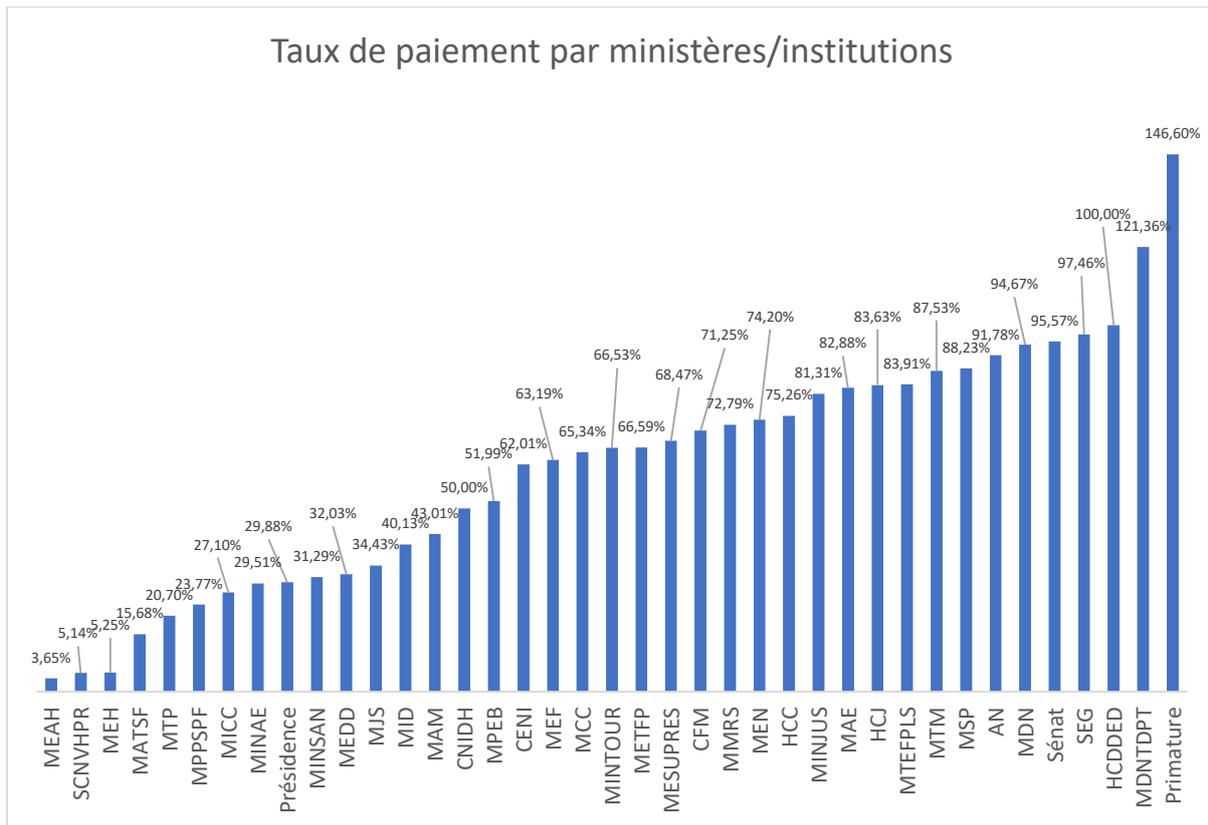


Figure 8: Taux (%) de paiement par ministère/institution en 2022

Source : MEF/Direction Générale du Budget, Compte-rendu d'exécution, 2022

L'État continue de financer majoritairement les dépenses publiques par le biais de ses ressources propres

Les ressources de l'État malgache proviennent principalement des (i) Recettes fiscales intérieures, (ii) des recettes douanières (iii) des recettes non fiscales; (iv) des Dons (Don courant et en capital inclus) et (v) des Emprunts intérieurs et extérieurs. En général, le financement du budget général de l'État est globalement assuré par les ressources propres de l'État en l'occurrence par les recettes fiscales intérieures ; recettes douanières et les recettes non fiscales. Le financement intérieur était de 71,8% en 2017 pour ensuite augmenter à 77,2% en 2021³¹. Quant au financement extérieur, il a doublé en valeur nominale en passant de 1059 milliards d'Ariary en 2015 (soit 21% du budget général de l'État) à 2159 milliards en 2021 (soit 22,8%). Cependant, du fait de la COVID-19, la part des financements extérieurs dans le budget de l'État est en baisse en 2021. Cependant, le financement extérieur occupe la deuxième en place en termes de financement du budget de l'État. En dépit de cette primauté des ressources internes dans le budget de l'État, il faut quand même noter que les financements extérieurs (dons et emprunts inclus) se placent en deuxième position en termes de ressources budgétaires de l'État souverain de Madagascar

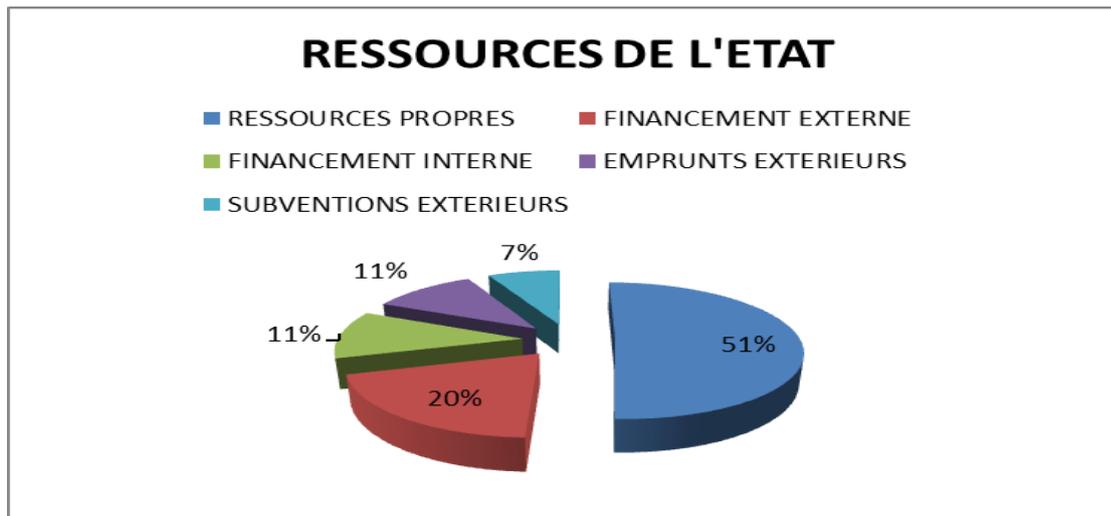


Figure 9: Répartition des ressources de l'Etat (2019-2022)

Source : LFR 2019-2022

Un accroissement de la dette publique malgré une certaine soutenabilité

Le stock de la dette publique de l'État malgache est de 24 878,9 milliards MGA soit 34,3% du PIB vers fin mars 2023. De 2019 à 2022, malgré un risque de surendettement qualifié de « modéré » pour Madagascar en termes de dette, récemment et vu les circonstances et dépendances des dirigeants sur les financements extérieurs, le FMI recommande aux dirigeants du pays d'adopter une stratégie prudente de gestion de la dette afin d'éviter le détournement et l'utilisation des dettes à d'autres fins, chose qui n'est pas anodine pour la grande île. Par rapport aux objectifs du traité de Maastricht qui fixe le niveau soutenable de la dette, c'est-à-dire ne devant pas excéder les 60% du PIB national. Pour la grande île entre 2019 à 2022, ce pourcentage varie de 40,96% en 2019 à 56,9% en 2022³², pendant quatre ans ce taux n'a cessé d'augmenter, le meilleur pourcentage pour Madagascar datait de 2007 avec ces 28,27% menant ainsi le FMI à faire une recommandation d'adopter une stratégie prudente pour éviter un surendettement. Par ailleurs, le déficit budgétaire représente 6,4% du PIB en 2022 s'il était de 2,8% du PIB en 2021. Le creusement du déficit s'explique notamment par le report du paiement des droits pétroliers.³³

S'agissant de la dette interne, les bons de trésor constituent les principaux instruments utilisés par le gouvernement pour combler le déficit budgétaire. A cet effet titre, les dettes intérieures sont composées à 48,3% de bons de trésor Fihary, 19,2% par les bons de trésor spéciaux et 11,6% de Bons de trésor par adjudication. En termes de réalisation, l'analyse de la ventilation des intérêts de la dette sont composés par le paiement des intérêts des bons de trésor à raison de 31% de la totalité des intérêts de la dette. Tandis que pour les dettes extérieures, elles sont majoritairement composées par les dettes issues des organismes multilatéraux, à savoir : 44,4% de l'IDA, 12,3% du groupe de la BAD, 5,2% de la Deutsche Bank, 12,8% de Prêt rétrocédé du FMI.³⁴

³² 40,96% en 2019, 51,18% en 2020, 52,32% en 2021 et 56,99% en 2022, sources : countryeconomy.com

³³ Source : <https://www.banquemondiale.org/fr/country/madagascar/overview>

³⁴ Source : MEF, Répartition De La Dette Publique Extérieure Par Créancier à Fin Mars 2023 - en pourcentage

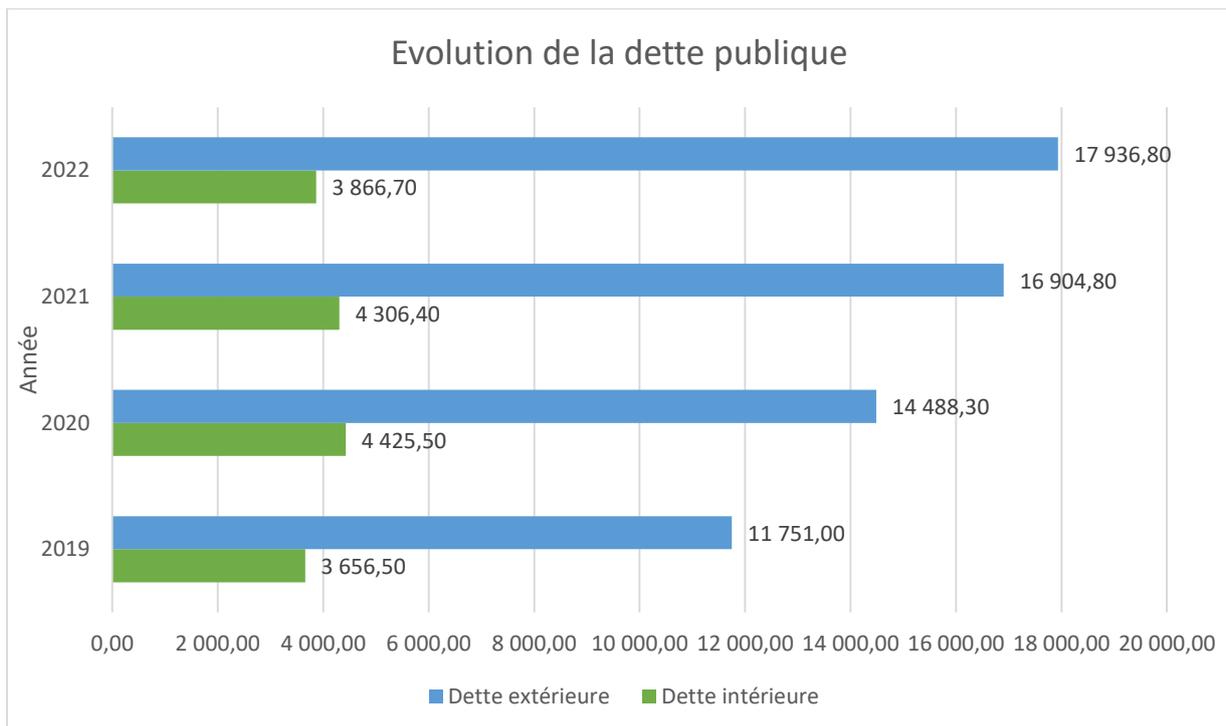


Figure 10: Évolution de la dette publique 2019 à 2022³⁵

Source : MEF, Bulletin statistiques de la dette n°26, Janvier 2023

Fonds souverains malagasy, une alternative risquée face aux financements traditionnels

Madagascar a adopté la loi n°2021-024 portant création d'un Fonds Souverains Malagasy. Cette initiative vise à assurer le financement des projets de développement stratégiques et prioritaires, rentables et créateurs d'emploi, pour accompagner la mise en œuvre de la Politique Générale de l'État. Cette initiative est également née de la volonté de réduire la dépendance envers les bailleurs traditionnels.

L'initiative repose sur les principes de Santiago définis par le Fond Monétaire International lors d'une réunion à Santiago en 2008 portant sur les fonds souverains, qui sont des fonds destinés à l'investissement détenus par l'État. A Madagascar, il y a un énorme défaut qui entrave l'efficacité et la pertinence de ce fonds. Il s'agit de la qualité de la gouvernance et de l'État de droit. Les fonds souverains doivent être établis dans des conditions où les structures de gouvernances sont transparentes et saines, pour assurer la gestion des risques, et la responsabilisation³⁶. Les indicateurs de la bonne gouvernance à Madagascar montrent une situation contraire à celles nécessaires à la mise en place des fonds souverains : un score de l'État de Droit qui varie de 0.44 à 0.45 de 2019 à 2022, avec un score de 0.27 seulement pour la transparence et la lutte contre la corruption³⁷.

³⁵

³⁶ Bulletin du FMI, 09 mars 2008, Principes de Santiago

³⁷ WORLD JUSTICE PROGRAM, Indice de l'État de Droit, Madagascar 2022

Les fonds souverains constituent un risque important de dilapidation des richesses nationales surtout naturelles, sans contrôle. Le benchmarking des fonds souverains étrangers montre également que l'usage du fonds est associé à l'existence d'importantes ressources. Les ressources du fonds incluent également les excédents de ressources des organismes publics à l'exemple de la CNAPS dont l'État est un actionnaire majoritaire. Il existe certes des disponibilités au sein de ces structures mais l'usage de ces caisses de retraite comporte un risque important pour la retraite des malagasy. Il en va de même pour les actifs réels, dont principalement les terres qui constituent l'objet d'une grande partie des litiges au sein des tribunaux. Sur l'autorisation de transfert des ressources fonds, l'article 6 de la LOLF dispose que les recettes en capital provenant des cessions d'immobilisations et transferts en capital figurent parmi les ressources du Budget Général de l'Etat. A la lecture de l'article 25 de la LOLF, il importe également de préciser si le Fonds Souverain peut être considéré comme étant un fonds de concours. A part ces dispositions, il n'existe aucune disposition, ni texte en matière de finances publiques précisant les modalités de transfert des ressources et leurs autorisations de transfert dans le fonds. Compte-tenu du volume des transactions, de l'enjeu stratégique des recettes, le transfert de ces ressources vers le fonds devrait également faire passer par le Parlement. Ici, nous voyons un pouvoir centralisé par l'Exécutif et très peu de contrôle.

A wide-angle photograph of a city street, likely in a tropical region, featuring palm trees and a clear blue sky. A semi-transparent grey rectangular box is overlaid on the center of the image, containing the text 'ECONOMIE ET INFRASTRUCTURES' in white, bold, uppercase letters. The text is framed by a thin white border. The background shows a road with some traffic, including a yellow taxi and a motorcycle, and buildings in the distance.

ECONOMIE ET INFRASTRUCTURES

Depuis 2018, Madagascar a adopté une vision nationale d'émergence. Cependant, cette ambition est confrontée à des défis économiques considérables. D'une part, sur le plan conjoncturel, le pays fait face à des crises mondiales telles que la pandémie de COVID-19 et le conflit russo-ukrainien. D'autre part, sur le plan structurel, la capacité productive nationale demeure un enjeu majeur, sans amélioration notable à ce jour. L'inflation croissante réduit le pouvoir d'achat déjà très bas de la population malagasy. Tandis que la majorité de la population active est engagée dans des emplois précaires. Ces facteurs combinés mettent en évidence la complexité et l'ampleur des défis auxquels Madagascar est confronté dans sa quête d'émergence économique.

Un net recul en matière de réduction de la pauvreté : Madagascar désormais, pays le plus pauvre au monde

En matière de pauvreté monétaire, Madagascar continue de défrayer les chroniques à travers le fameux « Enigme et paradoxe » énoncé par les économistes, Mireille Razafindrakoto et Jean François Roubaud. Ces derniers ont pointé du doigt l'important recul de Madagascar depuis son indépendance malgré l'absence de conflits, de crise considérable. Les récentes statistiques ont montré cependant que Madagascar a encore une fois de plus chuté en matière de pauvreté monétaire. Ainsi, le pays est classé comme étant le plus pauvre au monde suivant un classement effectué par la Banque mondiale. Pour rappel, la part de la population vivant dans l'extrême pauvreté (sous le seuil international de pauvreté de 1,90 USD par jour en PPA de 2011) était passée de 78,8% en 2012 à 77,4 pour cent en 2019, soit une réduction 1,4 points³⁸. Dernièrement, les données de 2021 classe Madagascar comme étant le pays le plus pauvre du monde avec les données issues de l'Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages 2021, plateforme Pauvreté et inégalités de la Banque mondiale avec une part de la population de 80,7% vivant avec un revenu par habitant par jour de moins de 2,15 USD en PPA de 2017.

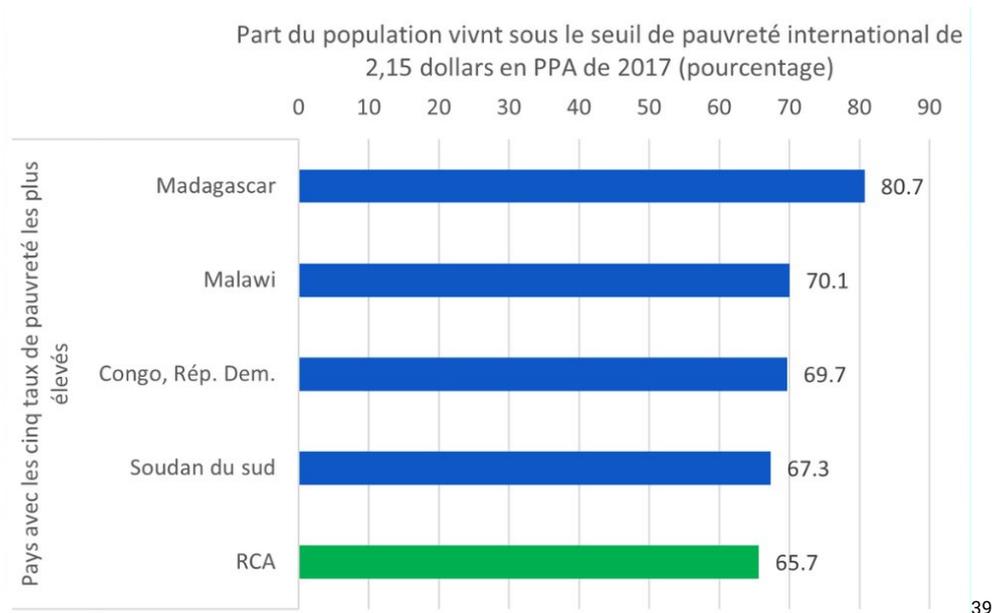


Figure 11: Part de la population vivant sous le seuil de la pauvreté

³⁸ BANQUE MONDIALE, Perspectives économiques de Madagascar, Surmonter la tempête, Mai 2022

Source : Banque mondiale, Évaluation de la pauvreté en République Centrafricaine, p. 45, Octobre 2023

Ce net recul en score et en matière de classement peut être attribué à différents facteurs. Les effets de la pandémie COVID19 ont eu raison sur l'économie malagasy, et en l'occurrence sur le revenu des ménages. Les inégalités se creusent. La classe moyenne tant à se réduire. Pendant que l'inflation gratte le pouvoir, le revenu des ménages ne fait que diminuer. En plus des défis d'ordres structurels liés à la faiblesse de la production, notamment celles des secteurs primaire et secondaire, la capture d'État par une élite détenant une grande influence sur la sphère économique et les rouages de l'administration, tend également à répartir de façon inéquitable les richesses nationales. La corruption et l'impunité, sont les traits principaux de cette mauvaise gouvernance tant de fois décriée par les organisations de la société civile.

Une croissance économique non soutenue

Entre 2018 et 2022, la croissance économique à Madagascar évolue en dent de scie. Cette instabilité est principalement attribuée à la crise sanitaire mondiale de la COVID-19 (voire BAROCI 2022). En 2020, le taux de croissance a chuté de manière significative, créant un point d'inflexion amenant l'indicateur à -7,13 %. Cependant, en 2021, une reprise a été observée avec un taux de croissance qui a grimpé à 5,73 %, avant de retomber à 3,79 % en 2022. Le conflit russo-ukrainien a été officiellement cité comme l'une des causes de ce déclin⁴⁰. Néanmoins, une stabilisation à 4 % est prévue pour 2023⁴¹. Le niveau de croissance économique n'est cependant pas suffisant ou assez soutenu pour pouvoir impulser un développement économique. Ainsi, selon les projections de la Banque mondiale, sur la base des tendances d'avant la crise COVID19, une croissance ininterrompue de 10 ans peut inverser la perte de revenus moyens survenue pendant la crise de 2020-22 et de 73 ans pour atteindre le niveau de vie qui prévalait au Rwanda en 2019.⁴²

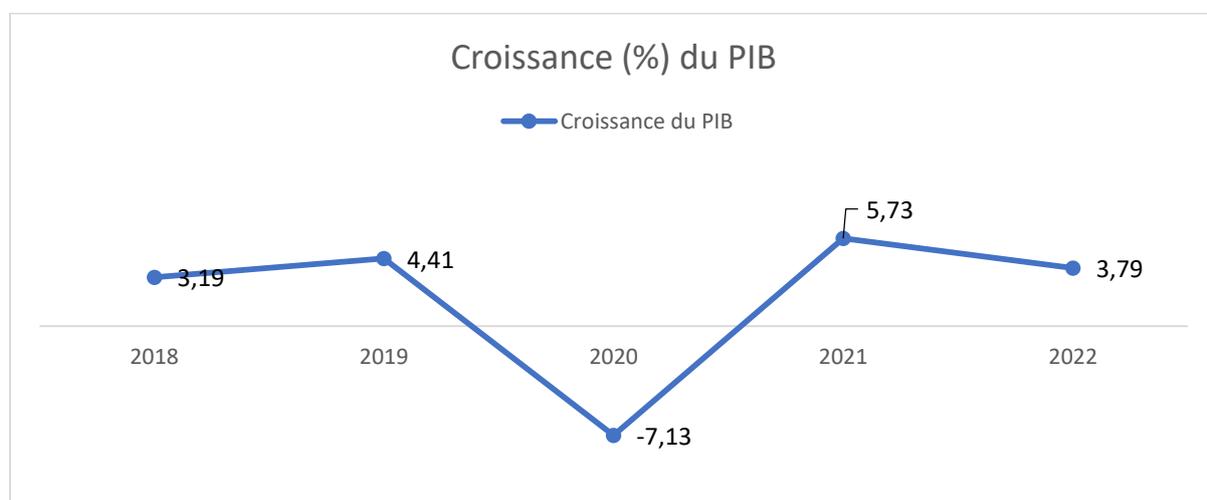


Figure 12: Évolution de la croissance économique à Madagascar

Source : Banque Mondiale, Data World Bank « PIB croissance annuelle(annual %) »

⁴⁰ ANDRIANADY Josué R, RAJAONARISON Njakanasandratra R, RASOLOFOMANANA Gherzino H, Impacts analysis of the Russia-Ukraine conflict in Madagascar Andrianady, 2022

⁴¹ BANQUE MONDIALE, Madagascar – Vue d'ensemble, mis à jour le 20 Sept 2023

⁴² BANQUE MONDIALE, Perspectives économiques, Surmonter la tempête, Mai 2022

Faible productivité du secteur primaire

Le secteur primaire à Madagascar a contribué de manière significative au PIB du pays ces dernières années. En effet, la valeur ajoutée de ce secteur représentait 22,39 % des valeurs ajoutées du PIB en 2022 et n'a contribué qu'à hauteur de 0,9 % dans la croissance annuelle en 2022. La grande Ile a une vocation agricole, expliquant ainsi le plus grand nombre de personnes employé dans le secteur primaire, soit 73,9 % de la population active⁴³.

Une production limitée par les techniques traditionnelles et l'état délabré des infrastructures routières, la faible valorisation du monde rural

Madagascar dispose de la stratégie nationale du développement rizicole 3ème génération validée en juin 2022 avec comme vision « *D'ici 2030, Madagascar devrait devenir un grenier à riz dans la sous-région et un modèle de développement rizicole durable pour l'Afrique subsaharienne avec une production passant à 10 921 000 tonnes de paddy* ». La stratégie repose sur trois axes stratégiques : (i) l'augmentation durablement la productivité et la production du riz pour satisfaire la demande locale et dégager un surplus pour l'exportation, (ii) la promotion l'industrialisation la commercialisation et la compétitivité, (iii) le renforcement de la recherche –action et la capacité des acteurs. La stratégie s'insère également dans le cadre du Velirano 9 relative à l'autosuffisance alimentaire. La réhabilitation de l'axe routier RN 44 reliant le premier grenier à riz constitue l'une des plus grandes réalisations du mandat présidentiel, mettant ainsi fin au désenclavement des productions rizicoles.

Le riz est la principale culture vivrière des malagasy. A titre indicatif, la part des ménages dont au moins un membre pratique la riziculture pour leur propre compte représente 68,6% des ménages malagasy⁴⁴. Madagascar a produit près de 4 millions de tonnes de riz au cours de la saison agricole 2021/2022. Ce qui représente une baisse de 6 % par rapport aux récoltes précédentes. Cette diminution de la production rizicole est principalement due à une sécheresse sévère⁴⁵ survenue vers la fin de l'année 2021. Malgré cette production, la demande nationale de riz reste insatisfaite, obligeant ainsi Madagascar à importer 15 950 tonnes de riz. Pour 2023, cette production a augmenté faisant diminuer les exportations. Elles ont baissé significativement, passant de 514 050 tonnes en septembre 2023 à 329 188 tonnes par rapport à la même période de l'année 2022. Cette baisse d'importation peut être attribuée à la hausse de la production rizicole lors de la campagne 2022/2023.

Toujours est-il que la production demeure insuffisante et le déficit de production est systématiquement compensé par l'importation de riz malgré le potentiel d'exportation de Madagascar. Cependant, cette improductivité est également due à des causes structurelles, notamment l'utilisation de méthodes de production obsolètes⁴⁶ et un manque de main-d'œuvre qualifiée. De plus, des litiges fonciers complexes persistent⁴⁷. Récemment, une

⁴³ Ce secteur est très vaste, on rencontre à la fois une culture vivrière comprenant majoritairement la production de riz. Mais ce qui rend Madagascar célèbre dans le monde c'est surtout sa production de rente : la vanille (70 % des parts de marché), le café, les clous de girofle, ou encore les fruits tropicaux.

⁴⁴ INSTAT, Recensement général de la population et de l'habitation, 2018

⁴⁵ [Bulletin d'alerte sécheresse du Grand Sud de Madagascar – 2021 | UNICEF](#)

⁴⁶ [Riziculture à Madagascar : les étapes et les saisons de récolte \(stileex.xyz\)](#)

⁴⁷ Rien qu'en 2022, 39 habitants de Mampikony et de Port-Bergé ont été placés en mandat de dépôt et 3 000 se sont réfugiés dans la forêt, selon cet article [Madagascar : la société civile dénonce des violations de droits de l'homme dans un litige foncier \(rfi.fr\)](#)

refonte de la loi a remis en question tous les acquis de la réforme foncière des années 2005 et 2006⁴⁸. En particulier, la loi n° 2021-016 impose désormais à tous les citoyens de recourir au titre foncier, un document pratiquement inaccessible pour la majorité de la population. Les impacts des chocs climatiques contribuent à réduire les productions agricoles à Madagascar à l'instar des cyclones et tempêtes tropicales ayant fait un passage sur la Grande Ile (Batsirai, Ana, ...). L'impact des crises acridiennes cycliques n'est également pas à sous-estimer.

Parmi les principales problématiques de la filière rizicole, nous pouvons également citer le prix qui n'avantage pas du tout les producteurs. Les collecteurs sont ceux qui tirent profit du système économique autour de la filière. Les spéculations en prévision des périodes de soudure sans que le prix n'ait d'impact positif significatif au niveau des ménages ou des exploitants agricoles.

Par ailleurs, le monde rural a été clairement occulté de la planification stratégique. Mise à part l'observatoire du riz (ODR) réalisant une veille sur le prix du riz, les importations de riz ainsi que les productions au niveau régionales, les données relatives à la branche d'activité « Agriculture » sont inexistantes ou datent de 2020 au plus tôt. Le réseau d'observatoires ruraux (ROR) rattaché à la Primature a été dissout mettant à néant des années de recherches et d'analyses sur le monde rural.

Concernant l'élevage, En effet, la maladie des bêtes d'élevage⁴⁹ est l'une des causes de la faiblesse de la production nationale. Par rapport justement à cela, le ministère de l'élevage a pris en charge les animaux d'élevage. En effet, dû notamment à la pauvreté des éleveurs, ils ne peuvent pas se permettre de faire vacciner leurs bêtes par eux-mêmes. De même, les coûts des vaccins ne sont pas non plus connus. Toutefois, l'État intervient directement en lançant des campagnes de vaccination et de prise en charge des bêtes d'élevage. Le Ministère de l'Élevage, en effet, a vacciné 7 775 871 animaux de toutes espèces confondues. Et il a également déparasité 2 782 576 animaux de toutes espèces confondu⁵⁰.

Malgré des avancements historiques en matière de rénovation de RN longtemps oubliée, l'entretien des routes est devenu problématique

L'isolement de certaines régions contraint les producteurs locaux à restreindre leur production. En effet, l'accès limité au marché national oblige les producteurs de ces zones isolées à se concentrer uniquement sur la production locale. Par ailleurs, l'indice d'accessibilité rurale, qui mesure le pourcentage de la population rurale vivant à moins de 2 km d'une route praticable en toute saison, est de 11,4 %, l'un des taux les plus faibles au niveau mondial⁵¹.

Près de 2190 kilomètres de routes nationales ont été rénovées : cela concerne notamment les RN et les portions de routes suivantes : RN6 AMBANJA ANTSIRANANA, RN13 AMBOVOMBE TAOLAGNARO, RN9 ANALAMISAMPY BEVOAY MANJA, RN12A TAOLAGNARO – EBAKIKY, RN12A SOMSIKA-MASIANAKA, RN 5 SOANIERANA IVONGO-VAHIBE, RN10 ALANAVORY - AMBOVOMBE , RN31 ANTISOHIHY – BEALANANA, RN13

⁴⁸ Gérard Andriamandimby, directeur du Réseau SOA dans [Madagascar : une loi fragilisant les actes de propriétés des paysans fait polémique \(rfi.fr\)](#)

⁴⁹Les crises acridiennes tendent à devenir cyclique à Madagascar. Elles reviennent tous les 10 ans en raison du manque de moyens pour la maîtrise des invasions acridiennes.

⁵⁰ Source : Ministère de l'agriculture et de l'élevage, 2022

⁵¹[À Madagascar, la réhabilitation des routes change le quotidien des populations rurales](#)

IHOSY - BETROKA – AMBOVOMBE. Parmi les routes nationales dont la rénovation a été envisagée figurent les routes nationales suivantes : RN6 AMBANJA ANTSIRANANA, RN13 AMBOVOMBE TAOLAGNARO, RN9 ANALAMISAMPY BEVOAY MANJA, RN12A TAOLAGNARO – EBAKIKY, RN12A SOMSIKA-MASIANAKA, RN 5 SOANIERANA IVONGO-VAHIBE, RN10 ALANAVORY – AMBOVOMBE, RN31 ANTISOHIHY – BEALANANA, RN13 IHOSY - BETROKA – AMBOVOMBE. Au niveau des régions, il a été également prévu la construction de routes pavées et le don d’engins. Malgré ces réalisations, l’état des routes reste inquiétant à Madagascar car le réseau routier recouvre 31 640 km⁵² de routes. L’État malagasy a de grandes ambitions, comme en témoigne son projet de construction de 14 000 km de routes afin de désenclaver certains territoires⁵³.

S’agissant de l’entretien des routes, un dispositif a été mis en place pour permettre le financement pérenne de ces activités. Il s’agit en l’occurrence de la perception de redevance sur les carburants et les lubrifiants pour constituer le fonds routier. Ce dernier remplace le fonds d’entretien routier (FER). Un nouveau décret⁵⁴ vient modifier l’organisation et le fonctionnement du fonds. Le fonds dispose d’un double ancrage institutionnel, à savoir : le ministère en charge des finances et le ministère en charge des travaux publics. Aucune information relative aux ressources et emplois du fonds n’est disponible à ce jour malgré l’obligation de publication des états financiers du fonds par le biais d’une publication journalistique. De nombreux prestataires de l’État malagasy attributaire des marchés d’entretiens des routes ont eu un retard de paiement assez conséquent, datant de 2021. Ce n’est que suite à un entretien télévisé du PRM que les procédures ont été accélérées et conduit au paiement de plus de 292 factures, d’un montant total de 28 milliards d’ariary. Les explications fournies par les responsables face à ce retard ont été les audits du fonds routier.

Stagnation du développement industriel malgré les mesures de réanimation

Le secteur industriel contribue à hauteur de 21,7% au PIB⁵⁵. Sa contribution est inférieure à la moyenne Afrique de l’Est et du Sud qui est de 26%. Toutefois, comparée à l’île voisine Maurice, pays à vocation touristique, la contribution au PIB de Madagascar est plus élevée. Comparée aux années antérieures, le secteur industriel peinait à dépasser une contribution de 20% au PIB. A partir de 2017, l’indicateur a dépassé ce seuil pour ne redescendre à 19% qu’en 2020 en raison de la pandémie COVID19. Après cela, le secteur industriel à l’instar des pays du monde entier a repris son souffle une fois que les frontières des différents pays ont été ouvertes. Malgré cette progression positive, le secteur industriel est peu développé à Madagascar. Historiquement, Madagascar a initié une importante tentative d’industrialisation qui a échoué lors de la 2^{ème} république. Les industries à l’époque, tristement appelée, les éléphants blancs, n’ont pas su répondre aux besoins du marché et ont péri en raison de l’intervention de l’État dans la gestion de ces industries (SOMACODIS, SINPA, ...) résultant de la politique d’investissement à outrance.

C’est ainsi que Madagascar à travers un pacte d’industrialisation, qui engage les parties prenantes, ambitionne d’élever la contribution au PIB du secteur à 30%, à l’horizon 2040. Le pacte a été signé le 1er août 2023 entre l’État et le secteur privé, signe d’un *partenariat fort*,

⁵² Source : <https://www.donneesmondiales.com/afrique/madagascar/trafic.php>

⁵³ [Plan National de Transport 2004 - 2020. Plan Sectoriel routier](#)

⁵⁴ Décret N°2023-396 Portant refonte des status du fonds routier

⁵⁵ BANQUE MONDIALE, Banque de données/Contribution au PIB <https://databank.worldbank.org/>, 2021

engageant et durable pour l'industrialisation de Madagascar, en écho au Velirano ⁵⁶. Ce pacte est particulier parce qu'il a pu impliquer tout le secteur industriel (GEM, SIM, FIVPAMA, GEFP, GEHEM, SYMABIO, GFEM, FOMM, APPAM) et ces acteurs ont été satisfaits. Le projet s'étale jusqu'à 2040 et il implique aussi les acteurs publics responsables de l'énergie (MEH). Les concertations des acteurs de l'industrie ont permis d'identifier les pistes d'action pouvant amener à cette vision, s'agissant notamment d'initier les démarches légistiques sur les textes relatifs à la Zone Économique Industrielle (ZEI), au Fonds National pour le Développement Industriel (FNDI) ainsi que les décrets d'applications de quelques lois notamment celui de la Loi sur les Investissements, celui de la Loi sur le développement industriel.

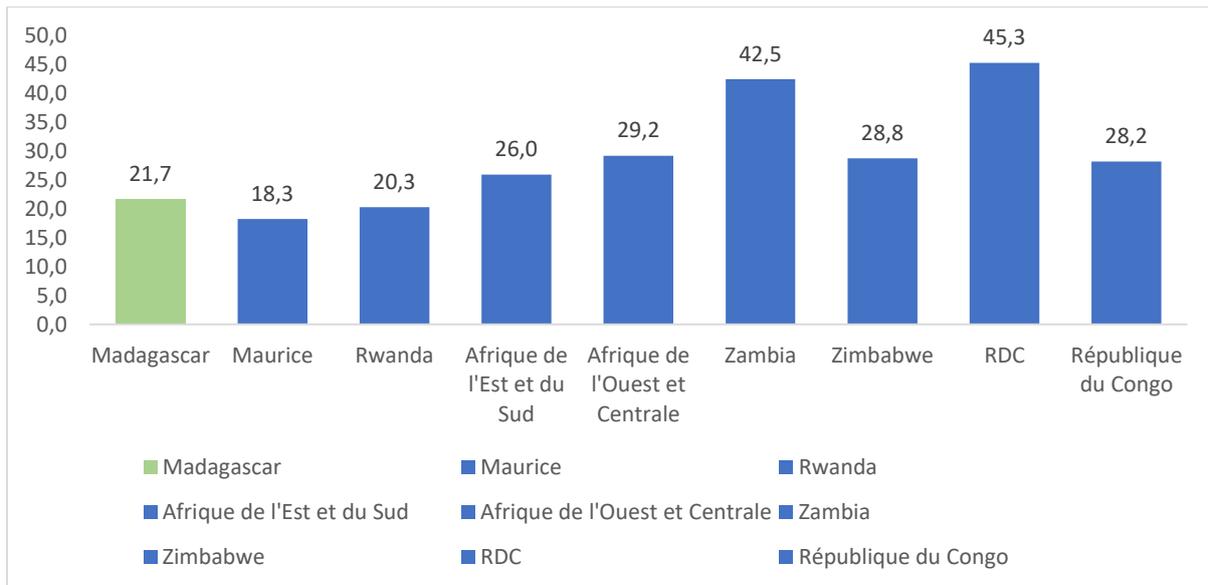


Figure 13: Contribution au PIB du secteur industriel de quelques pays africains (% PIB)

Source : Banque mondiale, banque de données, 2021

Pour arriver à cette industrialisation, de nombreux défis restent à entreprendre, à l'exemple de l'accès à l'énergie dont les problématiques des infrastructures, l'accès au financement ou l'absence de banque de développement, l'environnement des affaires peu reluisant, la désarticulation du secteur industriel avec les branches d'activité productives du pays et jusque-là l'incompréhension du secteur privé avec l'État, le manque de protection du secteur industriel malagasy face aux importations dont les prix sont plus compétitifs. Les investissements visant au développement industriel sont largement insuffisants face aux ambitions du secteur. Les IDE ont chuté depuis 2018. Les investissements nationaux tributaires de l'essor du secteur financier sont également insuffisants.

Améliorer l'environnement des affaires requiert la mise en place d'une politique de l'industrialisation qui, ici, s'aligne à la vision d'émergence de la Grande île. Les trois principaux mots d'ordre du Velirano 7 sont : *le soutien de l'entrepreneuriat malagasy, l'investissement dans le secteur industriel et la promotion du Made in Madagascar*. Concrètement, les acteurs publics ont entamé des réformes⁵⁷, dont *la mise en place des*

⁵⁶[PROGRAMMATION INDUSTRIELLE – Signature d'un pacte historique entre l'État et le secteur privé \(lexpress.mg\)](https://www.lexpress.mg)

⁵⁷ Yearbook Economic 2021-2022 de l'EDBM

AGZEI⁵⁸, le suivi de l'évolution des prix des PPN au niveau régional et la consolidation de la base de données annuelle.

Madagascar entame aussi la signature d'un programme-pays relatif à l'« Appui à l'émergence industrielle de Madagascar 2019-2023 ». Les acteurs publics éprouvent, ainsi, une volonté de faire la promotion de l'exportation par l'élaboration du projet de texte portant création et statut de l'APEX⁵⁹. Les acteurs publics réaffirment, également, l'inclusivité de leur démarche en rappelant en tout temps la participation du secteur privé dans leurs projets. Concrètement, le partenariat public-privé a réuni un investissement à hauteur de 29 720 000 Ar dans le secteur de l'énergie en 2022, ou encore 245 100 000 Ar dans le domaine du transport en 2017⁶⁰.

D'ailleurs, le programme ODOF continue de progresser, le 27 juin 2023, les acteurs publics ont installé une usine de transformation de lait à Moramanga. Le MICC estime que les producteurs locaux réussissent à écouler leur produit localement⁶¹. Le MICC a annoncé que soixante-quinze unités industrielles sont arrivées à bon port⁶². Leur installation aurait commencé dès janvier. Parmi ces unités figurent des milleraies, des huileries, des sucreries, des torrificateurs de café, des usines de transformation des fruits, des tomates, du manioc. Une usine de fabrication de chips a, également, été mise en place dans le district d'Andramasina⁶³. Cette usine peut produire cent kilos de chips par heure avec comme matière première les pommes de terre qui sont produites en quantité énorme par les communes du District d'Andramasina.

Insuffisance d'énergie pour industrialiser

La problématique de l'énergie est au cœur du développement du pays. La capacité de production de la JIRAMA, principal fournisseur d'électricité sur l'ensemble du territoire malagasy. L'entreprise dispose des centrales suivantes : (i) Andekaleka avec une capacité de production de 91 MW (ii) Faharantsana, une nouvelle centrale électrique pouvant produire 28 MW (iii) la centrale thermique de Mandroseza produisant 40 MW (iv) la centrale thermique Aksaf Power dotée d'une capacité de production énergétique de 60 MW (v) la centrale thermique Jovena à Ambohimambola, munie de deux turbines produisant respectivement une puissance de 48 MW et de 28 MW. Près de 50 MW a été installés pour permettre un meilleur accès à l'électricité. Toutefois, la JIRAMA ne disposait que de 570 MW de capacité de production électrique qui ne recouvrait qu'un taux de desserte en électricité de 36,5% essentiellement en milieu urbain.

⁵⁸ Agences de Gestion des Zones d'Émergence industrielle

⁵⁹ Agence de Promotion à l'Exportation

⁶⁰ Banque Mondiale

⁶¹ [27/06/23 | ODOF \(madagascarnewsroom.com\) – Dans le cadre du programme One District One Factory \(ODOF\), une usine de transformation de lait a été remise officiellement à Moramanga.](https://www.madagascarnewsroom.com/2023/06/27/27-06-23-ODOF-madagascarnewsroom-com-Dans-le-cadre-du-programme-One-District-One-Factory-ODOF-une-usine-de-transformation-de-lait-a-ete-remise-officiellement-a-Moramanga)

⁶² Le projet ODOF enclenche la vitesse de croisière – L'Express de Madagascar.
<https://lexpress.mg/19/01/2023/industrialisation-le-projet-odof-enclenche-la-vitesse-de-croisiere/>

⁶³ PROJET ODOF – Une usine de fabrication de chips pour Andramasina.
<https://www.lexpress.mg/2023/11/projet-odof-une-usine-de-fabrication-de.html>

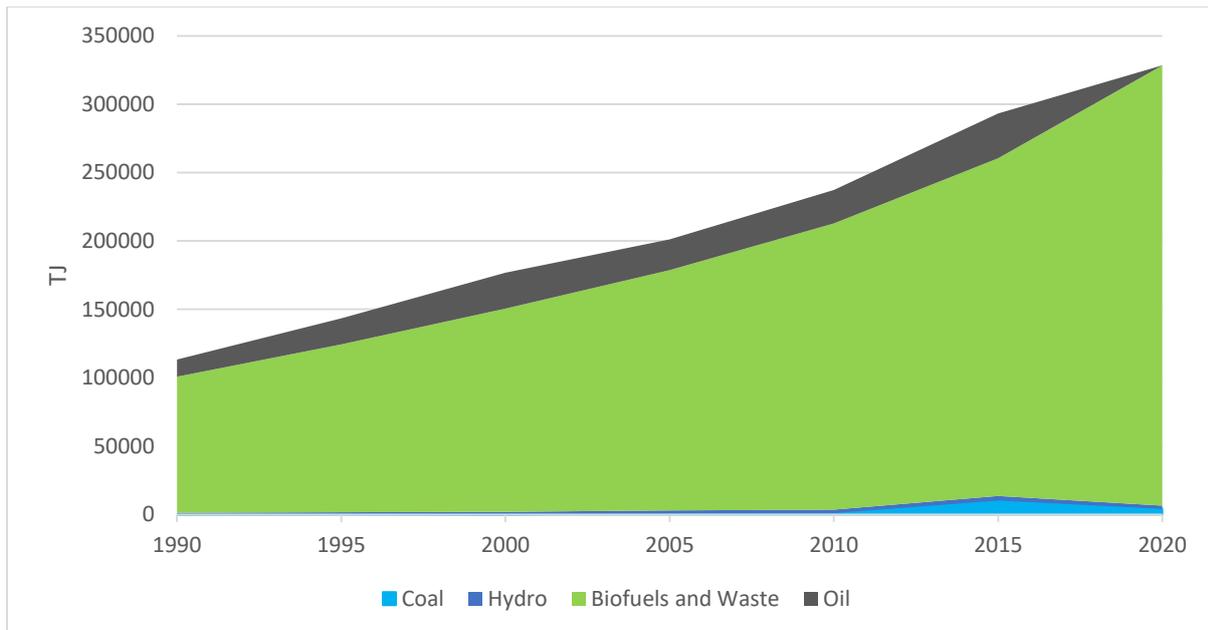


Figure 14: Approvisionnements totaux en énergie par source, Madagascar 1990-2020

Source : Energy Statistics Data Browser

La problématique de la gestion de l'entreprise publique, la JIRAMA constitue le principal frein à l'accès à l'électricité. L'entreprise subventionnée par l'Etat crée un gap financier important. L'existence de contrats léonins avec les compagnies pétrolières, la vétusté des réseaux électriques, la corruption, les vols d'électricités sont autant d'éléments tendant à creuser le gap. Pour redresser la situation, de nouveaux tarifs ont été mis en place pour combler petit à petit les pertes de l'entreprise. Des coupures, voire des délestages ont été le quotidien de la population malagasy. En dépit de l'existence des potentialités éolienne, fluviales, solaire, Madagascar reste tributaire de l'hydrocarbure.

La situation énergétique à Madagascar est caractérisée par une dépendance importante à la biomasse, mais c'est tout de même diversifié. Bien que l'électrification de l'île profiterait à l'industrialisation de Madagascar, la couverture électrique nationale n'atteint que 35,12 %⁶⁴. Construire des infrastructures énergétiques capables de soutenir la pénétration de l'industrie dans des territoires riches en matières premières est donc primordial pour les adeptes du concept d'Émergence.

Économie poussée par le secteur tertiaire mais surtout l'informel

Le tertiaire contribue à hauteur de 47,98 % au du PIB en 2020. Il est très diversifié et comprend de nombreuses branches d'activités. Ci-après les branches d'activités contribuant principalement au secteur : le BTP (12%), le commerce (18%), l'administration (22%), les services aux entreprises (14%), le transport (11%), l'éducation (6%).⁶⁵ Après l'administration, le commerce est la branche d'activités sur laquelle se repose l'économie malagasy. Plus spécifiquement, compte-tenu des nombreuses contraintes liées à la formalisation des activités, l'informel est devenu le refuge, voire la solution des ménages et entreprises

⁶⁴ Ceci est vivement critiqué auprès de certains analystes économiques locaux estimant que la distribution sans prise en compte de la capacité énergétique nationale a aggravé la situation des entreprises en charge de la production et de la distribution de l'électricité

⁶⁵ INSTAT, Tableau de bord de l'économie, 2022

malagasy. A titre de rappel, l'ENEMPSI 2012 a montré que (i) le secteur informel est le premier pourvoyeur d'emploi à Madagascar (ii) 52% des emplois informels sont occupés par des femmes (iii) 7 unités de production individuels (UPI) sur 10 se situent en milieu rural.

L'environnement des affaires à Madagascar demeure peu attractif. Ce qui a d'ailleurs conduit la chute des IDE. Le dernier rapport Doing Business datant de 2020 avait classé Madagascar au rang de 161 sur 190 économies, avec un score de 47.7. Dans son ensemble, les délais moyens relatifs aux procédures de création d'entreprises (80 jours), d'obtention de permis de construire (182 jours), de raccordement à l'électricité (186 jours), de l'obtention de prêt (132 jours), de transfert de propriété (164 jours) sont longs et indiscutablement peu attractif aux affaires. Doing business a été suspendu en 2020 ne permettant pas d'analyser quantitativement l'évolution de l'environnement des affaires à Madagascar. Toujours est-il que selon les propos recueillis dans le cadre des ateliers de consultation, la corruption gangrène le milieu des affaires. Les harcèlements fiscaux rapportés par les entreprises soucieuses d'intégrité sont autant d'argument dissuadant les acteurs économiques à opérer dans le secteur. Les scandales de corruption comme l'affaire GEMFIELDS, impliquant des officiels malgaches, détruisent également la crédibilité de la gouvernance malagasy vis-à-vis des investisseurs étrangers.

En matière d'entrepreneuriat, le taux d'activité entrepreneuriat émergent, c'est-à-dire, la part de la population active dans la création d'entreprises est de 19,3% chez les hommes et 19,6% chez les femmes. Le taux d'entrepreneuriat établi quant à lui est de 20% chez les hommes et de 20,4% chez les femmes. De nombreuses initiatives étatiques et privées ont été menées pour promouvoir l'entrepreneuriat à Madagascar à l'exemple du programme Fihariana dans lequel les entrepreneurs peuvent bénéficier d'un appui technique et d'un emprunt pouvant aller de 200 000 MGA jusqu'à 200 000 000 MGA. Le programme propose deux produits visant (i) l'entrepreneuriat rural « Akoho nakà » pour l'élevage de poulet et « Soatantely » pour l'apiculture (ii) « Miharina » pour les PME et PMI dans lequel il est proposé un prêt avec taux concessionnel de 8% avec un différé de 6 mois. Les conditionnalités restent néanmoins inaccessibles à beaucoup d'entrepreneurs car il est exigé un bilan des trois dernières années, un plan de trésorerie sur les 24 mois de durée du prêt. De même pour le taux qui n'est pas au final réellement avantageux comparé au taux proposé par les banques commerciales. D'autres initiatives comme la maison de l'entrepreneuriat, la création de hubs ont également proliféré pendant la période de 2018-2022. Entre autres, il a également été noté que pour faciliter l'accès au crédit, les stocks sont désormais garantissables en vue de l'obtention d'un prêt.

Inflation galopante en raison d'un déficit commercial systématique

En passant d'une inflation rampante, les prévisions tendent à prédire une inflation galopante pour l'année 2023. Si en 2019, l'inflation avoisinait les 5% puis a descendu à 4%, le niveau général des prix n'a cessé d'augmenter et a dépassé la barre des 10% à partir de 2023. La balance commerciale a été historiquement déficitaire hormis en 2016 où les exportations ont été supérieures aux importations moyennant un excédent commercial de 0,3% du PIB. Les tensions inflationnistes persistent au niveau des produits et services tels que le transport, les matériels d'aménagements, les produits alimentaires et les boissons alcoolisées, l'énergie. De façon générale, les regroupements de produits alimentaires et les boissons non alcoolisées ont été ceux ayant le plus varié entre 2020 et 2023 (cf. annexes).

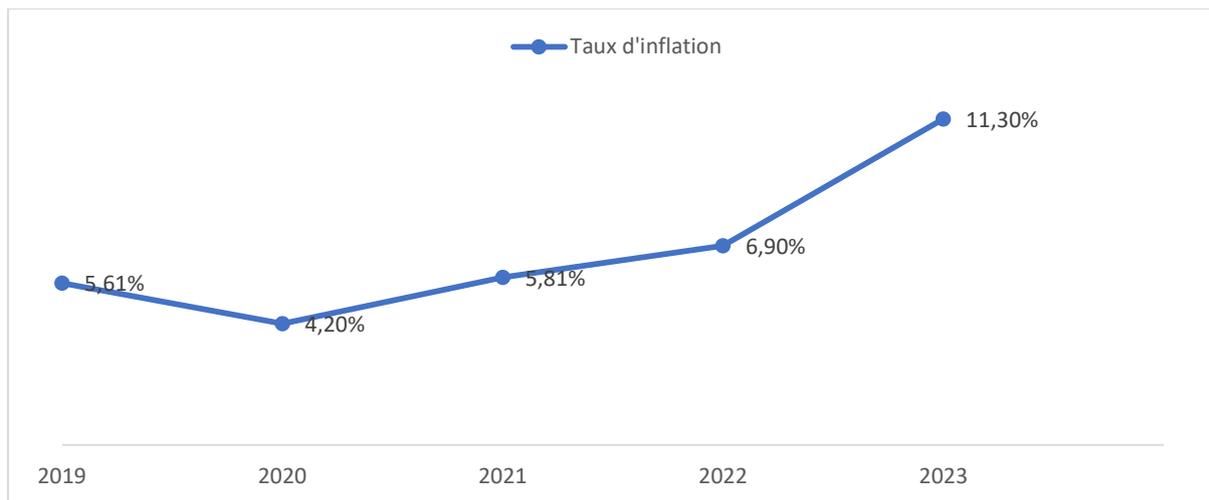


Figure 15: Évolution de l'inflation à Madagascar depuis 2019

Source : INSTAT

L'un des principaux facteurs conduisant à l'inflation est le déficit commercial systémique du pays. Le système de change flottant contribue également à la dépréciation de la monnaie locale. L'écart entre les importations et les exportations s'est creusé depuis. Le déficit commercial est passé de -2,14% en 2019 à -5,03% du PIB en 2021. Durant le premier semestre de l'année 2023, le déficit commercial est monté jusqu'à 306 millions d'USD, soit 1,9% du PIB. Au niveau des exportations, les prévisions en matière d'exportation de Nickel n'ont jamais pu atteindre les objectifs tant attendus. L'industrie extractive a été également victime de la crise sanitaire mondiale en 2020. Récemment, la baisse de la valeur des produits de rente tels que la vanille, le girofle ont également fait baisser la valeur des exportations. D'autre part, au niveau des importations, les importations en matières premières se chiffrent à 494,3 millions d'USD, les biens d'équipements à 428,6 millions d'USD.

L'une des principales causes de cette inflation est la subvention prolongée du prix du pétrole. Le 18 mars 2023, l'État a pris la décision de cesser de combler la différence entre le prix à la pompe du pétrole et son prix réel⁶⁶. Depuis juin 2022, l'État a cumulé 88 milliards d'Ar de subvention au prix du carburant en gardant le prix du gas-oil à 3 400 Ar et de l'essence à 4 900 Ar⁶⁷. Ce qui en réalité n'est pas encore la vérité des prix. L'intervention prolongée de l'Etat sur le marché a eu pour impact des distorsions nécessitant un réajustement assez difficile au prix réel du marché. Entre 2020 et 2022, le niveau des prix du transport a eu une augmentation de 11,2%.

Le rapatriement des devises est un problème national majeur. Les autorités malgaches ont décidé de réduire la liste des personnes physiques et morales autorisées à détenir des comptes en devises. Si les opérateurs qui viennent de rapatrier leurs devises ne cèdent pas les 70 % du montant rapatrié sur le marché interbancaire de devises dans les 30 jours

⁶⁶[HYDROCARBURES – Des subventions de 88 milliards d'Ariary pour le pétrole lampant en 2022](#)

⁶⁷ OMH, COMPARAISON DES PRIX DES CARBURANTS DANS LA RÉGION

prescrits par la loi, les banques ont l'obligation de procéder à la cession dès le 31^e jour⁶⁸. Les exportateurs de vanille et de girofle sont les plus concernés par le défaut de rapatriement des devises étrangères d'exportation. Suite au rapport public de la Cour des comptes en 2022 sur l'audit du secteur extractif, le manque à gagner est de ces manques à gagner sont estimés à 779 milliards d'Ariary en matière de rapatriement de devises, uniquement s'agissant d'exportation d'or.

La spéculation joue également un rôle dans l'inflation à Madagascar, en particulier, les produits importés. Par exemple, le pays fait face à une spéculation de la part des opérateurs locaux, qui s'alignent parfois de manière injustifiée au cours international⁶⁹. Cela peut entraîner une augmentation des prix, contribuant ainsi à l'inflation. De plus, la spéculation financière sur les matières premières peut également contribuer à l'inflation alimentaire⁷⁰. Par exemple, une hausse rapide des prix des produits alimentaires peut être en partie due à la hausse des prix des matières premières agricoles, causée non seulement par la reprise rapide de l'économie et par des facteurs externes, mais aussi par la spéculation financière⁷¹.

Emploi à Madagascar, relevant plus de la précarité que du chômage

Le taux de chômage⁷² à Madagascar est l'un des plus faibles au monde : le RGPH 2018 a montré que l'indicateur était à 4,2%. Comparé à des pays africains avancés comme le Rwanda (15%) ou le Botswana (23%)⁷³, Madagascar a quasiment atteint le plein emploi. Il est d'usage de parler de précarité de l'emploi pour le cas de la Grande Ile. Néanmoins, s'agissant de cette frange de la population sans travail, les femmes et les jeunes sont les principaux concernés. En effet, comme mentionné supra, une grande partie de la population malagasy survit dans le secteur informel. La précarité de l'emploi se caractérise notamment par le fait que 80% de la population vit avec un revenu quotidien par habitant inférieur à 2,15USD, par le fait que le salaire minimum d'embauche bien qu'ayant été rehaussé n'a pu être effectif jusqu'à ce jour.

Contexte en chiffres du Cadre programmatique pays pour l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes

Voici un aperçu du contexte de l'employabilité proposée par le *Cadre programmatique pays pour l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes mars 2023*.

⁶⁸[MADAGASCAR : NOUVELLES DISPOSITIONS RELATIVES AU RAPATRIEMENT DE DEVICES](#)

⁶⁹[Madagascar : la dépendance aux importations pour les produits de 1^{re} nécessité durement ressentie](#)

⁷⁰[LA QUESTION La spéculation financière est-elle une cause de l'inflation alimentaire ?](#)

⁷¹[LA QUESTION La spéculation financière est-elle une cause de l'inflation alimentaire ?](#)

⁷²**Population au chômage** : Toute personne qui, suite à l'interruption d'un travail (quelle que soit la cause), reste sans emploi pendant un temps indéterminé et est à la recherche d'un autre emploi (pendant la semaine de référence). Le titre de chômeur est donc donné qu'à une personne, qui a déjà travaillé et dont l'activité principale pendant la semaine de référence consiste à la recherche d'un nouvel emploi. Il inclut également toute personne qui n'a jamais travaillé depuis la naissance et qui, pendant la semaine de référence, est à la recherche active de son premier travail

⁷³**Source** : BANQUE MONDIALE, Banque de données/ Taux de chômage, 2021

70 % des chômeurs sont des jeunes
62 % des demandeurs d'emploi sont des jeunes
83,8 % des jeunes occupent un emploi vulnérable
75,4 % sont dans sous l'emploi, et sont rémunérés moins de 40 000 Ar/mois
62,5 % des jeunes occupent des postes où ils n'ont pas la qualification requise
43 % des jeunes sont inscrits dans des filières avec peu de débouchés professionnels
1/3 des entreprises ne trouvent pas ce qu'elles cherchent
3,8 % de la population exerce un emploi conforme à ses études
68,5 % parmi les chômeurs sont des jeunes de moins de 24 ans
9,1 % des diplômés sont au chômage 48,4 % de la population a un niveau d'étude primaire
21,5 % de la population active est sans instruction
23 % de la population de moins de 11 ans est analphabète
2,7 % du PIB est dédié à l'éducation.
97,2 % des emplois sont informels
80 % des revenus sont issus du secteur informel
1,9 million de nouveaux pauvres après le COVID-19, dont 1,3 dans l'extrême pauvreté.

À la fin de leur formation, les jeunes ne sont pas employables. En effet, 62,5 % des jeunes occupent des postes ne correspondant pas à leur qualification. La contradiction soulevée dans le titre s'expose de plus en plus par rapport au fait que 43 % des jeunes sont inscrits dans des filières avec peu de débouchés professionnels. Ce qui implique quand même que les cursus universitaires ne correspondent pas forcément à la demande nationale. D'ailleurs 1/3 des entreprises peinent à trouver des travailleurs qualifiés. Et 3,8 % des étudiants exercent un emploi non conforme à leur parcours.

Bien que cela s'inscrive dans le cadre du Velirano 6, les enquêteurs du *Cadre programmatique pays pour l'emploi mars 2023* ont pu trouver que seulement 2,7 % du PIB sont dédiés à l'éducation. Ce qui ne correspond pas à l'idée de renforcement de la formation promu par le Velirano 6 ou encore le Velirano 4.

Amélioration de l'accès aux financements malgré la cherté des prêts notamment pour la microfinance

Madagascar à travers la Coordination Nationale de la Finance Inclusive (CNFI) a conçu la SNIM 2018-2023 sur la base de l'Enquête Finscope Consommateur sur l'offre et la demande des services et produits financiers, mais l'étude a omis de considérer la dimension genre dans sa démarche limitant l'exploitation des résultats par l'AS-EFH. La stratégie comporte trois axes stratégiques, à savoir : (i) l'éducation financière et protection des consommateurs (ii) L'accès et l'utilisation des services financiers (iii) le renforcement des politiques, cadre

légal, réglementaire et institutionnel. L'inclusion financière constitue un levier important pour transformer l'épargne en investissement. Le secteur financier joue un rôle important dans ce processus de transformation par l'attribution de prêt aux agents économiques. A Madagascar, il existe un important volume d'épargne pouvant être mobilisé.

Tableau 3 : Épargne nationale

Épargne nationale (S) en % du PIB	2019	2020	2021	2022	2023
	20,4	12,3	10,2	15,8	19,8

Source : Rapport du FMI n° 23/239

Le volume des crédits a nettement évolué à Madagascar. Le système bancaire a ainsi accordé un volume de prêt passant de 957 milliards d'Ariary en 2020 à 1737 milliards Ariary en 2022. Les crédits à CT sont ceux qui ont nettement évolué passant de 312 milliards d'Ariary à 1164 Milliards d'Ariary. Les taux bancaires sont restés relativement stables entre 2021 et 2022 : il a été maintenu à 15,5%. Tandis que les autres taux ont plus ou moins évolué. Le taux de bancarisation est passé de 12% est passé à 17% grâce au mobile banking.



Figure 16: Évolution du volume des crédits (2020-2022)

Source : Banque centrale de Madagascar, Rapport d'activité 2022

S'agissant de la microfinance, le coût de traitement est plus coûteux par rapport aux taux proposés par les Banques commerciales. En matière de solvabilité, la question des garanties a été longtemps l'une des obstacles pour l'accès au crédit. Le développement des offres proposées par les opérateurs téléphoniques constitue un grand changement permettant aux citoyens d'accéder aux différentes sources de financement. Mise à part, les sources de financements officiels, l'essor des groupes d'épargne marquent également la période de 2019-2022 où plus de 170 219 membres de groupes d'épargnes sur tout le territoire malagasy peut être recensés.



**ENVIRONNEMENT ET
RESSOURCES NATURELLES**

La situation générale du secteur environnemental à Madagascar est inquiétante. Cette situation est principalement due au problème de conservation et à la protection des espèces sauvages (faunistique, floristique et halieutique), à une mauvaise gestion des aires protégées, à l'ineffectivité du cadre légal, à une politique inefficace de gestion des risques et catastrophes et à une promotion encore très timide du développement durable.

Biodiversité : les espèces sauvages en détresse

Madagascar a une biodiversité exceptionnelle, plus de 70% des espèces autochtones présentes sont endémiques⁷⁴. Actuellement, plusieurs dangers majoritairement causés par l'action humaine menacent malheureusement les faunes et les flores endémiques d'extinction.

La déforestation persiste depuis des décennies dans la grande île en contribuant fortement à l'érosion de la biodiversité malgache. De 2002 à 2022, Madagascar a perdu 995 Kha de forêts primaires humides, la superficie totale de forêts primaires humides a donc diminué de 21% au cours de cette période⁷⁵. L'intensité de la déforestation à l'échelle nationale a augmenté de manière continue au cours des années, oscillant autour de 1% pour la période 2000-2005 jusqu'à 1,7% pour la période 2015-2019⁷⁶. Le rapport du Bureau national de coordination REDD+ sur le suivi par télédétection de l'évolution du couvert forestier à l'échelle nationale en 2021 fait état d'une déforestation approximative de 2 600 000 ha pendant la période 2000-2019. Les causes de la déforestation sont diversifiées. Les plus fréquentes sont les feux de forêts, la culture sur brulis, le défrichement, l'exploitation forestière illégale et la pratique du charbon. Concernant particulièrement les feux de forêt au niveau des aires protégées, les agents de protection de l'environnement ont du mal à y faire face faute d'insuffisance de moyens efficaces.

Tableau 5: Superficie et taux annuel de déforestation brut et net sur les surfaces cartographiées⁷⁷

	2000	2005	2010	2015	2019	2000-2019
Forêt (ha) (Mangrove incluse)	10 505 591	9 900 257	9 178 924	8 465 095	7 887 071	
Déforestation brute (ha) (Mangrove incluse)		605 334	721 333	713 829	578 024	2 618 520

⁷⁴ TRAFFIC, Evaluation du commerce des espèces sauvages entre Madagascar et l'Asie du Sud-Est, Mars 2023, P.5

⁷⁵ Global Forest Watch : perte de couverture forestière à Madagascar ; data 2001-2022

⁷⁶ Ministère de l'environnement, de l'écologie, de la mer et des forêts, Bureau national de coordination 2REDD+, rapport final - suivi par télédétection de l'évolution du couvert forestier à l'échelle nationale, 2021, P.58

⁷⁷ Bureau National de Coordination REDD+, Suivi par télédétection de l'évolution du couvert forestier à l'échelle nationale-Rapport final, 2021, P 65

	2000	2005	2010	2015	2019	2000-2019
Déforestation nette (ha) (Mangrove incluse)		603 507	719 506	712 002	576 197	2 611 213
Taux annuel de déforestation brut (%) (Puyravaud, 2003)		1,19	1,51	1,62	1,77	1,51
Taux annuel de déforestation net (%) (Puyravaud, 2003)		1,18	1,51	1,61	1,76	1,50

Ces dernières années, les acteurs environnementaux ont constaté que les citoyens s’allient de manière impliquée et plus responsable dans la restauration des forêts en reboisant et en faisant correctement les suivis mais par faute de moyens financiers et d’accessibilité, ces efforts restent insuffisants. On dénote que les perspectives de la politique gouvernementale sont insuffisantes par rapport à l’ampleur du problème. Le PEM à travers le Velirano 10 prévoit le reboisement et la restauration de 336 068 ha, mangrove incluse de 2019 à 2023. Pour le même intervalle de temps, de 2015 à 2019, selon le tableau ci-dessus, Madagascar a perdu près de 576 000 ha de forêts. En outre, le MEDD fait part que près de 100 000 ha de forêts sont victimes de la déforestation chaque année⁷⁸. Ainsi, le ministère envisageait de reboiser 75 000 ha de terrain avec un taux d’achèvement à 99% et un taux de survie des jeunes plants mis en terre de 68% durant la campagne de 2022⁷⁹. Le constat est clair. Malgré l’efficacité du ministère dans la reforestation de Madagascar, le taux prévisionnel pour la reforestation intensive, axe prioritaire de la politique gouvernementale pour lutter contre la déforestation, est largement insuffisant.

Le trafic d’espèces sauvages concourt de manière considérable à la disparition de la faune et de la flore malgache. Selon WWF Madagascar, 121 saisies impliquant des espèces en provenance de Madagascar ont été signalées au niveau mondial de 2000 à 2021⁸⁰. Apparemment, le commerce illégal des espèces sauvages ne se fait pas exclusivement au niveau international, un mouvement interne des espèces sauvages est de plus en plus important⁸¹, des tortues sont régulièrement acheminées de Toliara vers Mahajanga. La corruption, le trafic d’influence, la faible connaissance des espèces protégées par les

⁷⁸ Lanja R., Madagascar perd 100 000ha de forêts par an, 20 janvier 2021, <https://actu.orange.mg/madagascar-perd-100-000ha-de-forets-par-an/>

⁷⁹ 68% des jeunes plants reboisés poussent, 6 janvier 2023, <https://lexpress.mg/06/01/2023/national-68-des-jeunes-plants-reboises-poussent/>

⁸⁰ WWF, Rapport Planète vivante 2022

⁸¹ ENVIRONNEMENT-hausse alarmante du trafic d’espèces sauvages, L’Express de Madagascar, 24 juillet 2023, <https://lexpress.mg/24/07/2023/environnement-hausse-alarmante-du-traffic-despeces-sauvages/>

Officiers de police judiciaire et autorités responsables des contrôles sont au centre de la persistance des trafics. Mais également, la situation autour des autorisations nécessaires au commerce d'espèces sauvages renforce l'illégalité. D'une part, le défaut de vérification dans l'octroi des autorisations sur la concordance entre ce qui est déclaré et l'état actuel des espèces ; et d'autre part, l'inefficacité des contrôles routiers et douaniers à cause de : soit la méconnaissance des espèces et l'incapacité de les différencier, ce qui rend le contrôle inutile ; soit l'existence de la corruption.

De plus, l'application des lois environnementales demeure encore un gros défi. L'ONG TRAFFIC a fait ressortir deux (2) constats sur les contentieux concernant le commerce illégal des espèces se trouvant dans les annexes CITES : la non-considération des espèces dans la qualification de l'infraction et une incohérence dans les peines prononcées dans les cas où les espèces sont considérées. En effet, un homme qui proposait 10 tortues rayonnées en ligne a été arrêté en octobre 2019, condamné à un an de prison et une amende de 20 millions MGA et 20 millions MGA de dommages. En janvier 2020, un vendeur a été intercepté et condamné à une amende de 10 millions MGA ainsi qu'à 1 million MGA de dommages pour possession illégale et vente de deux tortues rayonnées – mais exceptionnellement sans peine d'emprisonnement⁸². Tout cela fait perdurer le commerce illégal des espèces sauvages à Madagascar.

Malgré les répercussions de cette situation sur la quantité et la qualité des réserves en ressources naturelles de Madagascar, limiter le trafic ne semble pas être une priorité actuelle de l'État malgache. Lutter contre l'exploitation illégale et le trafic de ressources naturelles figure parmi les trois objectifs du programme 10.1 du PEM mais aucune action directe et concrète axée dans cette optique n'est constatée au niveau des projets prioritaires ni dans le programme 10.1 sur la gestion durable des ressources naturelles, des paysages et reforestation intensive ni dans le programme 3.1 sur la lutte contre la corruption.

Consommation locale des espèces endémiques : Bien que la consommation des tortues de mer et de lémuriers soit interdite, il est constaté que, pour diverses raisons, la population locale va au-delà des interdits « fady » et des sacrés « masina ». « *Dans le Nord, une dizaine d'intoxications collectives due à la consommation de viande de tortue de mer ont été recensées ces dix dernières années dont la moitié est mortelle* » selon L'Express de Madagascar en octobre 2022.⁸³ Plusieurs cas similaires ont été évoqués par les journaux nationaux et externes⁸⁴. Concernant les lémuriers, les enquêtes menées par l'ONG Ny Tanintsika en décembre 2018 au niveau de la COFAV (Corridor forestier Fandriana Vondrozo Midongy) ont relevé qu'au moins 25 lémuriers de 7 espèces ont été vendus comme collations sur une période de 4 semaines.

La consommation d'espèce sauvage en voie de disparition est favorisée par l'enclavement des zones de résidence de la population locale concernée, ajouté par l'insuffisance d'opportunité économique et la forte intensité de la pauvreté. Pour subvenir à leur besoin

⁸² Chng, S.C.L, Ratsimbazafy, C., Rajeriarison, A., Rejado, S., Newton, D. (2023). Évaluation du commerce des espèces sauvages entre Madagascar et l'Asie du Sud Est

⁸³Raheriniaina, ANTSIRANANA-La consommation de tortue de mer fait des victimes, L'Express de Madagascar, 1 octobre 2022,

⁸⁴**Ouestfrance.fr** ; Madagascar : 19 morts et 34 hospitalisées à Vatohandry depuis le 15/03/2021 ; article rédigé le 18/03/2021. **L'Express de Madagascar** ; 11 personnes hospitalisées, 1 enfant de deux ans décédé et 47 personnes autres personnes ayant consommées la viande ont subi un traitement préventif

primaire, la population se retourne contre la nature et opte pour la consommation et la commercialisation des espèces endémiques. La migration interne est aussi un facteur important. Pour résoudre l'insuffisance de moyens de subsistance, la population cherche à conquérir de nouvelles terres en particulier pour pratiquer l'agriculture. Les nouveaux migrants ne sont pas nécessairement en connaissance des us et coutumes et des espèces sauvages existantes dans ces localités.

Ressources maritimes menacées par sa capacité à accroître l'économie

Le potentiel économique de l'économie bleue est considérable qu'il finit par mettre en danger la survie des produits halieutiques. Ces derniers ont une place très importante dans l'économie de Madagascar soit 7% du PIB, ils contribuent aussi grandement à l'autosuffisance alimentaire en protéine de la population malgache. L'équilibre entre la conservation et l'exploitation des ressources halieutiques est donc fondamental. Bien que l'aspect économique des résultats du programme 9.3 du velirano soit largement positif avec l'exploitation des ressources halieutiques maritimes, ces dernières ne sont pas à l'abri de la voie de la disparition puisque **les mesures d'accompagnement adoptées pour une exploitation durable sont insuffisantes**. Selon les propos des responsables au niveau du MPEB, les poissons sur les territoires côtiers de Madagascar diminuent rapidement car les petits pêcheurs se plaignent beaucoup de la diminution considérable de la quantité de leur collecte. Dans la résolution de ce problème, le ministère encourage et appuie ces pêcheurs à pêcher dans le large de la mer au lieu de la côte.

Certes, les collectes menées par les petits pêcheurs et les pêcheurs traditionnels menacent les ressources halieutiques mais celles des pêcheurs industriels sont plus inquiétantes. Il est vrai que la pêche de grande envergure est réglementée par **les accords de pêches** mais la question qui se pose est : les signataires concernées respectent-ils à la ligne les clauses contenues dans les accords ? Une question difficile à répondre pour diverses raisons :

- **le faible niveau de surveillance de la pêche** : les centres de surveillance de pêche ou CSP manquent de moyens matériels (bateaux performants pour des contrôles effectifs) et financier (budget carburants) pour contrôler les grands bateaux de manière effective et efficace ;
- les accords de pêches sont à peine rendus publics, et leur existence n'est souvent connue qu'après leur conclusion (UE) ; ou ils restent opaques et généralement confidentiels (Asie)⁸⁵.

Des résolutions internationales ont été établies pour protéger l'or bleu et afin de pourvoir une pêche durable mais leur application reste inconnue à cause de la défaillance de la surveillance des pêches. La résolution de la CTOI adoptée au Kenya en février 2023 vise à améliorer la gestion des dispositifs de concentration des poissons (DCP) dérivants utilisés par les thoniers sonneurs industriels de l'UE pour attirer les thons. Elle prévoit entre autres une réduction progressive du nombre de DCP dérivants autorisés par navire de 300 à 250 la première année et à 200 jusqu'en 2025⁸⁶ (Limitation des bateaux autorisés à pêcher dans les eaux malgaches et une augmentation des taxes). Toutefois, des efforts ont été constatés au

⁸⁵ Communiqué de la société civile du 27 septembre 2021 sur l'Accord de Partenariat pour une Pêche Durable au thon Madagascar-UE ; la population Malagasy demande plus d'équité et de transparence pour assurer une véritable pêche durable.

⁸⁶ Méira ; Surpêche, les OSCs appellent l'UE et le Gouvernement malgache à soutenir la résolution de la CTOI, Orange Actu, 27 mars 2023,

niveau du secteur pêche pour atténuer la diminution rapide des ressources halieutiques marines tels que : la plantation des coraux artificieux pour faciliter la reproduction des poissons en mer (à Tuléar) et la promotion de la pisciculture. Des mesures pertinentes dont l'efficacité est fortement attendue mais qui seraient toutefois vaines si le respect des accords de pêche et la surveillance des côtes demeurent au statut quo.

Une gestion inefficace des aires protégées. La problématique liée à la gestion des aires protégées est au cœur de la conservation des espèces sauvages, faune et flore, de Madagascar. Le noyau dur de l'aire protégée de Menabe Antimena est pris d'assaut. L'ensemble de la forêt du Menabe Antimena risque de disparaître complètement avant 2050 si le rythme actuel de la déforestation perdure. En effet, le site perd environ 1820 ha de forêt annuellement de 2008 à 2010⁸⁷. La zone protégée demeure sous la pression de la forte migration. On assiste à un défrichement, des feux de brousse, une exploitation forestière débridée et des coupes sélectives à grande échelle. Elle est devenue une zone échappant totalement au contrôle du gestionnaire et un terrain d'insécurité pour la population locale et pour les espèces endémiques se trouvant dans l'aire protégée. Un contrôle effectif des limites des aires protégées est à améliorer par le gestionnaire et les agents du ministère de l'environnement. Une campagne ciblée de sensibilisation sur les techniques agricoles respectant l'environnement doit être enclenché par le ministère en charge de l'agriculture en collaboration avec le ministère de l'environnement. Et enfin, les problèmes migratoires sont à solutionner en urgence.

Pollution urbaine : déchets et émission de CO2

La ville d'Antananarivo est considérée comme l'une des villes les plus insalubres d'Afrique. Près de 1000 tonnes de déchets y sont générées chaque jour, la Société Municipale d'assainissement ou SMA autrefois connu SAMVA ne parvient à en collecter que 550 tonnes⁸⁸ par jour, d'où le débordement de plusieurs bacs et bennes à ordures dans la capitale. Le décharge d'Andralanitra, décharge actuelle de la Commune Urbaine d'Antananarivo, s'étend sur 18 hectares soit 5 hectares de plus que la limite autorisée ce qui génère de graves problèmes de pollution surtout pour les alentours. Aucune évolution pertinente n'a été observée dans la gestion des déchets urbains malgré la réglementation par la loi n°99-021 du 19 août 1999 sur la gestion et le contrôle des pollutions industrielles⁸⁹ même si la création et l'opérationnalisation des centres de traitement et valorisation des déchets parmi les projets prioritaires du programme 10.1 du PEM. La mise en place de 15 centres de traitement et valorisation des déchets opérationnels figurent en tant qu'objectif du PEM pour l'an 2022 mais à l'heure actuelle aucun n'est encore opérationnel et seulement 3 centres de tri sont en cours de construction et de finalisation pour les 3 régions dont Analamanga, Diana, Atsinanana⁹⁰. Malgré que cela soit le seul projet prioritaire axé sur la gestion des déchets, le résultat est négatif pour l'an 2022.

⁸⁷ WWF, Un avenir incertain pour la forêt de Menabe central, publié le 11 mai 2017, <https://www.wwf.mg/?299912/Un%20avenir%20incertain%20pour%20la%20for%C3%AAt%20de%20Menabe%20Central%20%21%21>

⁸⁸ Laetitia Bezain, Madagascar : les déchets s'entassent dans plusieurs quartiers de la capitale, RFI, 7 décembre 2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20221207-madagascar-les-d%C3%A9chets-s-entassent-dans-plusieurs-quartiers-de-la-capitale>

⁸⁹ J.O. n°2595 E.S. du 30.08.99, p.1962

⁹⁰ Données collectées auprès du MEDD en juillet 2023, Suivi des réalisations physiques

La pollution de l'air affecte de manière dangereuse la santé de la population, surtout celle des personnes physiquement vulnérables. De plus, les fumées des voitures, des briques en cuisson et des feux de brousse au niveau et/ou aux alentours de la ville saturer l'air de manière à ce que sa qualité se dégrade. D'après le bulletin de surveillance de la qualité de l'air à Antananarivo du Vendredi 26 Mai 2023, la moyenne des taux de concentration de particules fines PM 2,5 du 19 mai au 24 mai 2023 dépassent les 35 $\mu\text{g}/\text{m}^3$, un niveau qui permet de qualifier l'air comme étant « ***malsaine pour les personnes sensibles*** ». Le 21 mai 2023, d'après les indices relevés auprès des stations de surveillance à Soanierana et Ampandrianomby, ce taux de concentration de particules fines dépasse les 55 $\mu\text{g}/\text{m}^3$, soit presque quatre fois plus élevée que le seuil recommandé par l'OMS. Entre 55 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ et 150 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ de concentration de particules fines, la qualité de l'air est considérée comme « ***malsaine pour tout le monde*** ».⁹¹

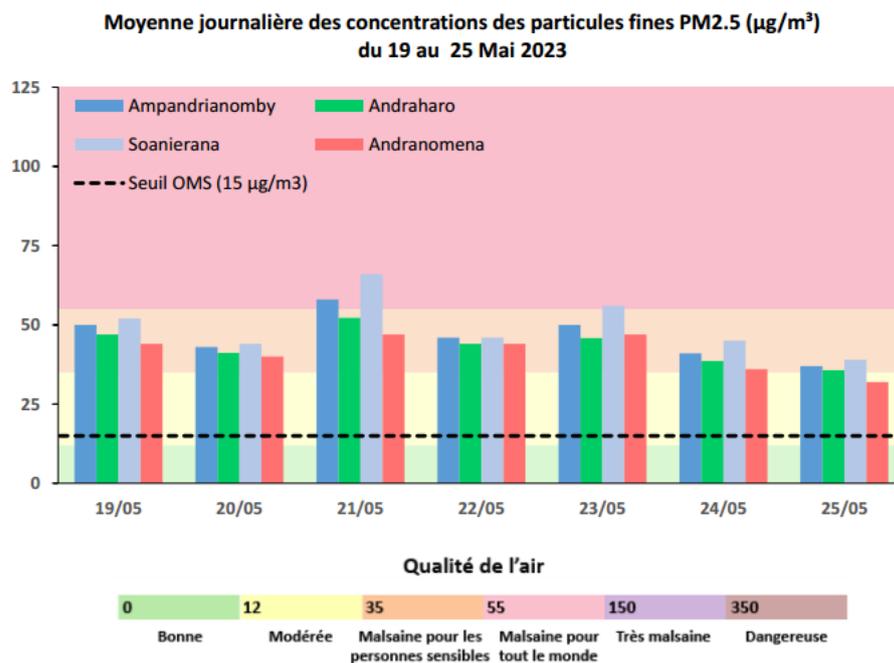


Figure 17: Qualité de l'air à Antananarivo

Source : bulletin de surveillance de la qualité de l'air à Antananarivo du Vendredi 26 Mai 2023

La face cachée du développement industriel : pollution issue des projets miniers

Les déchets et les eaux usées issus des usines d'extractions minières ont des impacts très nocifs sur l'environnement et la santé de la population directement concernée. **La pollution d'origine industrielle est une situation problématique qui nécessite une considération particulière du plan environnemental et social.** Récemment en 2022, un cours d'eau dans la région Anosy à Taolagnaro a été contaminé par les eaux usées issues de l'extraction minière du site d'exploitation de Qit Minerals Madagascar (QMM). Les usagers de cette cours d'eau sont les villageois d'Ampasy Nahampoine, d'Ankaraka, d'Ankorabe, de Bevoay et des hammeaux environnants. La manifestation des syndicats s'est ajoutée à ce fait en 2023 ayant pour cause l'insuffisance de la compensation financier et environnemental par QMM

⁹¹ Bulletin N° 2023-042 établi le 26/05/23 : « bulletin de surveillance de la qualité de l'air à Antananarivo », Météo Madagascar, services des recherches hydrométéorologique

dont 10 d'entre eux ont été blessé et certains interpellés. Effectivement, le principe de pollueur-payeur devrait toujours être pallié par les principes de prévention et de précaution sinon l'équilibre voulu du développement durable basculerait aux dépens de l'environnement.

L'ineffectivité voire l'inexistence des études d'impact environnementale (EIE) renforce cette ligne d'idée. Le projet gouvernemental de construction de l'autoroute Antananarivo-Toamasina en est la preuve récente. L'Office National de l'Environnement (ONE) avait annoncé en date du 15 mai 2023 le lancement de l'évaluation environnementale pour l'octroi du permis environnemental alors que les travaux de construction avaient déjà débuté le 3 décembre 2022⁹². Le gouvernement même minimise l'importance de cette obligation légale dans ses projets. En outre, la corruption conserve une grande place à la fois dans la réalisation de l'EIE mais aussi dans l'octroi des permis environnementaux par l'ONE. La procédure oblige les exploitants à avoir l'approbation de la communauté concernée pour la réalisation de l'activité ce qui est rarement le cas dans la réalité. Dans la majorité des cas, la participation du public à l'évaluation est factice. Il est force de constater que dans le Plan émergence Madagascar, aucune mention directe ou indirecte n'est faite en vue de la préservation de l'environnement contre les impacts de l'exploitation minière et des constructions de grande infrastructure.

Le dérèglement climatique : Madagascar une victime !

Madagascar figure parmi les 20 pays les plus touchés par les impacts du changement climatique en 2021⁹³ alors que sa contribution à la destruction de l'environnement, plus précisément à la couche d'ozone, est faible. Le pays est parmi les victimes de ce qu'on appelle une « injustice climatique ».

Le Grand-Sud et le Grand Sud-Est sont les plus menacés par les impacts du changement climatique à Madagascar. « *Selon nos plus récentes études, le changement climatique pourrait contraindre 216 millions de personnes à migrer à l'intérieur de leur propre pays d'ici à 2050* » affirme la Banque mondiale en 2021⁹⁴. Le changement climatique est à l'origine de **l'accentuation de la sécheresse** dans le Sud qui est l'une des principales raisons qui pousse les gens concernés à **migrer** vers le centre, l'ouest et le nord-ouest du pays⁹⁵. De plus, l'aggravation de la situation de l'environnement et **l'inaccessibilité de l'eau** au niveau de ces zones nuisent à la survie de la population concernée, ainsi leur capacité de résilience reste faible. L'inaccessibilité géographique à cause de l'état des routes menant vers plusieurs localités dans le Sud rend l'approvisionnement de l'aide alimentaire difficile. En d'autres termes, la détresse alimentaire (le Kere), la sécheresse, les tempêtes de sables sont les contextes préoccupants actuels du Sud causés par le changement climatique.

⁹² Présidence de la république de Madagascar, communiqué de presse : lancement des travaux de construction de la première autoroute de Madagascar, 3 décembre 2023, <https://www.presidence.gov.mg/actualites/1731-lancement-des-travaux-de-construction-de-la-premiere-autoroute-de-madagascar.html>

⁹³ GermanWatch, Indice mondiale de risque climatique, 2021

⁹⁴ Banque Mondiale, Groundswell : agir face aux migrations climatiques internes, Washington 2021

⁹⁵ OIM Madagascar ; Stratégie régionale de gestion des migrations-Région Androy 2022-2026 ; 2021 ; page 4

En étroite collaboration avec l'alliance Aika, le gouvernement malgache promeut une participation active de la jeunesse issue des 23 régions de Madagascar pour la biodiversité, le climat et la lutte contre la désertification. Des dialogues avec les jeunes ont été initiés en vue de la préparation aux négociations sur le climat à la COP28 (Conférence des parties et la COY18 (Conférence internationale des jeunes pour le climat).

L'augmentation de l'intensité de la saison cyclonique actuelle.

Les cyclones Batsirai et Emnati ont frappé le Sud de Madagascar en 2022 touchant plus de 420 000 personnes et laissant des milliers de personnes sans abri. Cette situation renforce aussi en grande partie le problème d'insécurité alimentaire et la faible capacité de résilience de la population dans le Sud-Est du pays. D'après FAO dans leur rapport DIEM-impact en juin 2022, les pertes de productions vivrières dans le rand Sud-Est de Madagascar après ces deux cyclones sont estimées à 61 millions d'USD. À part les dégâts agricoles, plusieurs animaux d'élevage ont été portés disparus.

En outre, Il en est ressorti de la COP 27, Conférence des Nations Unies sur le climat qui s'est tenu en novembre 2022 à Charm El-Cheick en Egypte, que les pays membres sont parvenus à un accord sur l'établissement d'un mécanisme de financement pour indemniser les pays vulnérables pour les « pertes et dommages » dus aux catastrophes induites par le climat. La COP 27 a également réaffirmé les engagements des pays membres à limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5° d'ici 2100. Madagascar compte parmi les pays bénéficiant d'un financement pour faire face au changement climatique. Malgré cela, la faible capacité de résilience de la population malgache la rend vulnérable et fragile face aux catastrophes naturelles. En effet, l'on constate que la gestion des risques et des catastrophes se fait encore et toujours dans l'urgence à Madagascar. Elle fait malheureusement honneur à l'adage ironique du « médecin après la mort ». Aucune action réelle ou même prévisionnelle du gouvernement par le biais du Bureau National de Gestion des risques et des catastrophes n'est prévue en matière de prévention des risques et des catastrophes.

Les femmes, particulièrement touchées par le changement climatique. La vulnérabilité des femmes résulte de l'accentuation des inégalités sociales face aux phénomènes du dérèglement climatique. L'exposition des femmes à la pauvreté et aux manques d'accès aux ressources foncières à Madagascar se trouve principalement accrue face aux catastrophes naturelles que subissent la Grande ile comme la sécheresse et les cyclones. Dans les zones rurales où les femmes portent la charge des responsabilités familiales comme l'approvisionnement en eau⁹⁶ et la collecte des combustibles pour la cuisson de la nourriture, dans les périodes climatiques extrêmes, elles tendent à travailler plus dur pour garantir leurs moyens de subsistance. Le faible taux d'alphabétisation des femmes malgaches, environ 60%⁹⁷, conjugué aux inégalités sociales et à leur mobilité réduite du fait majoritairement des enfants à charge, leur capacité d'adaptation et de résilience face aux catastrophes naturelles sont très réduites renforçant ainsi leur vulnérabilité.

Cette année 2023, la Stratégie Nationale du Genre et Changement Climatique s'accordant avec la Politique Nationale de Lutte contre le Changement Climatique et le Plan National d'Adaptation au Changement Climatique a été élaborée par le Ministère de l'environnement et du développement durable. Cette stratégie a pour objectif de promouvoir l'autonomisation

⁹⁶ MICS6-2018 de l'INSTAT Madagascar page 19 : « dans 63% des ménages, ce sont les femmes de plus de 15 ans qui collectent l'eau »

⁹⁷ MICS6-2018 de l'INSTAT Madagascar, page 21

de la femme et la protection des droits de l'enfant en constituant des repères pour la prise en compte du genre dans les actions climatiques à entreprendre.

Les défenseurs des Droits humains environnementaux en danger

La sécurité physique des groupes de personnes agissant dans la protection de l'environnement et des lanceurs d'alerte est constamment en péril. Le 02 juin 2022, le lanceur d'alerte et président du VOI MIALO, M. Henri RAKOTOARISOA a été victime d'assassinat du fait de ses actions en faveur de la protection de la biodiversité. Puis, au début du mois de juillet 2023, Mme Angélique Décampe RAZAFINDRAZOARY, présidente de l'association Razan'ny Vohibola, a été victime à plusieurs reprises de menaces de mort en raison de ses activités dans la protection de la forêt protégée de Vohibola. Des cas parmi des centaines à laquelle les vondron'olona ifotony (VOI) ou communautés locales de base sont confrontées dans la protection de l'environnement. Ces VOI tiennent un rôle important dans l'application de la loi dans la conservation et l'exploitation des ressources naturelles se trouvant dans les zones sous leur gestion à travers les Dina ou conventions communautaires. L'absence à ce jour d'un cadre légal de protection des défenseurs des droits humains et des lanceurs d'alerte environnementaux renforce leur vulnérabilité face aux braconniers et aux trafiquants d'espèces sauvages.

Développement durable : déséquilibre entre économie et environnement

Dans la plupart des actions entreprises par le gouvernement, l'environnement est toujours moins priorisé par rapport à l'économie. La corruption et les trafics d'influences favorisent la disparition et la surexploitation des ressources naturelles (halieutiques, miniers, forestiers, etc.). Aussi, les impacts du dérèglement climatique et les activités humaines contribuant à la dégradation de la biodiversité ont des répercussions importantes sur la sécurité alimentaire et la capacité de résilience de la population. Les pollutions générées par les usines ainsi que par les déchets au niveau des villes restent ingérées et impactent négativement la santé des personnes concernées. Même si des solutions durables sont perçues dans le PEM, leur application n'est pas effective. Les réponses du gouvernement face aux urgences ne permettent pas l'accroissement économique des victimes d'aléas naturels et ils favorisent la persistance de la pauvreté aigue.

Le PEM ne fait pas sienne les principes et valeurs du développement durable. L'État tente d'émerger un développement économique aux dépens de la préservation de l'environnement. Il est en train d'échouer sur les deux côtés.



SOCIAL ET CULTURE

Loi d'Orientation du Système Éducatif de Madagascar (LOSEM) au défi des 47 renvois : Madagascar poursuit ses réformes éducatives

Madagascar a récemment engagé d'importantes réformes de son système éducatif grâce à la Loi n°2022-018 portant Orientation du Système Éducatif de Madagascar (LOSEM). L'élaboration de la LOSEM a été caractérisée par une approche participative et inclusive, initiée par trois ministères en charge de l'éducation, avec un audit juridique préalable réalisé en collaboration avec la société civile. Ce processus a abouti à la création d'un comité multipartite chargé de rédiger un avant-projet de loi. Des consultations ont été menées, impliquant diverses parties prenantes, ce qui a conduit à la présentation de l'avant-projet de la LOSEM. La LOSEM a ensuite suivi un parcours législatif rigoureux, étant adoptée par l'Assemblée nationale le 1er décembre 2022, puis par le Sénat le 14 décembre 2022. La Haute Cour Constitutionnelle (HCC) a validé la LOSEM à travers la Décision n°01-HCC/D3 du 25 janvier 2023, confirmant sa conformité à la Constitution. Le 30 janvier 2023, la loi a été promulguée.

La LOSEM englobe un ensemble de réformes cruciales pour le système éducatif malgache, mettant l'accent sur l'éducation de qualité à l'échelle nationale et la souveraineté de l'État dans la gestion du secteur éducatif. Elle encourage l'apprentissage tout au long de la vie, l'adaptation du système éducatif aux réalités socio-économiques et culturelles, avec une emphase particulière sur la promotion de l'inclusivité, y compris l'égalité entre les sexes.

D'autres aspects importants de la LOSEM comprennent la promotion de la santé scolaire, la protection sociale du personnel de l'éducation, le renforcement du partenariat avec l'enseignement privé, et la création d'une plateforme de regroupement des établissements éducatifs pour faciliter les interactions avec les pouvoirs étatiques. La LOSEM prévoit également la création du Conseil national consultatif de l'éducation, met en avant le bilinguisme (malgache et français), envisage une restructuration du système éducatif, et établit un suivi et une évaluation systématique.

En ce qui concerne l'enseignement technique et la formation professionnelle, la LOSEM prévoit plusieurs mesures importantes, telles que la mise en place de passerelles pour la mobilité entre les différents cycles et niveaux d'enseignement, l'instauration d'un système d'orientation scolaire et professionnelle, l'harmonisation du système, l'amélioration de l'accessibilité à l'enseignement technique et à la formation professionnelle, et la validation des acquis de l'expérience pour la reconnaissance des compétences.

Pour l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, la LOSEM prévoit la création d'universités de proximité, une politique de relève des enseignants, un calendrier universitaire divisé en deux semestres sur deux périodes, une politique d'employabilité, et la valorisation de la recherche universitaire et scientifique.

Cependant, malgré ces réformes ambitieuses, la communication et la mise en œuvre efficaces de la LOSEM demeurent des enjeux essentiels. La loi comporte 47 renvois vers des textes d'application, et il est crucial de s'assurer qu'elle ne tombe pas dans la désuétude, comme cela a pu être le cas avec les législations antérieures. La LOSEM représente un tournant majeur pour le système éducatif malgache et offre une opportunité d'améliorer la qualité de l'éducation et d'atteindre les objectifs éducatifs fixés, notamment en conformité avec les Objectifs de Développement Durable (ODD4).

Rétention scolaire à Madagascar : Les défis liés à la surcharge des classes dans l'éducation primaire

En 2022, l'éducation primaire se caractérise par un accès massif, illustré par un taux brut d'accès élevé de 150% selon les données disponibles, avec un taux brut de scolarisation de 131%. Ces chiffres témoignent d'une forte participation des enfants dès le début de leur parcours scolaire primaire. Cependant, une réalité bien différente se dessine en ce qui concerne le taux d'achèvement du primaire, qui plafonne à seulement 49%⁹⁸. Cette disparité marquée entre le taux d'accès élevé et le taux d'achèvement plus faible révèle un défi majeur lié à la rétention scolaire.

La principale cause de cette problématique réside dans la pénurie d'infrastructures, en raison notamment du surpeuplement des salles de classe. Une visite dans les établissements publics, que ce soit en milieu urbain ou rural, met en évidence une situation alarmante de surcharge des classes. Certaines d'entre elles débordent littéralement d'élèves et laissent peu d'espace aux enseignants pour travailler.

En 2020, l'augmentation significative des inscriptions dans les écoles publiques a exacerbé cette problématique, accentuant le manque de salles de classe et d'équipements scolaires, ainsi que le besoin en enseignants. Par exemple, l'EPP d'Antandrokomy⁹⁹ à Anosizato a vu 60 % de nouveaux élèves s'inscrire, portant le total à plus de 900 élèves, alors que l'école ne dispose que de cinq salles de classe pour les accueillir. Face à ces contraintes, il devient impossible de dispenser des cours de qualité, car le silence nécessaire à un apprentissage efficace est difficilement maintenable dans les classes surchargées. La construction des salles de classe, y compris celle des Établissements Scolaires Manarapenitra, le MEN n'a pas pu atteindre ses objectifs. Le nombre de salles construites est très inférieur aux prévisions pour 2021 et 2022.

Tableau 6: Nombre de salles de classe construites en 2021 et 2022

Indicateurs	Année de base (2016)	2021	2021	2022	2022
		Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
Nombre de salles de classe construites dans l'année	638	11 660	398	14 574	411

Source: Rapport sectoriel de l'Éducation 2021-2022

L'adoption récente de la loi n°2022-018 portant orientation générale du système éducatif à Madagascar représente une avancée significative dans le domaine de l'éducation. Cette loi, adoptée récemment, met en avant des dispositions importantes visant à promouvoir un enseignement primaire gratuit et obligatoire, ainsi qu'à garantir l'accès de tous à l'éducation. Cet engagement fort en faveur de l'éducation démontre la volonté du gouvernement

⁹⁸RAPPORT DE PERFORMANCE SECTORIELLE CONJOINTE (2021-2022)

⁹⁹<https://www.madagascar-tribune.com/Ecoles-publiques-infrastructures-insuffisantes-au-nombre-d-eleves-inscrits.html>

malgache de renforcer le système éducatif pour le bien-être et le développement de la population.

L'article 15 de la loi n°2022-018 souligne que l'État de Madagascar prône un enseignement primaire gratuit et obligatoire. Cette gratuité concerne spécifiquement le secteur public de l'éducation, visant à assurer l'accès de tous les citoyens à l'éducation, quel que soit leur contexte socio-économique. Afin de favoriser une éducation inclusive et équitable, la loi établit que l'enseignement public est gratuit et obligatoire pendant 10 ans à partir de l'âge de cinq (05) ans, soulignant ainsi l'importance d'une scolarisation précoce pour le développement intellectuel et social des enfants. Les modalités d'application de cette disposition sont laissées à la réglementation, ce qui implique que des règles et directives spécifiques seront établies ultérieurement pour assurer la mise en œuvre efficace de cette mesure. Cela permettra de s'adapter aux réalités locales et de prendre en compte les défis spécifiques liés à la mise en place d'un enseignement primaire gratuit et obligatoire dans le pays.

Une autre réforme importante concerne la modification du parcours scolaire. Le certificat d'études primaires (CEP) se tiendra maintenant à la fin de la classe de 6ème. Quant à la durée du premier cycle du secondaire, elle est réduite à trois ans au lieu de quatre. Cette réforme vise à prolonger le cycle préscolaire d'une année et allonger le cycle primaire à une année.

L'objectif est de mieux préparer les élèves en leur fournissant une base solide, car les élèves quittent l'école après le certificat d'études primaires avec des compétences jugées insuffisantes pour leur insertion professionnelle. Cette réforme rend également obligatoire l'enseignement jusqu'à la dixième année, avec un cycle d'études sanctionné par un Brevet d'études du premier cycle (BEPC). Espérons que cette avancée législative permettra d'augmenter le budget alloué à l'éducation, car la situation de l'accès à l'éducation primaire publique à Madagascar est loin d'être satisfaisante. Malgré l'enseignement primaire gratuit et obligatoire, environ 1,4 million d'enfants âgés de 6 à 10 ans ne sont pas scolarisés, selon les données de l'UNICEF. Cette réalité témoigne d'un sérieux problème d'accès à l'éducation pour de nombreux enfants dans le pays. L'éducation n'a pas été une priorité pour les autorités malgaches depuis un certain temps. La part du PIB accordée au secteur atteint 2,81%100 en 2023, contre 3,07% en 2019, ce qui indique une diminution préoccupante malgré l'engagement de l'État à signer une convention internationale demandant l'allocation de 5 % du PIB et au moins 30 % des dépenses publiques pour l'éducation.

Le système éducatif malgache face au dérèglement climatique

Madagascar figure parmi les pays les plus durement touchés par les conséquences dévastatrices du changement climatique. Il fait face à des défis importants en matière d'adaptation. Selon l'Indice mondial de Risques Climatiques de 2020, basé sur les données de 2018, Madagascar se classait au quatrième rang des dix pays les plus vulnérables au changement climatique, avec une capacité d'adaptation limitée aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles. A priori, la situation n'a guère évolué depuis 2018.

Le système éducatif malgache, en raison de ses infrastructures non conformes aux normes, se révèle particulièrement vulnérable aux risques de catastrophes climatiques. Les données

¹⁰⁰http://www.mef.gov.mg/assets/vendor/ckeditor/plugins/kcfinder/upload/files/PLFI%202023/PLFI 2023_VF.pdf

du ministère de l'Éducation Nationale (MEN) indiquent que pratiquement aucune région du pays n'a été épargnée par les chocs climatiques, affectant plus de 81 CISCO et 5 535 écoles. Ces établissements scolaires accueillent un total de 539 270 apprenants. Les dégâts engendrés par ces catastrophes se traduisent par la destruction totale de 147 salles de classe, des dommages partiels sur 3 948 salles, et la détérioration des toitures de 3 623 autres salles. Les régions les plus vulnérables face aux chocs climatiques incluent Vatovavy, Atsimo Andrefana et Haute Matsiatra, où les chocs sont particulièrement intenses et où les infrastructures ne répondent pas aux normes anti-cycloniques.¹⁰¹

Au niveau du ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (METFP), sept Directions Régionales de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (DREFTP) et 12 écoles ont été parmi les plus touchées par les chocs climatiques, affectant 2 404 apprenants et 353 enseignants. Ces établissements sont principalement localisés dans les régions d'Atsimo Atsinanana, Vatovavy et Haute Matsiatra.

La résilience du système éducatif malgache face à ces défis climatiques devient une priorité incontestable, nécessitant des mesures préventives, des rénovations des infrastructures, et une meilleure préparation aux catastrophes climatiques pour garantir la continuité de l'éducation dans un environnement de plus en plus instable. Le réajustement du calendrier scolaire conformément au PSE est plus que jamais pertinent.

Une augmentation alarmante du taux de redoublement

Selon les résultats de l'enquête du Tableau de bord des politiques mondiales de l'éducation (2021), seuls 3,8 % des élèves de la quatrième année de primaire ayant participé aux évaluations parviennent à atteindre 80 % des compétences minimales requises en lecture, écriture et mathématiques. Les difficultés en matière d'apprentissage ne font que s'aggraver en raison de la pandémie de COVID-19, qui a entraîné la fermeture des écoles, provoquant ainsi l'absentéisme et l'abandon scolaire, ainsi que des pertes d'apprentissage significatives. En outre, le système éducatif doit faire face chaque année aux conséquences dévastatrices des aléas climatiques, tels que les cyclones, les inondations et les sécheresses.

Le bilan des objectifs du Plan sectoriel de l'éducation révèle que de nombreux défis demeurent à Madagascar. Les taux de redoublement et d'abandon scolaire restent préoccupants. Au niveau de l'enseignement primaire, le taux de redoublement est passé de 23 % en 2018-2019 à 31 % en 2019-2020, bien loin de l'objectif de 11 % fixé par le Ministère de l'Éducation Nationale pour 2022. De plus, le taux d'achèvement du cycle primaire atteignait à peine 50 % en 2020, bien en deçà de l'objectif de 69 % établi pour cette année.

Les autorités ont investi des ressources financières considérables dans le secteur éducatif, ce qui s'est traduit par une augmentation du nombre d'enseignants et la construction de nouvelles salles de classe au cours des dernières années dans les écoles publiques. Cependant, malgré cette hausse du nombre d'enseignants, le ratio élèves/enseignant dans les écoles primaires publiques demeure élevé, avec environ 40 élèves par enseignant ces dernières années. La qualité de l'apprentissage reste ainsi un défi majeur, malgré les efforts déployés pour améliorer l'accès à l'éducation à Madagascar

¹⁰¹ Source : PNPSE, Aide-mémoire de la revue sectorielle thématique, Septembre 2023

Crise de l'apprentissage causée par la faible capacité et motivation des enseignants

A Madagascar, 75%¹⁰² des enseignants n'ont pas la qualification requise. Seuls 3,5% des enseignants maîtrisent le contenu de ce qu'ils devraient enseigner.¹⁰³ Pour rappel, une grande majorité des enseignants au niveau de l'éducation nationale sont des enseignants communautaires.

Tableau 7: Effectif des enseignants en 2021-2022

Niveau	Non Qualifié	Qualifié	Total
Préscolaire	18 492	12 472	30 964
Primaire	84 718	18 935	103 653
Collège	25 386	11 163	36 549
Lycée	7676	3261	10 937
Total	136 272	45 831	182 103

Source : : RAPPORT DE PERFORMANCE SECTORIELLE CONJOINTE PNPSE 2021-2022

Le MEN a recruté 136 272 enseignants communautaires n'ayant pas reçus de formation après leur recrutement. Le fait que les enseignants soient moins compétents en langue qu'en mathématiques reflète la différence similaire entre les matières observées chez les élèves. Les résultats sur les compétences pédagogiques basées sur les observations en classe ne sont pas rapportés, car cet élément n'a pas été mis en œuvre dans ce cycle d'enquête.

Tableau 8: Part des enseignants par niveau d'éducation en pourcentage

Part des enseignants à travers les niveaux d'éducation (%)	Ensemble des enseignants	Fonctionnaire	Contractuel	FRAM subventionné	FRAM non-subventionné	Volontaire
Premier cycle du secondaire ou moins	7,8	10,2	8,7	10,1	2,3	3,8
Deuxième cycle du secondaire sans diplôme (BACC)	40,9	46,0	46,8	49,0	28,5	1,6
Deuxième cycle du secondaire avec diplôme (BACC)	42,1	39,0	35,2	38,9	55,6	75,8
Enseignement supérieur	9,1	4,6	9,1	1,9	13,5	18,6

Source : RAPPORT DE PERFORMANCE SECTORIELLE CONJOINTE PNPSE 2021-2022

¹⁰² Source : MEN, Annuaire statistique du MEN, 2021-2022)

¹⁰³ Source : Banque mondiale, Indicateurs de prestation de services (IPS) en éducation – Round II/Tableau de bord de l'éducation – Round I, 2021

Dans l'ensemble, près de la moitié des enseignants n'ont pas atteint le niveau du deuxième cycle de l'enseignement secondaire avec un diplôme, ce qui souligne de sérieuses lacunes dans leur éducation. Cela met en lumière les imperfections du processus de recrutement des enseignants par le gouvernement, en accord avec les résultats d'une étude de 2021 de la Banque Mondiale sur la gouvernance dans le secteur de l'éducation, où 83% des 1 200 fonctionnaires, enseignants et directeurs d'école interrogés estiment que le recrutement des enseignants est la source la plus probable de défauts.

Parallèlement, le fait que même parmi les enseignants ayant suivi des études supérieures, seuls 20% ont obtenu un score d'au moins 80% en mathématiques et 11% en langue française est inquiétant. Cela suggère deux possibilités : d'une part, des erreurs de mesure dues au fait que les enseignants ne prennent pas suffisamment au sérieux l'évaluation de leurs élèves, qui sert à évaluer leur propre compréhension du contenu, et d'autre part, le constat que même les enseignants les plus instruits ne sont généralement pas compétents ni motivés, pas seulement dans le contexte de l'évaluation de l'IPS.

L'Affectation des Enseignants : une démarche centré autour des intérêts individuels

L'affectation des enseignants à Madagascar implique l'examen des souhaits exprimés par les enseignants fonctionnaires et la répartition des postes conséquence. Les enseignants fonctionnaires, recrutés via un processus centralisé, ont la possibilité de choisir parmi une variété d'écoles à travers tout le pays. La Commission Nationale d'Affectation se charge d'étudier l'affectation des nouveaux enseignants, ainsi que la mobilité au sein des DREN (Directions Régionales de l'Éducation Nationale), en utilisant un algorithme qui prend en compte diverses caractéristiques, dont le statut marital.

Pour d'autres catégories d'enseignants, tels que les contractuels et les enseignants FRAM subventionnés, recrutés localement, les choix se concentrent sur leur région d'origine. Ils se basent sur la liste des établissements fournie par les CISCO.

Les Commissions Régionales d'Affectation veillent à ce que ces affectations ou mutations n'affectent pas négativement le fonctionnement des écoles. Afin d'optimiser les ressources publiques, les enseignants fonctionnaires récemment recrutés sont prioritairement affectés dans des zones stratégiques. Les zones 1, 2 et 3 Comprennent notamment les régions rurales ou celles présentant des sous-effectifs, qui sont identifiées par le Département de la Planification de l'Enseignement. Ils s'engagent à y enseigner pendant cinq ans avant de demander une éventuelle mutation. Malgré ces efforts, les enseignants fonctionnaires sont souvent

Tableau 9: Pourcentage d'enseignants certifiés (2021-2022)

Indicateurs	Année de base (2016)	2021	2021	2022	2022
		Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
Pourcentage d'enseignants certifiés au collège	32%	62%	31%	72%	31%
Pourcentage d'enseignants certifiés au lycée	31,1%	73,2%	32%	87,3%	32%

Une analyse révèle également que lorsque la proportion d'enseignants fonctionnaires diminue, celle des enseignants FRAM augmente, mettant en lumière la concentration de ces derniers dans les zones les plus enclavées et les moins attractives¹⁰⁴.

L'une des principales lacunes du système d'affectation actuel réside par ailleurs dans son manque de rationalité et de transparence. Il n'existe pas d'outil de priorisation des candidatures basé sur la qualification et l'expérience des enseignants, et les besoins réels ne sont pas pris en compte.

La répartition inégale des enseignants fonctionnaires et contractuels entre les régions et entre les zones rurales et urbaines aggrave les disparités. Les enseignants hésitent souvent à servir dans les zones rurales en raison de l'insécurité. De plus, l'allocation des enseignants entre les écoles ne tient pas suffisamment compte des besoins réels. Certaines classes souffrent d'une surpopulation due au manque d'enseignants, tandis que d'autres enseignants ne sont pas pleinement exploités.

Même la proportion d'enseignants fonctionnaires varie considérablement d'une région à l'autre, allant de 42,5 % à 75,3 %¹⁰⁵. Des redéploiements sont nécessaires, mais ils ne peuvent se faire qu'avec l'accord des enseignants et lors de nouvelles nominations

L'absentéisme des enseignants à Madagascar : Un obstacle majeur à l'éducation de qualité

L'éducation constitue un pilier essentiel du développement d'un pays. Cependant, à Madagascar, un problème majeur compromet la qualité de l'enseignement : l'absentéisme des enseignants. Selon un rapport de la Banque mondiale, ce problème persiste en grande partie en raison de la sous-dimension du corps d'inspection et du faible ratio conseiller pédagogique-enseignants. Les chefs de zone administrative pédagogique (ZAP), qui sont les représentants des sous-divisions pédagogiques de la Circonscription Scolaire (CISCO), sont les acteurs les plus proches des écoles, mais ils sont souvent démunis en ressources, en temps et en compétences pour soutenir efficacement les enseignants.

Cela se traduit par un temps d'enseignement nettement inférieur à ce qui est prévu, avec seulement environ 39 % du temps consacré à l'enseignement effectivement utilisé. Les enseignants s'absentent trop fréquemment de leur lieu de travail, un constat alarmant résultant du suivi des absences de 2 475 enseignants dans 473 écoles primaires entre mai et juin 2016.

La loi n° 2003-011 Portant Statut Général des Fonctionnaires en particulier l'article 13, impose des obligations claires aux fonctionnaires, parmi lesquels les enseignants. Ces obligations comprennent la ponctualité, l'assiduité, le plein emploi, l'honnêteté et la neutralité. De plus, le décret n° 2004-812, en date du 24 août 2004, fixe précisément le régime des congés, des permissions et des absences pour les fonctionnaires, y compris les enseignants. Ce décret régleme notamment le congé annuel cumulé, les congés de maladie, de maternité et de paternité. Toutefois, il est préoccupant que certains enseignants

¹⁰⁴ **Teachers for All** - Améliorer l'équité dans l'allocation des enseignants à Madagascar - Février 2023 Par UNICEF

¹⁰⁵ La politique enseignante – MEN-MESUPRES-METFP

ne respectent pas ces obligations et exploitent les lacunes du système. Cela a un impact direct sur les élèves qui sont les victimes de cette situation au sein de leur environnement éducatif. Les effets de l'absentéisme sont particulièrement dommageables pour la réussite et la performance scolaire des élèves.

Les mécanismes actuels de sanction en cas d'absentéisme des enseignants sont centralisés, ce qui entraîne des processus lents et inefficaces. De plus, il n'existe pas de mécanismes pour reconnaître et valoriser les comportements positifs des enseignants qui fournissent un enseignement de qualité.

L'évaluation administrative des enseignants et des directeurs d'école n'est pas systématique. Une analyse de la situation des enseignants par l'UNICEF a révélé que seulement 8 % des directeurs surveillent la présence des enseignants, et plus de 80 % d'entre eux ne signalent pas les absences aux administrateurs de la CISCO.

Les problèmes ne cessent de s'accroître dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche dernièrement. Alors que les différends entre le Syndicat des enseignants-chercheurs (SECES) concernant leurs revendications sur le paiement de leurs diverses indemnités sont encore loin d'être résolus, les manifestations et la casse des étudiants ont aussi causé des dommages en infrastructures à l'université de Fianarantsoa au début de cette semaine.

Le système LMD à Madagascar : obstacles à l'égalité et à la réussite étudiante

Le système actuel semble exacerber les inégalités, laissant les étudiants démunis sur le plan financier et matériel en difficulté.

Les étudiants se retrouvent livrés à eux-mêmes, car seuls ceux qui disposent des ressources financières et matérielles adéquates peuvent prospérer. L'exigence d'avoir un ordinateur, une formation en informatique et un accès Internet à domicile crée une disparité, transformant le système en un mécanisme d'élimination qui entraîne une diminution du niveau intellectuel global des étudiants.

La segmentation des matières en modules, couplée à la règle obligeant les étudiants à recommencer tous les cours d'un module en cas d'échec dans une matière, constitue un obstacle supplémentaire, susceptible de décourager les étudiants et de nuire à leurs performances académiques.

Des problèmes structurels tels que le manque de matériel, d'infrastructures, le déficit en enseignants et en organisation, ainsi que les contraintes temporelles des professeurs, contribuent également aux difficultés. Cependant, le manque de moyens financiers émerge comme la principale préoccupation, entraînant un nombre élevé de redoublants par rapport à l'ancien système.

De plus, de nombreux étudiants semblent éprouver des difficultés à comprendre le système LMD en raison de son introduction abrupte et de la phase transitoire actuelle de son installation. Une communication claire et un soutien pédagogique pendant cette transition sont essentiels pour aider les étudiants à s'adapter efficacement à ce nouveau système

¹⁰⁶ Teachers for All - Améliorer l'équité dans l'allocation des enseignants à Madagascar - Février 2023 Par UNICEF

d'enseignement. En résumé, des ajustements significatifs et un soutien continu sont nécessaires pour garantir le succès de la transition vers le système LMD à Madagascar

Renforcer l'Enseignement Technique et la formation professionnelle : Clé de l'Emploi Durable à Madagascar

L'absence d'une planification efficace qui placerait la création d'emplois au cœur des stratégies de développement constitue un des défis majeurs. Cette lacune entrave la croissance économique et sous-utilise les ressources disponibles. Une planification adéquate pourrait orienter les investissements vers les secteurs à fort potentiel d'emploi et mettre en place des politiques publiques favorables à la création d'emplois durables.

Le système éducatif malgache fait également face à des défis considérables, en particulier au niveau de l'enseignement de base. Le curriculum de l'enseignement ne prépare pas suffisamment les jeunes à occuper des emplois qualifiés, les condamnant souvent à des emplois précaires ou à un sous-emploi. Une réforme du système éducatif est impérative pour répondre aux besoins du marché du travail en offrant une éducation de qualité et en développant des compétences professionnelles adaptées aux besoins actuels et futurs de l'économie malgache.

De plus, l'inadéquation entre l'offre de formation technique et professionnelle et les besoins des secteurs économiques clés constitue un obstacle majeur à la création d'emplois de qualité. L'absence d'informations fiables sur le marché de l'emploi rend difficile l'ajustement de l'offre de formation aux besoins réels des entreprises. Beaucoup d'entreprises sont contraintes de mettre en place des programmes de formation internes, ce qui alourdit leurs coûts.

Tableau 10: Indicateurs de réalisation dans la formation technique et professionnelle

Indicateur	Baseline		2021		2022	
	Année	Valeur	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
Nombre de curricula rénovés suivant les besoins et alignés aux normes de certification	2017	0	15	0	0	3
Nombre de nouveaux curricula élaborés suivant les besoins et alignés aux normes de certification	2014	11	102	9	102	16
Nombre d'établissements publics labellisés PNEFP	2017	0	26	0	31	0
Nombre de personnel et formateurs qualifiés respectivement suivant les profils liés à chaque métier d'ETFP/DC	2017	85	1284	132	1321	194
Nombre de jeunes en stage de formation ou en stage de pré-emploi	2014	0	103 124	N/D	116 594	N/D
Nombre de jeunes ou acteurs de MPME encadrés jusqu'à la maturation et l'implémentation de leurs projets professionnels	2014	0	295	N/D	333	N/D

Source : RAPPORT DE PERFORMANCE SECTORIELLE CONJOINTE – PNPSE 2021-2022

La contribution du budget de l'État au financement du secteur Santé apparaît relativement faible.

La contribution financière de l'État au secteur de la santé est considérée comme insuffisante. Malgré une légère augmentation au cours des dernières années, la part du budget allouée à la santé par rapport au budget total de l'État reste très faible, représentant moins de 6,7%. Cette proportion est nettement en deçà de l'engagement international d'Abuja, qui préconise d'allouer au moins 15% du budget à la santé. De plus, la part du budget de la santé par rapport au produit intérieur brut (PIB) est également très modeste, n'excédant guère 0,10% sur la période étudiée.

En comparaison avec d'autres pays de la région, Madagascar se classe bien en dessous de la moyenne régionale. Cela s'applique tant à la part du budget national consacrée à la santé (9,37% au niveau régional en 2019) qu'à la part dans le PIB (2,36% au niveau régional en 2019). De plus, bien que des fonds aient été alloués en lien avec la pandémie de COVID-19 en 2020, une part substantielle de ces ressources n'a pas été utilisée jusqu'à la fin d'octobre 2020, ce qui souligne des lacunes dans la gestion des ressources.

L'insécurité alimentaire : une situation alarmante

Madagascar est l'un des pays les plus pauvres du monde où **la malnutrition est généralisée**. Entre novembre 2022 et mars 2023, 2,23 millions de personnes résidant dans le Grand Sud et le Grand Sud Est sont classées en insécurité alimentaire aiguë élevée (IPC Phase 3 ou plus), soit 36% de la population analysée dont 252 000 personnes, soit 4%, en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) et 1,97 million en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC).¹⁰⁷

La malnutrition chronique, également connue sous le nom de retard de croissance, résulte de carences nutritionnelles récurrentes survenues au cours des 1 000 premiers jours de la vie. Elle a un impact irréversible sur le développement physique et cognitif des jeunes enfants. Cela peut entraîner des problèmes de réussite scolaire et, à l'âge adulte, se traduire par une moindre productivité physique et intellectuelle. À Madagascar, 47 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique. Ce qui en fait le quatrième taux le plus élevé de prévalence de cette forme de malnutrition¹⁰⁸. La partie sud du pays est particulièrement touchée, avec des pics fréquents.

Un rapport de l'UNICEF sur la Situation Nutritionnelle, l'Insécurité Alimentaire et la Mortalité dans onze districts du Grand Sud-Est met en lumière trois indicateurs clés pour les enfants de 6 à 59 mois : la malnutrition aiguë, la malnutrition chronique et l'insuffisance pondérale. Ces indicateurs sont évalués conformément aux normes établies par l'OMS en 2006¹⁰⁹.

Pour la malnutrition aiguë globale (MAG), mesurée par l'indice de poids sur taille, la prévalence moyenne chez les enfants de 0-59 mois dans les onze districts étudiés est de 6,1

¹⁰⁷IPC analyse de l'insécurité alimentaire aiguë - novembre 2022 - octobre 2023 I

¹⁰⁸ <https://newsmada.com/2023/03/18/sante-la-prevalence-de-la-malnutrition-reste-elevee/>

¹⁰⁹ <https://www.unicef.org/madagascar/media/9846/file/Situation%20nutritionnelle,%20insécurité%20alimentaire%20et%20mortalité%20dans%20le%20Grand%20Sud%20Est%20de%20Madagascar%20.pdf>

%, avec des variations significatives selon les districts. Le district d'Ikongo présente la situation la plus critique, avec un taux de prévalence de 10 %¹¹⁰.

Ci-dessous, l'échelle de classification de la malnutrition aiguë selon l'OMS :

Tableau 11: Classification de la malnutrition aiguë selon l'OMS

Classification	Echelle
Normale	<5%
Précaire (Situation précaire)	5-<10%
Alerte (Situation alarmante)	10-<15%
Critique (Situation de crise)	>=15%

Source : Rapport final 2022 sur la Situation Nutritionnelle, l'insécurité alimentaire et la Mortalité dans les Zones districts des trois régions du Grand Sud-Est (Vatovavy, Fitovinany et Atsimo Atsinanana)

En ce qui concerne la malnutrition chronique, elle est évaluée en fonction de l'indicateur de taille par rapport à l'âge. Presque tous les districts présentent une situation critique selon les critères de l'OMS. Les taux varient de 35 % dans le district de Mananjary à 57,2 % dans le district d'Ifanadiana. Les garçons sont plus vulnérables que les filles, en particulier dans le district de Midongy du Sud.

Tableau 12: Classification de la malnutrition chronique selon l'OMS

Classification	Echelle
Normale	<20%
Précaire (Situation précaire)	20-<29%
Alerte (Situation alarmante)	30-<39%
Critique (Situation de crise)	>=40%

Source : Rapport final 2022 sur la Situation Nutritionnelle, l'insécurité alimentaire et la Mortalité dans les Zones districts des trois régions du Grand Sud-Est (Vatovavy, Fitovinany et Atsimo Atsinanana)

L'insécurité alimentaire est l'une des conséquences d'ordre social et de santé publique du changement climatique que le pays est en train de subir. En effet, la sécheresse, les

inondations, les cyclones et l'augmentation de la température ne sont pas un environnement favorable pour l'élevage mais surtout pour l'agriculture. Les terres perdent en qualité, essentiellement à cause de l'utilisation des engrais chimiques et de la pratique de la culture sur brulis, ce qui rend très difficile la productivité de la culture. La résilience de la population face à cette situation reste très faible, les impacts de la détérioration de l'environnement s'appliquent directement au niveau de leur source de revenu, voire source d'alimentation. S'ajoutant à cela, les réponses aux situations d'urgence sont compliquées compte tenu des états de la route menant vers ces zones victimes, les aides alimentaires s'attardent d'arrivé en situation d'urgence.

La COP 27 a été la première des COP à avoir une journée dédiée à l'agriculture, qui contribue à un tiers des émissions de gaz à effet de serre et devrait être un élément crucial de la solution. L'agriculture familiale figure parmi les projets prioritaires du programme 9.1 du PEM, des perspectives pertinentes en termes d'aménagement de nouvelles superficies rizicoles car l'agriculture reste le premier secteur pourvoyeur d'emplois pour la majorité des jeunes malgaches (Bureau International du Travail, 2017).

Infrastructures défectueuses : Un obstacle à l'accès aux soins de qualité à Madagascar

Les données récentes concernant les Centres de Santé de Base (CSB) et les Hôpitaux Manara-Penitra (HMP) révèlent des avancées notables dans l'amélioration de l'accessibilité aux services médicaux de base pour la population malgache.

En ce qui concerne les Centres de Santé de Base (CSB), les indicateurs témoignent d'une évolution significative depuis 2019. En 2022, leur nombre a atteint 122, dépassant ainsi la cible fixée pour 2021, qui était de 94. Ces chiffres illustrent des progrès prometteurs dans l'extension de l'accès aux soins de base, une avancée vitale pour la population malgache. Cependant, il est crucial de noter que 35 CSB sont encore en cours de construction, révélant que des efforts soutenus sont nécessaires pour atteindre pleinement les objectifs établis. Malgré un taux de réalisation de 88% soit encourageant, maintenir une vigilance constante s'impose pour assurer l'achèvement efficace de ces projets, garantissant ainsi une offre de soins de qualité pour tous les citoyens.

Concernant la construction des nouveaux Hôpitaux Manara-Penitra (HMP), la situation présente des signes positifs. Leur nombre, soit 13, dépasse la référence de 2019 qui était également de 13, atteignant ainsi l'objectif fixé pour 2021.

Toutefois, une ombre plane sur ces réalisations, car il est noté que certains de ces hôpitaux sont achevés à seulement 50%. Cette réalité soulève d'importantes préoccupations concernant la qualité et la fonctionnalité de ces installations pour fournir des soins de santé de qualité. Il est impératif de maintenir un engagement résolu envers l'achèvement de ces HMP pour garantir des soins de santé accessibles et efficaces pour tous les Malgaches. Cependant, derrière ces chiffres encourageants se cachent des défis considérables.

En ce qui concerne les hôpitaux, les normes requises pour leur mise en conformité ne sont pas respectées. Cela concerne diverses installations hospitalières, notamment les chambres d'hospitalisation, y compris celles payantes et haut de gamme. Il englobe également les maisons d'accueil, les salles de divertissement, les jardins, les toilettes, les morgues, les hangars d'hébergement, les cuisines, et les salles d'attente des patients.

De plus, cela inclut les abris pour les gardiens, les logements pour le personnel, les clôtures, les tentes d'isolement, ainsi que d'autres infrastructures nécessaires pour la gestion des épidémies.

Sur les 99 Centres Hospitaliers Régionaux et Départementaux (CHRD), 32 ne disposent pas d'unité chirurgicale, et parmi les 67 CHRD déjà rénovés, seuls 10 respectent les normes¹¹¹.

En ce qui concerne les CSB, certaines infrastructures sont construites avec des matériaux locaux simples. La plupart des bâtiments en dur sont vieux et ne respectent pas les normes. En ce qui concerne les infrastructures administratives au niveau du Service de District de la Santé Publique, la plupart des bâtiments sont vieux et parfois petits, et certains médecins inspecteurs Faible contribution budgétaire à la santé : La part du budget de l'État allouée au secteur de la santé est considérablement en deçà des normes internationales, notamment de l'engagement d'Abuja qui recommande aux gouvernements d'allouer au moins 15% de leur budget total à la santé. À moins de 6,7%, Madagascar est loin de cet objectif. Cette faible contribution budgétaire limite la capacité du secteur de la santé à fournir des services de qualité et à répondre aux besoins de la population.

La corruption dans le secteur de la santé

Dans le secteur de la santé, la corruption est largement répandue et divers facteurs contribuent à cette prévalence. Parmi ces facteurs, on peut citer l'absence ou la faiblesse de règles claires, une réglementation excessive, le manque de responsabilité, les rémunérations insuffisantes et une offre limitée de services médicaux.

Une enquête menée par Transparency International dans les chefs-lieux de province de la Grande Île a mis en lumière les pratiques de corruption courantes dans le secteur de la santé. Ces pratiques incluent comprennent obtention de soins de meilleure qualité en échange de pots-de-vin, le paiement de soins ou de médicaments qui devraient être gratuits, ainsi que des favoritismes. Plus de 40 % des Malgaches interrogés estiment que la corruption est un problème fréquent dans ce domaine¹¹².

Le ministère de la Santé a entrepris des efforts importants pour promouvoir la bonne gouvernance en mettant en place des normes de service à tous les niveaux du système de santé. Cependant, l'application cohérente de ces normes reste un défi en raison du manque de rigueur et de la communication insuffisante sur leur utilité. De plus, les mesures anticorruption, telles que le Comité de Lutte Anticorruption par Direction (CLAD)¹¹³, rencontrent des difficultés opérationnelles en raison d'un manque de compréhension parmi les membres et nécessitent des renforcements de capacités.

Au niveau régional, la coordination et l'harmonisation du système de santé se heurtent à des obstacles majeurs. Ces obstacles comprennent une faible capacité managériale et de leadership, ainsi que des problèmes politiques liés à la politisation de l'administration.

¹¹¹ <https://scorecard.prb.org/wp-content/uploads/2022/03/Plan-de-développement-du-secteur-santé-2020-2024..pdf>

¹¹² <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20211120-madagascar-transparency-international-pointe-la-corruption-dans-le-milieu-de-la-santé>

¹¹³ <https://actu.orange.mg/depeches/>

Les interventions des partenaires techniques et financiers (PTF) ne sont pas toujours alignées sur les priorités locales, ce qui limite l'efficacité des programmes de santé.

En matière de gouvernance et de contrôle, la périodicité des audits financiers est irrégulière, et de nombreuses formations sanitaires ne sont pas auditées en raison d'un manque de personnel formé en audits financiers. De plus, des événements imprévus entravent la supervision, le monitoring et l'audit, ce qui limite la capacité de suivi et de contrôle.

Au niveau du district, la coordination des activités opérationnelles est insuffisante. La mauvaise collaboration avec les autorités locales est l'une des premières entraves à cette coordination. De plus, le manque de formation nuit à la capacité de leadership et de gestion au niveau périphérique.

La corruption reste un problème majeur au sein des formations sanitaires, malgré la mise en place de comités de lutte anticorruption. La gestion des plaintes des usagers est également négligée, en raison d'un manque de sensibilisation et de structures appropriées.

La violence envers les femmes : un appel à l'action

Les Nations Unies définissent la violence à l'égard des femmes comme « tous les actes de violences dirigés contre le sexe féminin, et causant ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté »¹¹⁴

Les femmes malgaches font face à des violences fréquentes au sein d'une société où les hommes détiennent clairement le pouvoir. Les chiffres montrent que 41 % des femmes partagent cette perception, comparativement à 29 % des hommes¹¹⁵. Cela met en évidence la prévalence de la violence conjugale, comme le montre l'enquête MICS de 2018¹¹⁶. Cette enquête révèle que 32 % des femmes ont été victimes de violences physiques depuis l'âge de 15 ans, principalement de la part de leur partenaire actuel (88 %) ou précédent. En outre, selon l'Unicef, 14 % des femmes âgées de 15 à 49 ans ont signalé des violences sexuelles à un moment de leur vie, tandis que 38 % des femmes malgaches ont subi diverses formes de violence, qu'elle soit physique ou sexuelle.

Malgré la mise en place des deux lignes d'assistance (813 pour les Violences Basées sur le Genre (VBG) et la ligne 147 pour les enfants victimes de violence et d'exploitation), ces lignes téléphoniques ne sont pas en mesure de répondre à l'ensemble des appels et manquent de compétences spécifiques pour orienter efficacement les victimes. De plus, moins de la moitié des foyers malgaches possèdent un téléphone, et moins d'une femme sur trois possède un téléphone portable, avec d'importantes disparités régionales, en particulier dans le sud du pays. Les traditions et les normes sociales constituent également un obstacle significatif au signalement des violences.

Bien que l'adoption d'une loi contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) soit un progrès significatif, les faiblesses structurelles et institutionnelles du secteur, ainsi que l'allocation

¹¹⁴ OHCHR, UNFPA, « Connaissez vos droits », Campagne d'éducation, de sensibilisation, et de vulgarisation des Droits de l'Homme sur le thème Tous les Droits de l'Homme pour tous les Malgaches, Série 2 « Droits de la femme malgache », Édition décembre 2018

¹¹⁵ Analyse des situations des femmes et des enfants à Madagascar par l'Unicef en 2021

¹¹⁶<https://www.unicef.org/madagascar/mics2018>

insuffisante de ressources nationales, se traduisent par un manque généralisé de mécanismes pour le signalement, le référencement, la prise en charge et l'assistance des victimes de toutes formes de VBG, y compris les exploitations.

Le fléau du mariage des enfants à Madagascar : obstacle majeur à la lutte contre la pauvreté et l'épanouissement des jeunes filles

À Madagascar, le mariage précoce constitue un sérieux défi plaçant le pays parmi les 20 nations du monde les plus touchées par cette pratique nocive. Non seulement il entrave les rêves et les perspectives d'avenir des jeunes filles, mais il constitue également un obstacle majeur à la lutte contre la pauvreté et entrave la réalisation des objectifs de croissance économique et d'équité. Cette pratique a des répercussions sur l'éducation, la santé des jeunes et de leurs enfants, et en particulier sur la capacité des femmes mariées précocement à subvenir à leurs besoins. Le mariage précoce, en particulier chez les jeunes filles, est souvent suivi d'une grossesse précoce, touchant 36 % des adolescentes de 15 à 19 ans, ce qui les exclut fréquemment des opportunités éducatives et professionnelles, aggravant ainsi leur situation de pauvreté. Les données du recensement général de la population (RGPH3) indiquent que 452 022 filles âgées de 12 à 19 ans sont mariées, dont 21 010 ont entre 12 et 14 ans. Malgré l'interdiction stricte du mariage impliquant un mineur en vigueur depuis 2007 à Madagascar, de nombreuses jeunes filles malgaches sont encore concernées par cette pratique préjudiciable.

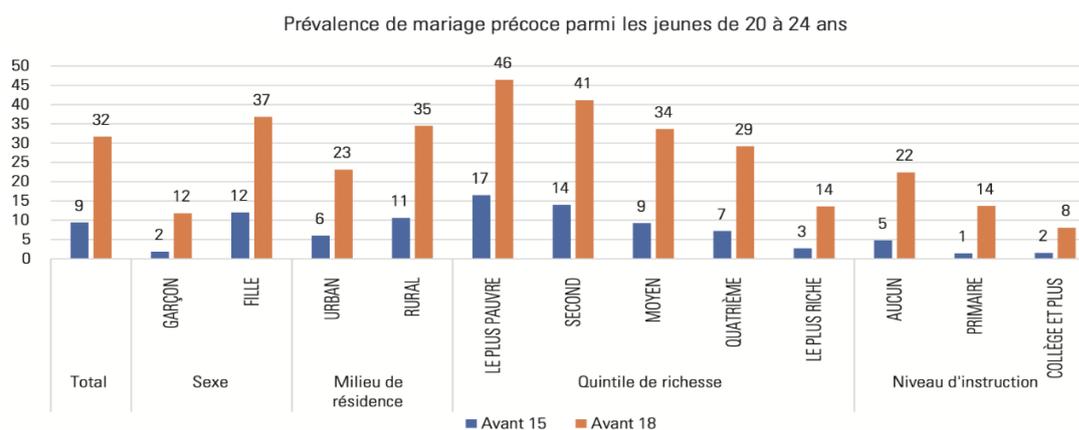


Figure 18: Prévalence de mariage des enfants parmi les jeunes de 20 à 24 ans

Le travail des enfants à Madagascar : défis continus et inégalités criantes

Madagascar continue de faire face à un défi majeur lié au travail des enfants, malgré la ratification de nombreuses conventions et textes interdisant cette pratique sous toutes ses formes.

Des mineurs sont assujettis aux pires formes de travail des enfants, notamment dans la servitude domestique et l'exploitation sexuelle commerciale. Les données révèlent d'importantes inégalités, à la fois selon le sexe des enfants et le type de travail effectué, en particulier en ce qui concerne les travaux dangereux. Près de 36 % des garçons âgés de 5 à

17 ans sont impliqués dans des travaux dangereux, comparativement à 28 % des filles¹¹⁷. Les filles sont souvent assignées aux tâches ménagères, quel que soit leur âge, avec des charges de travail hebdomadaires de 28 heures, 43 heures ou plus, selon la tranche d'âge.

D'autre part, les garçons sont plus fréquemment engagés dans des activités économiques. À l'âge de 12 à 14 ans, 38 % d'entre eux exercent une telle activité pendant au moins 14 heures par semaine, contre 25 % des filles, ce qui les expose à un risque élevé de déviation par rapport à la scolarité. Malgré des avancées récentes sur le plan législatif visant à éliminer cette pratique, le mariage avant l'âge de 18 ans demeure une réalité pour un pourcentage significatif de filles, et dans certaines régions, il touche également les garçons. Madagascar présente l'un des taux de mariage d'enfants masculins les plus élevés au monde, notamment avec 12 % des jeunes hommes âgés de 20 à 24 ans ayant contracté mariage avant l'âge de 18 ans.

La pauvreté et le handicap : un cercle vicieux

Les personnes handicapées affrontent toute une série de difficultés à différentes étapes de leur vie, depuis leur enfance jusqu'à un âge avancé. Ce qui explique notamment leurs faibles revenus. Certains sont touchés par un handicap dès leur enfance, tandis que d'autres peuvent développer un handicap à un âge plus avancé, créant une expérience nouvelle et éprouvante pour eux. La plupart des individus handicapés, ainsi que leurs familles, ont des revenus faibles et instables. En raison des besoins de soins de santé plus élevés pour les enfants en situation de handicap par rapport à d'autres, les inégalités économiques ont tendance à s'aggraver. Cela signifie que pour les familles pauvres, les coûts des traitements et des services médicaux, ainsi que les pertes financières liées au fait de s'occuper d'un enfant malade au lieu de travailler, sont proportionnellement plus élevés que pour les familles plus aisées, ce qui alimente un cercle vicieux de pauvreté et de maladie ou handicap. Les enfants en situation de handicap sont particulièrement vulnérables, car ils sont souvent confrontés à des problèmes de nutrition et de santé, en plus de fréquenter moins l'école. L'analyse du MICS a montré que 57 % des filles handicapées ne sont pas vaccinées, contre 49 % des filles non handicapées, et que 49 % des garçons handicapés souffrent d'un retard de croissance, comparé à 44 % des garçons sans handicap¹¹⁸.

Le risque de handicap est plus élevé pour les personnes vivant dans la pauvreté en raison de leur accès limité aux soins de santé de base et de leur vulnérabilité accrue à la malnutrition et aux maladies pouvant être évitées. De plus, les personnes en situation de pauvreté sont plus susceptibles de résider dans des environnements dangereux ou pollués, caractérisés par des logements de mauvaise qualité et un accès limité à l'eau potable et à l'assainissement. Elles sont également plus exposées à des zones sujettes aux catastrophes naturelles, à une circulation dangereuse et à des taux de violence plus élevés. Par conséquent, le handicap et la pauvreté s'entretiennent mutuellement, contribuant à l'augmentation de la vulnérabilité et de l'exclusion subies par les personnes en situation de handicap dans le monde, créant ainsi un cycle défavorable

¹¹⁷<https://www.unicef.org/madagascar/media/6916/file/Analyse%20de%20la%20situation%20des%20enfants%20et%20des%20femmes%20à%20Madagascar.pdf>

¹¹⁸<https://www.unicef.org/madagascar/documents/mics-6-2018-fonctionnement-de-lenfant>

Le triomphe du football malgache: une ombre sur les autres sports

La récente performance exceptionnelle de l'équipe nationale de football malgache lors de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) en 2019 a suscité de grands espoirs dans le pays. Le football est devenu le symbole de la réussite sportive à Madagascar, avec un soutien croissant du gouvernement. Cette situation a mis en lumière une inquiétante discrimination envers les autres disciplines sportives à Madagascar. Alors que le football bénéficie d'un soutien massif du gouvernement et de l'attention médiatique, les autres sports sont négligés.

En 2019, les joueurs malgaches ont été accueillis en héros à Antananarivo près avoir participé pour la première fois de leur histoire à la CAN en Égypte, atteignant même les quarts de finale. Le président Andry Rajoelina a honoré les joueurs en leur décernant la médaille de Chevalier de l'Ordre National. Le président Rajoelina s'est engagé à investir massivement dans le sport, en particulier dans le football, pour améliorer la visibilité internationale de Madagascar.

Cependant, cette concentration sur le football a laissé d'autres sports dans l'ombre. Les infrastructures sportives destinées au football se multiplient, mais d'autres disciplines sportives sont négligées. Par exemple, le championnat malgache de football a récemment évolué vers la professionnalisation avec la création de l'Orange Pro League, permettant aux joueurs d'être rémunérés, en revanche, les athlètes pratiquant d'autres sports demeurent amateurs.

Dans d'autres domaines sportifs, les athlètes de haut niveau font face à des défis considérables en raison du manque de moyens adéquats. Malgré ces contraintes, ils participent avec détermination aux compétitions internationales, cherchant à préserver l'honneur national et à porter fièrement les couleurs de leur pays.

Ces sportifs d'élite malgaches se distinguent par leur résilience, leur détermination et leur capacité à progresser avec des ressources limitées. Ils sont sélectionnés en fonction de leurs compétences sportives, mais aussi en raison de leur force psychologique et de leur détermination sociologique. Pour accéder à l'élite sportive à Madagascar, il faut s'engager totalement et investir des ressources personnelles dans l'entraînement, tant donné que le soutien financier de l'État est souvent insuffisant. Cette réalité crée une sélection basée sur des facteurs psychosociologiques, excluant ainsi de nombreux licenciés.

Malgré ces défis, nos athlètes de haut niveau continuent de se battre avec courage et passion pour représenter Madagascar sur la scène sportive internationale. Leur ténacité et leur engagement méritent un soutien accru des instances étatiques et sportives nationales. Un exemple éloquent de cette détermination est Tsinjo Rakotomaria, athlète émérite en Jiu Jitsu, qui a eu l'honneur de représenter Madagascar en tant que porte-drapeau lors du récent Championnat du Monde de MMA. Ses exploits ne se limitent pas à cette prestigieuse compétition mondiale, car il a également accumulé un impressionnant palmarès de médailles lors des Championnats d'Afrique ADCC. Il a obtenu une honorable troisième place au niveau mondial en MMA et décroché le titre de Champion d'Afrique en Open Africa.¹¹⁹

¹¹⁹ <https://fr.allafrica.com/stories/202204230274.html>

Malgré ses réussites exceptionnelles, Tsinjo Rakotomaria se trouve dans une situation inégale par rapport à ses pairs athlètes. Il réclame avec justesse les mêmes droits et avantages que ceux accordés aux sportifs de renom, car il représente fièrement les couleurs de son pays dans le domaine des arts martiaux mixtes.

Jusqu'à présent, le parrainage financier dont il a bénéficié provient exclusivement de personnes privées et d'entreprises privées, avec l'encouragement et le soutien de ses entraîneurs, en tant qu'athlète individuel. Pourtant, ses exploits méritent une reconnaissance plus large et un appui institutionnel pour qu'il puisse continuer à briller sur la scène internationale.

Le cas de Tsinjo Rakotomaria soulève des questions cruciales sur l'équité et l'importance de soutenir les athlètes talentueux qui portent haut les couleurs de Madagascar. Pour conclure, le gouvernement fait preuve d'opportunisme dans son appui au sport, en ciblant principalement les disciplines populaires ou celles qui suscitent un grand rayonnement et un fort engouement.

La Précarité des Retraités du Secteur Privé à Madagascar : Défis Économiques et Sociaux

La pension de retraite est un sujet d'importance capitale pour de nombreuses personnes à travers le monde. Elle représente la fin d'une carrière de travail acharné, mais elle est également source de préoccupations pour de nombreux retraités. En effet, la pension de retraite, en particulier celle du secteur privé, soulève des inquiétudes quant à sa capacité à couvrir les dépenses mensuelles et à satisfaire les besoins vitaux des retraités. À Madagascar, un certain nombre de facteurs économiques et sociaux contribuent à rendre la situation des retraités du secteur privé particulièrement difficile.

Aujourd'hui, les retraités du secteur privé à Madagascar perçoivent leur pension de retraite de manière trimestrielle, ce qui signifie qu'ils reçoivent leur allocation financière seulement quatre fois par an. Cette fréquence de paiement crée un véritable défi pour de nombreux retraités, car elle ne permet pas de répondre aux besoins quotidiens ni de couvrir les dépenses mensuelles.

La pension de retraite à Madagascar est calculée en additionnant plusieurs éléments, dont 30 % du salaire minimum d'embauche annuel (SME), 20 % du salaire annuel moyen revalorisé des 10 dernières années précédant la retraite, et 1 % de ce même salaire annuel moyen par période de 4 trimestres constatés au-delà de ces 10 années civiles. Elle ne peut être inférieure à 60 % du salaire minimum d'embauche ni supérieure à 75 % du salaire annuel moyen ayant servi au calcul de la pension, majorations comprises.

La situation économique de Madagascar est un facteur majeur contribuant à la précarité des retraités du secteur privé. En dépit du ralentissement de l'évolution des prix observé entre avril et juin de cette année, l'inflation demeure élevée. La Banque Centrale de Madagascar¹²⁰ a indiqué récemment que l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) a enregistré une hausse de 4,9 % de décembre 2022 à juin 2023. Cette inflation a un impact direct sur le pouvoir d'achat des retraités, car elle entraîne une augmentation des coûts de la vie. Le riz, un aliment de base représentant 18,0 % du panier de consommation, a augmenté de 7,7 % sur la même période. L'inflation sous-jacente, la plus corrélée avec l'évolution de la masse monétaire, se situe à 4,5 %. En glissement annuel, de juin 2022 à juin 2023, les prix à la

¹²⁰<https://www.banky-foibe.mg>

consommation ont augmenté de 11,3 %. Ces chiffres démontrent clairement que les coûts de la vie sont en constante augmentation, ce qui rend encore plus difficile pour les retraités de subvenir à leurs besoins.

La situation économique de Madagascar souligne les défis économiques et sociaux auxquels sont confrontés les retraités du secteur privé. La fréquence trimestrielle de paiement de la pension de retraite ne permet pas de couvrir les dépenses mensuelles et les besoins vitaux des retraités. Même les salariés ayant des moyens limités ne peuvent pas se permettre de satisfaire des besoins de base, comme la consommation quotidienne de produits laitiers, devenue un luxe. En outre, la valeur de la pension de retraite trimestrielle est souvent insuffisante pour assurer une sécurité financière adéquate aux retraités, en contradiction avec le droit à la sécurité sociale consacré par la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Une sonnette d'alarme doit être tirée sur la gestion des fonds de retraite à Madagascar. La CNaPS dispose d'importantes disponibilités financières qui ont permis la construction de complexe sportif à Vontovorona, la participation au niveau d'entreprises privées à participation majoritaires de l'Etat. L'existence des fonds souverains malagasy par ces dispositions légales sont un risque important, une tentation pour les administrateurs du fonds de puiser dans les caisses retraites pour des investissements risqués.

Une évolution majeure des infrastructures sportives

La multiplication des infrastructures sportives est indéniablement un aspect notable du mandat présidentiel en cours. Convaincu de l'impérieuse nécessité de moderniser ces infrastructures, le président a considérablement augmenté le budget du Ministère des Sports, qui n'avait même pas atteint 8 milliards d'ariary l'année précédente.

Cette révolution dans le domaine des infrastructures sportives se caractérise par la construction de stades de football conformes aux normes internationales avec des pelouses synthétiques, la création de deux piscines olympiques et la mise en place de dix-huit gymnases en seulement deux ans¹²¹.

Le projet le plus ambitieux de tous est la rénovation du stade Barea de Mahamasina, qui aura désormais une capacité de 40 880 places. De plus, deux piscines olympiques dotées d'un gradin de 1 000 places seront construites à Toliara et Mahajanga, avec une piscine d'échauffement adjacente. Tout cela a été planifié avec une répartition géographique stratégique pour permettre à toutes les régions de bénéficier de ces infrastructures, conformément aux principes d'équilibre régional énoncés dans la constitution.

En plus du Stade Barea Mahamasina, le Stade Elgeco Plus, situé au By-pass, a été désigné comme le deuxième lieu pour accueillir les matches de football lors de la 11ème édition des Jeux des Iles de l'Océan Indien à Madagascar. Cette tribune a une capacité d'accueil de 4 750¹²² spectateurs et est dotée d'une loge pour les invités, ainsi que de vestiaires conformes

¹²¹ <https://www.presidence.gov.mg/velirano-13-le-sport-une-fierté-nationale/16-aout-2019-ouverture-officielle-du-stade-manarapenitra-de-barikadimy-toamasina-region-antsinanana.html>

¹²² <https://www.presidence.gov.mg/actualites/1975-inauguration-de-la-tribune-centrale-du-stade-elgeco-plus.html>

aux normes pour les joueurs. De plus, une salle de projection cinéma a été aménagée pour permettre aux joueurs de visionner les matches ou de se divertir. Pour faciliter la circulation des visiteurs, un escalator et un ascenseur ont également été installés. Grâce aux infrastructures ainsi mises en place, le stade Elgeco Plus est désormais conforme aux exigences de la CAF et de la FIFA. Ce qui lui permet d'accueillir des compétitions internationales.

Actuellement, à Madagascar, trois stades ont obtenu l'homologation de la FIFA. Ces stades sont le stade de Mahamasina, avant sa rénovation, le complexe de Vontovorona, et le stade Rabemananjara à Mahajanga. Le tout nouveau stade de Barikadimy à Toamasina pourrait devenir le quatrième stade à obtenir cette homologation une fois que la FIFA l'aura validé.

Cependant, des questions subsistent concernant les infrastructures destinées à d'autres disciplines sportives. Malheureusement, Madagascar ne dispose pas encore d'une Politique Nationale de Sport permettant de définir une orientation claire en matière d'infrastructures sportives pour les autres disciplines. Cela soulève des préoccupations quant à la qualité et à la disponibilité des infrastructures pour les sports autres que le football. Les athlètes et les praticiens d'autres disciplines sportives méritent également des installations de qualité pour s'entraîner et concourir au plus haut niveau.

Il est essentiel que Madagascar développe une stratégie globale en matière d'infrastructures sportives, en accordant une attention particulière aux disciplines moins médiatisées. Cela favoriserait non seulement le développement du sport dans le pays, mais aussi la participation active des athlètes malgaches à des compétitions internationale.

Le Palais de la Reine à Antananarivo, patrimoine mondial en péril et controverse en matière de restauration d'édifice culturelle

Le Palais de la Reine, également connu sous le nom de Rova de Manjakamiadana, est un trésor historique et culturel situé au cœur d'Antananarivo, la capitale de Madagascar. Son histoire fascinante et les récents développements qui menacent son intégrité en font un sujet d'importance. La construction du Palais de la Reine s'est déroulée en deux phases majeures au XIXe siècle, un témoignage de l'influence.

Après l'incendie de 1995, le gouvernement malgache a entrepris la restauration du palais en 2006, sous la présidence de Marc Ravalomanana. Les travaux ont porté sur la rénovation des façades et la reconstruction de la toiture. Malheureusement, en 2009, en raison de la crise politique, les travaux ont été brusquement interrompus.

Actuellement, il est malheureusement en train d'être dénaturé en direct sous les yeux des Malgaches et de perdre sa valeur universelle exceptionnelle. En conséquence, son classement au patrimoine mondial de l'UNESCO est désormais compromis. Il s'agit du site où un colisée, s'inspirant du Colisée de Rome, a été construit à l'emplacement de l'ancienne piscine sacrée du roi Andrianampoinimerina. Cette construction est critiquée pour son manque de justification historique et son impact sur le patrimoine existant. De plus, un élément métallique massif, dépassant en taille le palais, est également prévu, bien que sa finalité demeure floue. De plus, les travaux sont menés par une société française, Colas, qui n'a pas d'expertise en restauration de monuments historiques, ce qui pose un risque pour cette reconnaissance prestigieuse. Pour superviser ces travaux sur le Rova d'Antananarivo et le Palais de Manjakamiadana, un comité scientifique composé d'experts en histoire, architecture, et muséologie/archéologie a été mis en place. Aucune réparation,

restauration, ou construction ne peut être entreprise sans son approbation. Cependant, la composition confidentielle de ce comité soulève des préoccupations quant à son indépendance.

3 Recommandations

3.1 Gouvernance

En matière de gouvernance, BAROCI recommande principalement la publication du plan de mise en œuvre de la politique générale de l'Etat, en l'occurrence la publication du Plan Emergence Madagascar.

#	Constats	Recommandations
1	Qualité des politiques publiques et de l'amélioration du service publique	<ul style="list-style-type: none"> • Accroître le rôle de la société civile dans le contrôle de l'action publique au niveau national et au niveau local ; • Adoption de la loi sur l'évaluation des politiques publiques en vue de régulariser le rôle du Parlement dans l'évaluation des politiques publiques et de faire participer les acteurs externes à l'Etat ; • Publication officielle de la PGE en début de mandat après examen par le Parlement ; • Renforcement de la performance des mécanismes de surveillance et de contrôle de l'administration, notamment les sept (7) organes de contrôle des finances publiques¹²³ ; • Mise en place d'une étude d'impact socio-économique obligatoire associée à l'adoption d'une loi.
2	Transparence et lutte contre la corruption	<ul style="list-style-type: none"> • Adoption de la loi sur l'accès à l'information à caractère public pour faciliter l'accès des citoyens aux procédures administratives, documents budgétaires et rapports publics ; • Adoption de la loi sur la protection des lanceurs d'alerte pour lutter contre la corruption • Mettre en place et s'assurer de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des politiques de lutte contre la corruption au sein de chaque ministère ; • PAC : Retour du CSE PAC au dispositif antérieur à la loi Idealson, impartialité dans le

¹²³ Inspection Générale de l'État, Cour des Comptes, Tribunal financier, Commission Nationale des Marchés publics, Contrôle Financier, Agence de Régulation des Marchés Publics, Direction de la Brigade d'Investigation Financière et de l'Audit, Agence de Recouvrement des Avoirs Illicites

#	Constats	Recommandations
		<p>processus de recrutement des magistrats, opérationnalisation du PAC Fianarantsoa, élaboration d'un règlement intérieur au sein du CSE PAC mettant en avant l'esprit de collégialité, professionnalisation des enquêtes de moralité en vue d'une meilleure prise en compte.</p>
3	Centralisation des moyens humains, matériels et financiers, mais également des pouvoirs	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer la mise en place de structures locales de concertation au niveau de toutes les communes et leur participation effective dans l'élaboration et/ou le suivi du plan communal de développement ; • Organiser les élections régionales et celles des fokontany ; • Clarifier le rôle des provinces ; • Maximiser les programmes d'appuis sectoriels et de financement vers les communes à faible ressources de financement local ; • Décentralisation de l'administration au niveau local et dotation de moyens afin que les citoyens puissent lancer les démarches administratives sans se déplacer vers la capitale.
4	Insécurité rurale et urbaine	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les systèmes de contrôle dans les différents secteurs pour lutter contre la criminalité organisée ; • Améliorer le contrôle aux frontières • Recrutement des agents : former uniquement ceux qui sont prêts à devenir des agents de sécurité. Cela permettra d'éviter que les personnes formées mais non recrutées ne deviennent des criminels maîtrisant l'utilisation des armes à feu ; • Numérisation et digitalisation pour accélérer la transmission d'information et le traitement des cas d'insécurité.
5	Qualité de l'environnement médiatique, liberté de presse et accès à l'information	<ul style="list-style-type: none"> • Orientation des politiques de la communication vers la facilitation de la distribution et l'expansion des médias sur toute l'île, notamment dans les zones reculées ; • Mise en place de l'Autorité Nationale de Régulation de la communication médiatisée (ANRCM).

3.2 Économie et infrastructures

Au niveau économique, BAROCI recommande la mise en œuvre d'une politique économique favorisant l'atteinte du plein-emploi mais précisément l'atteinte des objectifs d'emplois décent. Cela consiste à rehausser les revenus, la maîtrise des conditions macroéconomiques (taux de change stable, inflation maîtrisée, recettes fiscales, ...). Mais surtout, il s'agit également de rétablir les infrastructures productives (réseaux électriques, routiers, ..) qui permettront d'acheminer les produits et accroître la production à Madagascar.

#	Constats	Recommandations
1	Pauvreté monétaire, croissance non soutenue, faible capacité de production de	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un environnement favorable aux affaires en vue d'attirer les investissements directs étrangers (IDE) - Renforcement de la gouvernance autour des entreprises publiques ou entreprises à participation majoritaire de l'Etat - Renforcement de la gouvernance autour du fonds routier - Accroissement de la production agricole et d'élevage (formation sur les techniques de production avancées, subventions au niveau des coopératives) - Mise en place d'une banque de développement - Renforcement des dispositifs de suivi et de contrôle au niveau des secteurs stratégique (notamment les mines) - Capitalisation sur les opportunités de marché offert par l'intégration régionale (COMESA, SADC, COI, MCA, ...) - Amélioration de l'accès à l'énergie par le biais des ressources renouvelables - Incitations fiscales, mise en place de système de dénonciation et de recours face aux harcèlements fiscaux - Appui au secteur privé malagasy, renforcement du label « Vita gasy » - Suppression du fonds souverain malagasy
2	Précarité de l'emploi, chômage	<ul style="list-style-type: none"> - Investissement dans le capital humain, notamment sur l'emploi technique et la formation professionnelle

#	Constats	Recommandations
	Informel, refuge des ménages face à la pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de la qualité de l'éducation - Mise en place de pôle emploi pour les jeunes - Mise en place de cadre plus incitative pour promouvoir l'entrepreneuriat national - Lancement de projets de grande envergure créateurs d'emploi - Accompagnement du secteur informel vers la formalisation (incitations fiscales, formation, financements, mise en réseau)
3	Inflation	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des mesures pour le rapatriement des devises - Appui au secteur privé/industrie malagasy en vue d'un remplacement de certains produits d'importations - Libre marché : Vérité des prix moyennant une subvention directe aux ménages les plus défavorisés
4	Faible industrialisation	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'infrastructures propices à l'industrialisation - Création ou formation des ressources humaines locales compétentes - Renforcement du patriotisme économique
5	Accès limité aux financements	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'une banque de développement - Education financière au niveau des écoles - Lancement de programmes de financements à taux favorisé.

3.3 Environnement et ressources naturelles

En matière environnementale, BAROCI insiste sur le renforcement de l'application de la loi ainsi que l'harmonisation des textes de lois.

#	Constats	Recommandations
1	Biodiversité : les espèces sauvages en détresse	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre la campagne de reforestation massive de Madagascar en portant une attention particulière sur les zones enclavées et instaurer un suivi périodique des surfaces reboisés orienté sur l'évolution des jeunes plants ; - Respecter attentivement le calendrier de pluie pour assurer une efficacité optimale de la campagne de reboisement ;

Constats

Recommandations

		<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la capacité des agents publics et de la population locale sur l'identification, la conservation et la protection des espèces sauvages en voie de disparition ; - Mobiliser un appui technique nécessaire en renforcement de capacités aux communautés locales dans la gestion et la conservation durable des surfaces cultivables, des aires protégées et des ressources naturelles renouvelables en vue de la restauration des paysages, des forêts et des mangroves ; - Envisager des alternatives écologiques à l'usage du bois de chauffage ou du charbon par les foyers malgaches pour sauvegarder la richesse des sols cultivables et réduire l'émission du gaz carbonique ; - Enclencher une campagne ciblée de sensibilisation sur les techniques agricoles respectant l'environnement ; - Solutionner les problèmes migratoires ; - Renforcer le contrôle au niveau des limites des territoires des aires protégées ; - Renforcer l'application des lois environnementales dans les contentieux concernant les espèces menacées d'extinction ; - Concevoir des jurisprudences en matière environnementale au niveau des tribunaux ; - Sensibiliser les magistrats aux enjeux liés à la protection des espèces sauvages et à l'essor de la criminalité dont elles font l'objet ; - Mettre en place des modules de formations sur les infractions environnementales au niveau de l'ENMG.
2	Ressources maritimes menacées par sa capacité à accroître l'économie	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les moyens à disposition des entités en charge de la surveillance du littoral ; - Orienter le droit maritime malgache vers la protection des activités de pêche artisanale pour garantir la survie des habitants locaux face au risque de monopolisation des zones littorales par les investisseurs étrangers ou des cas d'éventuels accords de pêche défavorables aux droits des petits pêcheurs ; - Renforcer le suivi du respect des accords de pêche par les investisseurs étrangers ; - Coordonner les actions interministérielles (MEDD-MPEB-MINAE) pour la conservation des ressources halieutiques, faunistiques, floristiques et minières ; - Poursuivre les efforts entrepris dans le développement de l'aquaculture marine et de la pisciculture à grande échelle.

#	Constats	Recommandations
3	Pollution urbaine ingérée: déchets et émission de CO2	<ul style="list-style-type: none"> - Coordonner les actions interministérielles pour la sauvegarde de la qualité de l'air et du sol ; - Poursuivre l'opérationnalisation des centres de traitement de déchets sur l'ensemble du territoire ; - Procéder à l'amélioration de la qualité des services publics en identifiant les lacunes pour prodiguer les formations et moyens nécessaires aux agents publics pour assurer leur efficacité au niveau de chaque commune ; - Mener des campagnes périodiques de sensibilisation pour le recyclage écologique auprès des communautés locales.
4	La face cachée du développement industriel : pollution issue des projets miniers	<ul style="list-style-type: none"> - Consacrer l'étude d'impact environnemental et social comme condition sine qua non de chaque projet d'exploitation de la biodiversité pour garantir un développement à faible niveau d'émissions de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques ; - Identifier les formes de corruption existantes dans la procédure de l'étude d'impact environnemental et social et dans l'octroi du permis environnemental pour entreprendre des mesures coercitives ; - Mettre en exergue et donner une place importante à la consultation de la population locale dans l'évaluation des études d'impact environnemental et social ; - Solliciter une autorité civile indépendante et impartiale de contrôle et de suivi pour observer la bonne conclusion du contrat d'exploitation : vérifier l'absence de clauses léonines dans le contrat, assurer le consentement éclairé de la population locale ; garantir la répartition équitable des avantages et la compensation effective des dommages subis par les habitants locaux en fonction de leurs réclamations dans l'étude d'impact environnemental et social.
5	Le dérèglement climatique : Madagascar une victime	<ul style="list-style-type: none"> - Établir des mécanismes de suivi sur l'opérationnalisation des structures relatives au plan de contingence multirisques multi aléas au niveau des régions cibles ; - Faciliter la mise à disposition d'appuis techniques d'adaptation et d'atténuation ainsi que le financement de mesures compensatoires pour contrebalancer l'impact des aléas climatiques sur les conditions de vie locales ; - Incorporer la prise en compte des mesures de prévention de risque et de catastrophe pour chaque projet d'infrastructure public et privé ; - Promouvoir l'autonomisation des femmes dans tous les domaines prioritaires du changement climatique ; - Intégrer la dimension genre dans la formulation, le suivi, la mise en œuvre des politiques et des

#	Constats	Recommandations
		stratégies en matière de changement climatique ; - Mobiliser des financements afin de renforcer la résilience des femmes.
6	Les défenseurs des Droits humains environnementaux en danger	- Adoption d'une loi sur la protection des défenseurs des droits humains et des lanceurs d'alerte ; - Veiller au respect des Dina établis à l'unanimité par les habitants locaux ; - Augmenter l'effectif des postes avancés et forces de sécurité au niveau communal pour garantir le maintien de l'ordre au sein de la communauté.
7	La sécurité alimentaire : situation alarmante	- Opter pour une politique d'autosuffisance alimentaire spécifique aux besoins de chaque région en privilégiant l'apport qualitatif des produits locaux ; - Réduire les risques et les vulnérabilités générant des besoins humanitaires et des conflits ; - Renforcer la résilience communautaire dans des zones géographiques prioritaires (essentiellement le Sud de Madagascar) ou des domaines prioritaires comme la réduction des risques de catastrophe).

3.4 Social et culture

Sur le volet social, bien que des infrastructures aient été mises en place, BAROCI rappelle l'importance de la valorisation du capital humain. Investir sur les enseignants constitue le premier pas permettant d'assurer la durabilité des effets de la croissance.

#	Constats	Recommandations
1	Non accessibilité aux services de santé de base	- Renforcement de la gestion efficiente des ressources financières du système de santé permettant l'offre de services de santé de qualité - La protection financière de la population à l'utilisation des soins - Amélioration de l'accès universel de la population aux offres de services et soins essentiels intégrés de qualité à tous y compris les enclavés/indigents et stimulation de la demande effective des services essentiels appropriés par la communauté - Mise en place d'un cadrage national en CSU (comités, Stratégie Nationale sur la CSU, stratégie de financement de la santé)

#	Constats	Recommandations
		<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un mécanisme de protection financière en santé pour la population surtout les couches défavorisées - Amélioration de la planification, la coordination des programmes de santé ainsi que le suivi budgétaire (la Capacité institutionnelle pour une prise de décision transparente dans l'établissement des priorités, l'allocation des ressources, et l'analyse de l'impact de la santé sur l'économie nationale, améliorées)
2	Mauvaise qualité de l'éducation, non effectivité de la gratuité	<ul style="list-style-type: none"> - L'allocation adéquate de ressources pour garantir l'accès gratuit à l'éducation du primaire au secondaire - La construction de bâtiments pour les écoles secondaires dans les municipalités - La mise en place d'une politique de formation des enseignants est essentielle pour garantir la qualité de l'enseignement. - Favoriser l'évaluation formative afin de suivre la progression de l'apprentissage année après année, classe après classe - Mise en œuvre de politiques de protection de l'enfance de toute urgence. - Budget alloué à l'Education : 5 % du PIB et au moins 30 % des dépenses publiques - Formation des enseignants - Mise en place d'un mécanisme de contrôle et suivi des enseignants
3	Femme, enfants et jeunes	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place des programmes de sensibilisation à grande échelle pour éduquer la population sur les conséquences de la violence envers les femmes et promouvoir l'égalité des sexes. - Investissement dans le renforcement des lignes d'assistance existantes pour les Violences Basées sur le Genre (VBG) et pour les enfants victimes de violence. Assurez-vous qu'elles sont accessibles, bien formées et capables de répondre aux besoins des victimes. - Extension la couverture des services d'assistance aux régions défavorisées, en particulier dans le sud du pays. Cela devrait inclure la création de centres de soutien pour les victimes.

#	Constats	Recommandations
		<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement l'application de la loi contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) en veillant à ce que les auteurs de ces actes soient tenus responsables de leurs actions. - Sensibilisation de la responsabilité individuelle en incitant les témoins à signaler les cas de violence et en sensibilisant le public sur la nécessité de mettre fin à la culture de la violence.
4	Travail des enfants	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des ressources financières et humaines pour l'application efficace de la législation sur le travail des enfants. Cela pourrait inclure des budgets plus importants pour les agences gouvernementales responsables de la protection de l'enfance. - Élargissement des Programmes de lutte contre le travail des enfants, en mettant l'accent sur la prévention, la sensibilisation, la réintégration des enfants travailleurs dans l'éducation, et le soutien aux familles. - Coordination efficace entre les organismes gouvernementaux, les ONG, les entreprises, les syndicats et d'autres parties prenantes pour maximiser l'impact des programmes de lutte. - Sensibilisation et Éducation continues pour informer les communautés sur les dangers du travail des enfants et promouvoir l'importance de l'éducation. - Application des sanctions contre les employeurs qui recourent au travail des enfants, en dissuadant ainsi cette pratique.
5	Malnutrition	<ul style="list-style-type: none"> - Contribuer aux actions de prévention des maladies des enfants - Promouvoir la prévention des cinq maladies des enfants dans les sites de nutrition communautaire - Contribuer aux actions de prise en charge des maladies des enfants - Distribution de complément nutritionnel (femmes enceintes, femmes allaitantes, élèves, enfants, personnes âgées, personnes en situation d'handicap,...) - Intensification de l'appui aux intervenants pour lutter contre la malnutrition en mettant particulièrement l'accent sur la malnutrition chronique et l'insuffisance pondérale.

#	Constats	Recommandations
6	Exclusion des personnes en situation de handicaps	<ul style="list-style-type: none"> - Planifier l'élaboration d'une Politique du handicap pérenne répondant aux objectifs du développement National - Affirmer la volonté politique de l'initiative d'élaborer le PNIH - Assurer une allocation budgétaire spécifique pour le PNIH - Assurer la gouvernance et le pilotage des actions sur le handicap
7	Faible couverture de la protection sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Révision du système de paiement - Réévaluation des critères de calcul des pensions - Soutien social et financier - Éducation financière - Mesures pour lutter contre l'inflation - Droits à la sécurité sociale - Participation des parties prenantes - Promotion de l'épargne-retraite
8	Besoin de valorisation des autres disciplines sportifs en dehors du football	<ul style="list-style-type: none"> - Diversification des investissements sportifs. - Élaboration d'une Politique Nationale de Sport. - Soutien institutionnel aux athlètes de haut niveau. - Promotion de la diversité sportive. - Encouragement de la formation des entraîneurs. - Engagement de sponsors et du secteur privé.
9	Dégradation des patrimoines culturels, construction controversée	<ul style="list-style-type: none"> - Réévaluation de la construction controversée : - Transparence et expertise du processus de restauration du Palais de la Reine.

#	Constats	Recommandations
	au niveau des sites	<ul style="list-style-type: none">- Réexamen du comité scientifique- Respect de la valeur universelle exceptionnelle- Sensibilisation publique

ANNEXES

Encadré 1 : Les sociétés à participation majoritaire de l'État

Bien que se déclarant un gouvernement libéral, Madagascar dispose d'un certain nombre de participation dans des compagnies.

Nom commercial	Coordonnées	Part de l'Etat malagasy
ADEMA	ADEMA Zone Aviation Générale – Ivato Aéroport B.P 5271 – 101 Antananarivo - Madagascar Tél : +261 20 22 440 42 E- mail : dg@adema.mg site web :www.adema.mg	Aéroports de Madagascar Part de l'Etat : 64,12 %
AIRMAD	AIRMAD 31, avenue de l'Indépendance 101 Antananarivo Madagascar Tél : (+261) 20 22 222 22 Site web :www.airmadagascar.com.mg	Société Nationale des Transports Aériens "Air Madagascar" Part de l'Etat : 89,56%
ARO	ARO Siège social Antsahavola B.P. 42 - 101 Antananarivo - Madagascar Tél : +261 20 22 201 54 Fax : +261 20 22 344 64 E-mail : antsahavola@aro.mg Site web: www.aro.mg	Assurances Réassurances Omnibranche Part de l'Etat : 73,36%
CEM	Caisse d'Epargne de Madagascar (CEM) 21 rue Karija, Tsaralalàna 101 Antananarivo - Madagascar Tel: +261 20 22 222 55 Fax: +261 20 22 308 23 E-mail: contactcem@cem.mg	Caisse d'Epargne de Madagascar Part de l'Etat : 100%

	Site web : www.cem.mg	
Fanjarian'Ala Ambatondrazaka Moramanga	Fanjarian'Ala Ambatondrazaka Moramanga (FANALAMANGA) ANTSIRINALA - 514 Moramanga Madagascar tel : (261) 205 68 31 10	Fanjarian'Ala Ambatondrazaka Moramanga Part de l'Etat : 99,99%
Fonds de Portage et de Privatisation (FPP)	Immeuble ex- SOLIMA 3ème étage - AMPEFILOHA 101 Antananarivo - Madagascar Tél : 020 22 334 09 / 020 22 334 03 Fax : 020 22 334 00 / 020 22 334 06	Fonds de Portage et de Privatisation Part de l'Etat : 100,00%
JIRAMA	JIRAMA 149, Rue Rainandriamampandry B.P 200 - 101 Antananarivo - Madagascar Téléphone: +(26120) 22 200 31 Fax: +(26120) 22 338 06 E-mail: dg@jirama.mg site web : www.jirama.mg	Jiro sy Rano Malagasy Part de l'Etat : 100%
KRAOMITA MALAGASY	KRAOMITA MALAGASY S.A Rue Andrianaivoravelona zanany Ampefiloha BP. 936 - 101 Antananarivo - Madagascar Tel : +261 20 22 243 04 Portable: +261 34 29 816 19 E-mail : kraoma@moov.mg Fax: +261 20 22 246 54	KRAOMITA MALAGASY (mines) Part de l'Etat : 97,1%
MADECO Centre de conférence Ivato	Centre de conférence Ivato Madagascar Estate Company	Madagascar Estate Company Part de l'Etat : 100%
NY HAVANA - Assurances Compagnie d'Assurances et de Réassurances	NY HAVANA Immeuble NY HAVANA - Zones des 67 Ha BP 3881 - 101 Antananarivo - Madagascar Tél : +(261 20) 22 276 39 Fax : +(261 20) 22 668 71 Portable : + (261) 34 07 220 30	Compagnie d'Assurances et de Réassurances NY HAVANA Part de l'Etat : 47,61%

	Site web : www.nyhavana.mg	
SIRAMA - Société Siramamy Malagasy	Rue de Belgique Isoraka BP 1633 - 101 Antananarivo - Madagascar	Plantation et transformation de canne à sucre Société Siramamy Malagasy (SIRAMA) Part de l'Etat : 74,40%
SEHI	Centre de conférence Ivato	Société d'Exploitation Hotellière d'Ivato Part de l'Etat: 100%
SEPT Société d'Exploitation du Port de Toamasina (SEPT)	BP 492 - 501 Toamasina - Madagascar	Société d'Exploitation Portuaire Part de l'Etat : 100%
SIDEMA - Machinisme agricole Société pour le Développement du Machinisme Agricole (SIDEMA)	Siège Camp Militaire Soanierana BP 14 - 101 Antananarivo - Madagascar	Société pour le Développement du Machinisme Agricole Part de l'Etat : 73%
SEIMAD -	Immobiliers SEIMAD 24,26 rue Refotaka - Tsaralalana 101 Antananarivo - Madagascar Tél : + (261 20) 22 202 98 Fax : + (261 20) 22 217 21 E-mail: seimad_dico@moov.mg Site web : www.seimad - immo.mg	Société d'Equipement Immobilier de Madagascar Part de l'Etat : 97,99 %
SIRANALA - Société Siramamin'Analaiva	Villa Voahangy Sud CSBII Morondava Centre BP 619 Tél : +(261) 34 31 933 01	Plantation et transformation de canne à sucre Part de l'Etat : 65%
SEPT Société d'Exploitation du Port de Toamasina (SEPT)	BP 492 - 501 Toamasina - Madagascar	Société d'Exploitation Portuaire Part de l'Etat : 100%
SONAPAR Société Nationale de Participations (SONAPAR)	Immeuble SONAPAR - Kube C 6ème étage BP 719 Parc d'activité Galaxy Andraharo 101 Antananarivo - Madagascar Tél : +261 20 23 308 07 E-mail: sonapar@moov.mg Site web: www.sonapar.mg	Société Nationale de Participations Part de l'Etat : 56,76%
SOAVOANIO - Agro-alimentaire Société	BP : 96 - 208 Sambava - Madagascar	Société Sambava Voanio Part de l'Etat : 79,41%

Sambava Voanio (SOAVOANIO)	Tél : +(261) 32 04 871 40 +(261 20) 88 921 75/ 88 920 57/ 88 921 73	
SMMC - Transport maritime Société Malgache de Manutentions des Marchandises Conventionnelles (SMMC)	BP 529 - 501 Toamasina - Madagascar	Société Malgache de Manutentions des Marchandises Conventionnelles Part de l'Etat : 100%
SIDEMA - Machinisme agricole Société pour le Développement du Machinisme Agricole (SIDEMA)	Siège Camp Militaire Soanierana BP 14 - 101 Antananarivo - Madagascar	Société pour le Développement du Machinisme Agricole Part de l'Etat : 73%
SMH - Hotellerie Société Malgache d'Hôtellerie (SMH)	Rue Pierre Stibbe - Anosy - BP : 959 101 Antananarivo - Madagascar	Société Malgache d'Hôtellerie Part de l'Etat : 46%
SMATP - Travaux publics SOCIETE SINO MALGACHE DES TRAVAUX PUBLICS (SMATP)	Zone Industrielle Nord - Akoronrano 101 Antananarivo - Madagascar Tél : +(261 20) 22 316 42	SOCIETE SINO MALGACHE DES TRAVAUX PUBLICS Part de l'Etat : 30%
SIRAMA - Plantation et transformation de canne à sucre Société Siramamy Malalgasy (SIRAMA)	Rue de Belgique Isoraka BP 1633 - 101 Antananarivo - Madagascar	Société Siramamy Malalgasy Part de l'Etat : 74,40%
SPAT - Gestion de port Société du Port à Gestion Autonome de Toamasina (SPAT)	Enceinte Portuaire, boulevard Ratsimilaho, Ampasimazava Est 501 Toamasina - Madagascar E-mail: spat@port-toamasina.com Site web: www.port-toamasina.com	Société du Port à Gestion Autonome de Toamasina Part de l'Etat : 100%
SOTHEMAD - Société de Participation SIDEXAM (exploitation théicole) Société Théicole de Madagascar (SOTHEMAD)	Sahambavy - Lalangina 301 Fianarantsoa - Madagascar	Société Théicole de Madagascar Part de l'Etat : 100%
ZAHAMOTEL (SEIXEHO-ZAHAMOTEL) -	Hotellerie Société d'Etudes Immobilières et d' Exploitation	Société d'Etudes Immobilières et d'

	Hôtelière - "ZAHA MOTEL" (SEIXEHO-ZAHAMOTEL) 7, Avenue de l'Indépendance -101 Antananarivo - Madagascar	Exploitation Hôtelière Part de l'Etat : 50,78%
NTD - Hotellerie National Tourism Development (ex-CCM) Madagascar	Lot II A 42 Ter, Antaninandro 101 Antananarivo -	National Tourism Development (ex-CCM) Part de l'Etat : 98,18%

Des sociétés d'Etat endettés

- Cas de la JIRAMA

Chaque année, 17% des ressources internes de l'État sont englouties par la JIRAMA.

- De 2015 à 2018, 1 300 milliards de subventions ont été octroyées à la JIRAMA¹²⁴ ;
- 255 milliards d'ariary en 2019¹²⁵ ;
- 866 milliards d'ariary en 2020 avec le scandale des primes pour les responsables ;
- 381 milliards pour 2021¹²⁶ ;
- 500 milliards en 2022¹²⁷
- 773 milliards pour 2023 dont 441 milliards d'ariary déjà versés au premier trimestre¹²⁸.

Entre 2019 et 2022, la JIRAMA a reçu une subvention d'environ 2275 milliards d'ariary¹²⁹ et pour cette année 2023, l'Etat prévoit une subvention de 637 milliards d'ariary à la JIRAMA¹³⁰ et malgré cela une demande de prêt par bon de trésor a été avancée par les responsables en dépit des subventions habituelles.

La plupart des sociétés à participation majoritaires de l'État sont confrontées à des dettes qui frôlent les 6.000 milliards d'ariary¹³¹ pour l'année 2022. La moitié de cette somme

¹²⁴ UNICEF « Analyses budgétaires des secteurs sociaux axes sur les enfants à Madagascar », note d'information N° 2021.01, décembre 2021

¹²⁵ Loi de finances initial 2019, Tome I

¹²⁶ PLFR 2021

¹²⁷ PLFR 2022

¹²⁸ Discours de Madame Ministre de l'économie et des finances Rindra hasimbelo RABARINIRINASON, distribution des aide aux victimes du cyclone Fredie , salle ministères des affaires étrangères

¹²⁹ PLFR 2019 à 2022

¹³⁰ PLFI 2023

¹³¹ Registres de passifs de l'Etat, site officiel MEF, Avril 2022

concerne la Jirama avec un arriéré d'environ 3.317 milliards d'ariary suivi de l'air Madagascar avec un passif de 771 080 144 333¹³² et de l'assurance aro avec ces 483 121 034 505¹³³ Le ratio d'endettement de la Jirama est d'environ 63%, celui de l'Aro environ 68% un taux élevé montrant la situation difficile et une dette non viable pour ces sociétés d'Etat nécessitant l'aide de l'Etat pour continuer subvenir à ses missions .

Tableau 18 : Dette des sociétés à participation majoritaire de l'Etat 2022 - en Milliards MGA

Sociétés d'Etat	Passifs courants non	Passifs courants	total
Adema	39 224 913 614,68	16 546 309 877,63	55 771 223492
Airmad	230 164 760 569,96	540 915 353 764,93	771 080 114 333
SMMC	21 479 508 022,31	39 775 924 056,16	61 255 432 078
ARO			483 121 034 505.12

Source : http://www.tresorpublic.mg/?page_id=214&content=temp&type=statistique

¹³² Etat financiers AIRMAR 2021,
http://www.tresorpublic.mg/?page_id=214&content=temp&type=statistique

¹³³ Etat financiers ARO
 2022,http://www.tresorpublic.mg/?page_id=214&content=temp&type=statistique

Cadre logique du PEM

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.1 : Renforcement de l'Armée face à ses missions	Nombre de nouvelles Bases Opérationnelles Avancées (BOA) et de Détachements Spéciaux de Sécurité (DSS) construits et équipés	30	9	Rapport de restitution PGE Premier Ministre p8	5 BOA mis en place: Tsaratanana, Iakora, Ambatofinandrahana, Ankilizato, Morafenobe 4 DSS: Vondrozo, Amboasary Atsimo, Befotaka, Ambohimahasoa
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.1 : Renforcement de l'Armée face à ses missions	Nombre d'unités opérationnelles (compagnies standardisées à 80 PAX et unités spécifiques)	56	N/D	BANI forces armées	La BANI et la BATAC ont été fusionnés en BA 213. Dans cette base, il y a un détachement opérationnel à Antsohihy (Nord) et Ihosy dans le Sud non opérationnels. Opérationnel : (transport, compagnie de protection, moyens généraux, ...)
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.1 : Renforcement de l'Armée face à ses missions	Nombre de nouveaux aéronefs (avions, hélicoptères) opérationnels	10	9		5 CESSNA et 4 hélicoptères
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.1 : Renforcement de l'Armée face à ses missions	Nombre de drones opérationnels	20	0		Pas de drones

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.1 : Renforcement de l'Armée face à ses missions	Nombre de nouveaux moyens navals (patrouilleurs hauturiers, vedettes moyenne mer, intercepteurs moyenne mer et vedettes côtières) opérationnels	8	23	Marine	4 OPV (Patrouilleurs de hautes mer) 14 vedettes moyenne en mer 7 intercepteurs
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.1 : Renforcement de l'Armée face à ses missions	Nombre de sémaphores opérationnels	4	N/D		Définiton sémaphore: Poste de signalisation établi sur une côte pour communiquer avec les navires en vue.
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.2 : Protection des Institutions, des personnes et des biens dans le respect des lois et règlements en vigueur par la gendarmerie nationale	Nombre de nouveau Groupement créé	1	N/D	Rapport de restitution PGE Premier Ministre p8	Information non renseignée dans le rapport PGE
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.2 : Protection des Institutions, des personnes et des biens dans le respect des lois et règlements en vigueur par la gendarmerie	Nombre de nouveau Compagnies au niveau District	40	3	Rapport de restitution PGE Premier Ministre p8	3 mis en place:Ikalamavony, Amboasary Atsimo, lakora

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
	nationale					
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.2 : Protection des Institutions, des personnes et des biens dans le respect des lois et règlements en vigueur par la gendarmerie nationale	Nombre de nouvelles Brigades au niveau Commune	90	N/D		
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.2 : Protection des Institutions, des personnes et des biens dans le respect des lois et règlements en vigueur par la gendarmerie nationale	Nombre de nouveaux Centres Spéciaux Aguerrissement Opérationnel (CSAO)	16	5	Rapport de restitution PGE Premier Ministre p8	5 CSAO mis en place : Malaimbandy Mahabo , Beroroaha, Beravina Morafenobe , Ranotsara Atsimo, Imanombo Ambovombe
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.2 : Protection des Institutions, des personnes et des biens dans le respect des lois	Nombre de nouvelle Brigade Anti-Kidnapping (BAK)	1	1	https://www.gendarmerie.gov.mg/index.php/organigramme/	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
	et règlements en vigueur par la gendarmerie nationale					
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.2 : Protection des Institutions, des personnes et des biens dans le respect des lois et règlements en vigueur par la gendarmerie nationale	Nombre de nouvelles Brigades Routière Spéciale (BRS)	12	3	Rapport de restitution PGE Premier Ministre p8	3 BRS mis en place (i) SAHAMAMY, RN2 Brickaville, (ii) Ambalamanakana RN7 Ambositra (iii) Analakiinina RN34 Miandrivazo
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.2 : Protection des Institutions, des personnes et des biens dans le respect des lois et règlements en vigueur par la gendarmerie nationale	Nombre de nouveau Centre National d'Entrainement Spécifique de la GN (CNESGN)	1	3	Rapport de restitution PGE Premier Ministre p8	3 BRS mises en place : (i) SAHAMAMY, RN2 Brickaville, (ii) Ambalamanakana RN7 Ambositra (iii) Analakiinina RN34 Miandrivazo
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.3 : Renforcement de la sécurité publique par la police nationale	Nombre des Commissariats construits et/ou réhabilités pour les Directions Régionales de la Sécurité Publique	22	11	Rapport de restitution PGE Premier Ministre p9	2 commissariats mis en place: Ambohimahasoa, Vondrozo

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.3 : Renforcement de la sécurité publique par la police nationale	Nombre de bâtiments construits pour les directions régionales de la Sécurité Publique	22	23		
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.3 : Renforcement de la sécurité publique par la police nationale	Nombre de commissariat réhabilités	19	2	Rapport de restitution PGE Premier Ministre 2021 p8	Commissariat Ambohimahaso et Vondrozo
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.3 : Renforcement de la sécurité publique par la police nationale	Nombre de commissariat construits	42	16	Rapport de restitution PGE Premier Ministre 2022 p17	16 nouveaux commissariats construits et en cours de construction sur les districts
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.3 : Renforcement de la sécurité publique par la police nationale	Nombre des Postes de Police implantés	22	3		
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.3 : Renforcement de la sécurité publique par la police nationale	Nombre des Elèves recrutés	3650	2800	http://www.midi-madagasikara.mg/faits-divers/2021/10/30/eniap-antsirabe-1500-eleves-agents-et-inspecteurs-de-police-a-recruter-en-	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
					2022/	
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.3 : Renforcement de la sécurité publique par la police nationale	Nombre des Brigades Féminines implantées	22	1	Ministère de la Sécurité Publique	Brigade mixte existant et non brigade féminine
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.3 : Renforcement de la sécurité publique par la police nationale	Nombre des sections anti-kidnapping	7	1	SEG	1 brigade anti-kidnapping installé en février 2020
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.3 : Renforcement de la sécurité publique par la police nationale	Nombre des motos acquis	700	541	Rapport de restitution PGE Premier Ministre p9	
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.3 : Renforcement de la sécurité publique par la police nationale	Nombre des nouvelles voitures acquises	197	34	Rapport de restitution PGE Premier Ministre p9	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.4 : Amélioration de l'accessibilité à la justice	Nombre de nouveaux palais de justice construits et opérationnalisés	5	6	Ministère en charge de la Justice/DPSE	Tribunaux de Première Instance : Besalampy ; Ambilobe ; Beloha-Tsitibihina ; Sambava et Sainte-Marie (en cours).
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.4 : Amélioration de l'accessibilité à la justice	Nouveau bâtiment de l'ENMG construit	1	0	Ministère en charge de la justice	Temporairement suspendu en raison du choix de déplacer l'ENMG sur le site de Soamandrakizay.
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.4 : Amélioration de l'accessibilité à la justice	Nouveau bâtiment construit pour abriter la Cour Suprême et la Cour d'Appel d'Antananarivo	1	0	Ministère en charge de la justice	L'option de délocalisation des Cours d'Appel est fort probable et non la construction d'un nouveau bâtiment abritant la Cour Suprême (celle-ci étant relativement récente).
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.4 : Amélioration de l'accessibilité à la justice	Nombre de nouvelles Maisons centrales construites	7	4	Ministère en charge de la justice	En 2019 : Construction de nouvelles maisons centrales, notamment à : Antananarivo Avarandrano ; Féérie-Est ; Ambositra ; Amboasary Atsimo. N.B : 2 maisons centrales sont en cours d'opérationnalisation/finalisation, il 'sagit de celle de Fianarantsoa et de Beloha-Tsiribihina. En ce qui concerne la maison centrale de Sainte-Marie, sa construction était censée débiter fin 2020 mais elle est actuellement en relance de marché.
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.4 : Amélioration de l'accessibilité à la justice	Nombre de nouvelles prisons de haute sécurité et de Maisons de force construites	3	4	Minsistère de la Justice/DPSE	Maisons de force : Toamasina et Ihosy "Ikelivondraka" / Imeritsiantosika Arivonimamo (Travaux supplémentaires)

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.4 : Amélioration de l'accessibilité à la justice	Nombre des infrastructures pénitentiaires réhabilitées	5	3	Ministère en charge de la justice	Maisons de force : Toamasina et Ihosy "Ikivondraka" / Imeritsiantosika Arivonimamo (Travaux supplémentaires)
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.4 : Amélioration de l'accessibilité à la justice	56 TPI équipés en matériels nécessaire à l'entrée à l'e-gouvernance	42	20	Minsistère de la Justice/DPSE Ny Fanjakana ho an'ny Daholobe/Union Européenne	20 juridictions informatisées (TA, TPI, TF) Objectif : Mise en place d'un identifiant numérique. Projet avec la Banque Mondiale : ProDigi Actuellement, il est à noter la dotation pour six sites pilotes : les 6 Tribunaux de première instance (TPI) au niveau des chefs-lieux de Provinces. L'opérationnalisation de ces logiciels de traitement doit s'accompagner de formations et d'assistance.
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.5 : Soutien à la promotion de la démocratie	Tenue des élections législatives	1	1	Ministère en charge de l'intérieur	
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.5 : Soutien à la promotion de la démocratie	Tenue des élections communales	1	1		
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.5 : Soutien à la promotion de la démocratie	Tenue des élections sénatoriales	1	1		

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.5 : Soutien à la promotion de la démocratie	Tenue des élections communales partielles (Maires, organes délibérants)	1	0	CENI	
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.5 : Soutien à la promotion de la démocratie	Tenue des élections provinciales et régionales (Chef de l'Exécutif et organes délibérants)	0	0	CENI	Mise en place à la place de 23 Gouverneurats
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.5 : Soutien à la promotion de la démocratie	Tenue de l'élection présidentielle	0	0		Malgré les dissensions et les incertitudes autour de l'organisation des élections présidentielles 2023, un processus est en cours
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.6 : Contribution à l'amélioration et au renforcement de la gouvernance sécuritaire	Nombre de dispositifs territoriaux de sécurité mis en place sous l'encadrement de l'OMC (Voamieran'ny fandriam-pahalemena, andrimasom pokonolona, auto-défense villageoise)	178	175		1 OMC Nat et 23OMC régionaux + 151 OMC districts mis en place et opérationnel
VELIRANO 1 : LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, UNE PRIORITÉ	Programme 1.6 : Contribution à l'amélioration et au renforcement de la gouvernance sécuritaire	Nombre des instruments juridiques relatifs à l'amélioration de la gouvernance sécuritaire et l'exercice des libertés publiques élaborés et vulgarisés (textes législatifs et réglementaires)	15	0		

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 2. ENERGIE ET EAU POTABLE POUR TOUS	Programme 2.1 Electrification nationale	Puissance installée (Démarriage construction) (MW)	1320	779,3	http://www.energie.mg/electricite/puissance.html	50MW installés sur les nouvelles installations
VELIRANO 2. ENERGIE ET EAU POTABLE POUR TOUS	Programme 2.1 Electrification nationale	Longueur de ligne (km)	1880	3615 (MT) + 6546 (BT)	MIN ENERGIE, JIRAMA	
VELIRANO 2. ENERGIE ET EAU POTABLE POUR TOUS	Programme 2.1 Electrification nationale	Nouveaux branchements réalisés	225000	13737	MIN ENERGIE, JIRAMA	25 000 nouveaux compteurs arrivés à la JIRAMA. 170 000 ménages inscrits au branchement Mora avec un frais d'installation de 30 000 Ariary, dont 70 000 ménages ont payés les frais. Le compteur est ainsi livré avec des kits dont un fil de 30 mètres, une lampe LED, des prises sur lesquelles des écrans télé peuvent être branchés, ainsi qu'un crédit de 10 KW livré à l'installation. Chaque ménage devra toutefois acheter 9 500 ariary de crédit par mois pour pouvoir continuer à bénéficier de l'électricité, une fois que les 10KW offerts sont épuisés.
VELIRANO 2. ENERGIE ET EAU POTABLE POUR TOUS	Programme 2.1 Electrification nationale	Nombre de kits solaires dotés	150000	N/D	MIN ENERGIE, JIRAMA	L'Etat a prévu de distribué 1 millions de kits solaires en mars 2023. La suspension de la subvention des pétroliers a été prévu pour financer la distribution de 1 millions de kits solaires pour un prix réduit de 5000 Ariary le kit.
VELIRANO 2. ENERGIE ET EAU POTABLE POUR TOUS	Programme 2.1 Electrification nationale	Nombres de ménages électrifiés par Système Solaire Domestique (SSD)	11684	N/D	MIN ENERGIE, JIRAMA	nombre de ménages électrifiés par système solaire domestique non disponibles Estimation des ménages bénéficiants en tout des

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
						nouvelles installations : 1 500 000 ménages
VELIRANO 2. ENERGIE ET EAU POTABLE POUR TOUS	Programme 2.1 Electrification nationale	Nombre d'unités de production d'éthanol mis en place	3	N/D	MIN ENERGIE, JIRAMA	<p>La construction d'une usine de fabrication d'éthanol à Ambilobe a commencé. Cette usine est implantée plus précisément à Beramanja.</p> <p>✦ Lors d'une descente de la direction de l'énergie et de l'hydrocarbure (DIEH) Antsiranana sur les lieux, on constate que les travaux sont au stade de terrassement.</p> <p>✦ Ce n'est pas la première fois qu'on projette de construire une usine de fabrication d'éthanol à Ambilobe. En 2019, "Malagasy Éthanol" a déjà annoncé son implantation dans la commune rurale de Matsaborilaidama.</p>
VELIRANO 2. ENERGIE ET EAU POTABLE POUR TOUS	Programme 2.1 Electrification nationale	Taux de pénétration des foyers améliorés	50%	38%	MIN ENERGIE, JIRAMA	<p>33,7 % des ménages malgaches ont un accès à l'énergie: https://www.banquemonddiale.org/fr/news/press-release/2023/04/07/madagascar-afe-set-to-expand-access-to-renewable-energy-and-digital-services-thanks-to-400-million-credit</p>
VELIRANO 2. ENERGIE ET EAU POTABLE POUR TOUS	Programme 2.2 Accès à des produits pétroliers à un prix compétitif	Nombre de construction de nouveaux bacs dans les circonscriptions pétrolières	4	1	MINISTERE DES HYDROCARBURES	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 2. ENERGIE ET EAU POTABLE POUR TOUS	Programme 2.2 Accès à des produits pétroliers à un prix compétitif	Nombre de ports pétroliers réhabilités	3	0	MINISTERE DES HYDROCARBURES	
VELIRANO 2. ENERGIE ET EAU POTABLE POUR TOUS	Programme 2.2 Accès à des produits pétroliers à un prix compétitif	Nombre de nouveaux titulaires de licence de produits aviation	3	1	MINISTERE DES HYDROCARBURES	Total est le seul à avoir une licence de produits aviation : http://www.omh.mg/index.php??idm=5&CL=titlic
VELIRANO 2. ENERGIE ET EAU POTABLE POUR TOUS	Programme 2.2 Accès à des produits pétroliers à un prix compétitif	Nombre des nouveaux Districts desservis par des points de vente	7	N/D	MINISTERE DES HYDROCARBURES	
VELIRANO 2. ENERGIE ET EAU POTABLE POUR TOUS	Programme 2.2 Accès à des produits pétroliers à un prix compétitif	Nombre de nouveaux postes d'emplissage de faible volume	14	N/D	MINISTERE DES HYDROCARBURES	
VELIRANO 2. ENERGIE ET EAU POTABLE POUR TOUS	Programme 2.2 Accès à des produits pétroliers à un prix compétitif	Nombre de nouvelles unités de traitement de déchets hydrocarbures	3	1	MINISTERE DES HYDROCARBURES	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 2. ENERGIE ET EAU POTABLE POUR TOUS	Programme 2.3 Alimentation en eau potable	Nombre de forages avec mini réseau à réaliser dans le Grand Sud	863	N/D	MEAH	
VELIRANO 2. ENERGIE ET EAU POTABLE POUR TOUS	Programme 2.3 Alimentation en eau potable	Nombre de forage avec mini réseau et unité de désalinisation dans l'Extrême Sud	284	N/D	MEAH	
VELIRANO 2. ENERGIE ET EAU POTABLE POUR TOUS	Programme 2.3 Alimentation en eau potable	Nombre de forages dans le sous-écoulement de la rivière souterraine Bemamba avec les ouvrages de transports et de distribution	8	N/D	MEAH	<p>Bilan de l'adduction en eau potable de 2019 à 2022 : plus de deux millions de nouveaux bénéficiaires</p> <p>En 2019, l'État par le biais du Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, a priorisé une stratégie d'adduction en eau potable qui vise à desservir les localités les plus peuplées. La desserte des autres localités s'est faite en collaboration avec les partenaires.</p> <p>Pour rappel, avant 2019 plus de la moitié de la population Malagasy n'a pas eu accès à l'eau potable et l'évolution du taux enregistré a tourné autour de 1%.</p> <p>Cette nouvelle stratégie a permis, entre autres, d'augmenter de 9,3%, ou 2 268 080 de nouveaux bénéficiaires, le taux d'accès à l'eau potable entre 2019 et 2022. C'est en 2022 que ce taux a connu une hausse considérable à raison de 3,1%.</p> <p>Vers la fin de l'année 2022, 52% de la population Malagasy bénéficient désormais de l'eau potable et les travaux pour la réalisation du Velirano N°2 : « Eau pour tous » du Président de la République se</p>

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
						poursuivent.
VELIRANO 2. ENERGIE ET EAU POTABLE POUR TOUS	Programme 2.3 Alimentation en eau potable	Nombre des ouvrages de transports et de distributions de l'AEP par système gravitaire « Tarantsy – Ambovombe »	9	N/D	MEAH	
VELIRANO 2. ENERGIE ET EAU POTABLE POUR TOUS	Programme 2.3 Alimentation en eau potable	Nombre de chefs-lieux de districts disposant de réseaux d'eau potable fonctionnels	98	4	MEAH	
VELIRANO 2. ENERGIE ET EAU POTABLE POUR TOUS	Programme 2.3 Alimentation en eau potable	Nombre de chefs-lieux de communes, non chefs-lieux de District, disposant des systèmes d'AEP fonctionnels	911	18	MEAH	
VELIRANO 2. ENERGIE ET EAU POTABLE POUR TOUS	Programme 2.3 Alimentation en eau potable	Nombre de Fokontany, non chefs-lieux de Communes, disposant des systèmes d'AEP fonctionnels	2129	N/D	MEAH	
VELIRANO 2. ENERGIE ET EAU POTABLE POUR TOUS	Programme 2.4 Hygiène et assainissement	Schémas directeurs réalisés	55	N/D	MEAH	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 2. ENERGIE ET EAU POTABLE POUR TOUS	Programme 2.4 Hygiène et assainissement	Nombre de latrines basiques construites	704813	546671	MEAH	
VELIRANO 2. ENERGIE ET EAU POTABLE POUR TOUS	Programme 2.4 Hygiène et assainissement	Nombre de centres de traitement de déchets solides construits	15	N/D	MEAH	
VELIRANO 2. ENERGIE ET EAU POTABLE POUR TOUS	Programme 2.4 Hygiène et assainissement	Nombre de centres de traitement de boues de vidanges construits	10	N/D	MEAH	
VELIRANO 2. ENERGIE ET EAU POTABLE POUR TOUS	Programme 2.4 Hygiène et assainissement	Nombre de grandes villes disposant d'un système de ramassage des ordures	67	N/D	MEAH	
VELIRANO 3 : LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE RENFORCEMENT DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme 3.1 : Lutte contre la corruption	Nombre de nouveaux Pôles Anti-Corruption équipés de matériel adéquat et suffisant	5	2	Ministère en charge de la justice + CSI	PAC Mahajanga opérationnel. En ce qui concerne le PAC Fianarantsoa, un renouvellement des magistrats PAC sont en cours
VELIRANO 3 : LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE RENFORCEMENT DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme 3.1 : Lutte contre la corruption	Nombre de provinces ou dispositifs anti-corruption et anti-rabatteurs installés auprès des Cours d'Appels et TPI	2	N/D	PAC/CSI	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 3 : LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE RENFORCEMENT DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme 3.1 : Lutte contre la corruption	Budget alloué à la lutte contre la corruption (en milliard d'ariary)	130	19	LFR 2022	En milliers d'ariary LFR 2022 BIANCO 8 728 810 Ar CSI 1 937 149 Ar SAMIFIN 2 566 311 Ar ARAI 1 489 548 Ar PAC 4 727 301 Ar Total 19 449 119 Ar
VELIRANO 3 : LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE RENFORCEMENT DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme 3.1 : Lutte contre la corruption	Nombre de centres IVOTORO créés	15	2	Ministère en charge de la communication	Mise en place de réseau de correspondant régional IVOTORO à Mahajanga
VELIRANO 3 : LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE RENFORCEMENT DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme 3.1 : Lutte contre la corruption	Nombre de comité national et de comités régionaux pour le développement de la déontologie et de la bonne conduite dans l'administration publique mise en place	15	N/D	MTEFPLS	
VELIRANO 3 : LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE RENFORCEMENT DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme 3.2 : Amélioration de l'efficacité de l'administration	119 Unités opérationnelles (modules) "e-hetra" du SAFI opérationnels jusqu'à 2023	113	1	MEF	A ce jour, seuls les contribuables de la DGE et des SRE sont éligibles aux téléprocédures. https://e-hetra.impots.mg
VELIRANO 3 : LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE RENFORCEMENT DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme 3.2 : Amélioration de l'efficacité de l'administration	Nombre de boursiers et enseignants FRAM ayant accès au paiement digitalisé	185000	185 Milles et plus (140 582 MEN + nombre de boursiers non	Unité de Gouvernance digitale Annuaire statistique MESUPRES	140 582 bénéficiaires au niveau du MEN Les paiements des boursies ont été digitalisés. Le nombre d'étudiants est aux environs de 57 milles selon l'annuaire statistique du MESUPRES. Les

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
L'ADMINISTRATION PUBLIQUE				définis)		objectifs sont donc atteints
VELIRANO 3 : LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE RENFORCEMENT DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme 3.2 : Amélioration de l'efficacité de l'administration	Hôtels des finances construits et équipés	13	1	Rapport de restitution PGE Premier Ministre p10 4.2	01 Hotel des finances mis en place;; Sambava En cours de mise en place : Antsiranana, Mahajanga, Fianarantsoa, Toliara, Taolagnaro
VELIRANO 3 : LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE RENFORCEMENT DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme 3.2 : Amélioration de l'efficacité de l'administration	Taux d'intégration de la gestion administrative et financière de la solde et des pensions sur AUGURE (%)	80%	60%	LFR 2022 Document de performance	
VELIRANO 3 : LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE RENFORCEMENT DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme 3.2 : Amélioration de l'efficacité de l'administration	Pourcentage des agents de l'Etat intégré dans la GPEEC	90%	N/D	LFR 2022 Document de performance	le taux n'est pas disponible. Toutefois, nous savons que le personnel RH a été formé sur l'outil GPEEC. Il est donc opérationnel et couvre une partie des fonctionnaires
VELIRANO 3 : LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE RENFORCEMENT DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme 3.2 : Amélioration de l'efficacité de l'administration	Taux de satisfaction des usagers et/ ou clés des parties prenantes	70%	40%	LFR 2022 Document de performance	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 3 : LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE RENFORCEMENT DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme 3.2 : Amélioration de l'efficacité de l'administration	Implantation d'un service digital accessible au public en collaboration avec le MEF et le PREA	20	N/D		
VELIRANO 3 : LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE RENFORCEMENT DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme 3.2 : Amélioration de l'efficacité de l'administration	Nombre d'Agents de l'Etat géré par le système et disposant de la carte AUGURE	180000	N/D		
VELIRANO 3 : LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE RENFORCEMENT DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme 3.2 : Amélioration de l'efficacité de l'administration	Taux d'implantation des standards de service dans les Institutions et Départements Ministériels	20%	N/D		
VELIRANO 3 : LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE RENFORCEMENT DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme 3.2 : Amélioration de l'efficacité de l'administration	Outils établis pour la mise en place d'un nouveau système d'évaluation (NSE)	19	N/D		
VELIRANO 3 : LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE RENFORCEMENT DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme 3.3 : Réforme de la Gestion des Finances Publiques	Nombre de trésoreries ministérielles nouvellement opérationnelles	7	N/D		

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 3 : LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE RENFORCEMENT DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme 3.3 : Réforme de la Gestion des Finances Publiques	Une nouvelle organisation douanière mise en place	100%	N/D		
VELIRANO 3 : LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE RENFORCEMENT DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme 3.3 : Réforme de la Gestion des Finances Publiques	Nombre boursiers et enseignants FRAM ayant accès au paiement digitalisé	185000	140 582 MEN 87 000 étudiants		140 582 au niveau du MEN
VELIRANO 3 : LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE RENFORCEMENT DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme 3.3 : Réforme de la Gestion des Finances Publiques	Indice sur le Budget Ouvert (IBO) : Publications des documents et rapports budgétaires (y compris le budget des citoyens) dans les temps et suivant les normes IBO (en %)	60	27	Enquête EBO 2020	
VELIRANO 3 : LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE RENFORCEMENT DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme 3.3 : Réforme de la Gestion des Finances Publiques	Taux d'intégration de la gestion administrative et financière de la solde et des pensions sur AUGURE	80%	60%	LFR 2022 Document de performance	
VELIRANO 3 : LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE RENFORCEMENT DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme 3.4 : Diplomatie Economique au service de l'émergence	Nombres de représentation extérieures mises en place	8	3	Ministère en charge des affaires étrangères	3 représentations en France, Etats Unis et Suisse

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 3 : LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE RENFORCEMENT DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme 3.4 : Diplomatie Economique au service de l'émergence	Nombre de vitrines mises en place dans les représentations extérieures	18	0		
VELIRANO 3 : LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE RENFORCEMENT DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme 3.4 : Diplomatie Economique au service de l'émergence	Augmentation du pourcentage des investissements directs étrangers (Augmentaton de 10 % par an)	20%	-35%	Banque mondiale	Le montant des IDE a diminué de 35% par rapport à 2019, passant de 612 millions USD à 396 millions d'USD
VELIRANO 3 : LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE RENFORCEMENT DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme 3.4 : Diplomatie Economique au service de l'émergence	Etat de mise en œuvre de la politique d'engagement de la diaspora	75%	0%	LFR 2022 Document de performance	
VELIRANO 4 : EDUCATION POUR TOUS	Programme 4.1 : Amélioration des taux de scolarisation et des conditions d'apprentissage dans l'éducation fondamentale et le secondaire	Nombre de salles EPP manarapenitra inclusives à 12 salles de classe construites	2280		Ministère en charge de l'Education	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 4 : EDUCATION POUR TOUS	Programme 4.1 : Amélioration des taux de scolarisation et des conditions d'apprentissage dans l'éducation fondamentale et le secondaire	Nombre de salles Bloc à 2 ou 4 salles de classe construites	9692	4198	Ministère en charge de l'Education	Sur linkedin Mme MEN 4198 salles de classes construites 853 écoles manara-penitra construites (touts types de salles confondus)
VELIRANO 4 : EDUCATION POUR TOUS	Programme 4.1 : Amélioration des taux de scolarisation et des conditions d'apprentissage dans l'éducation fondamentale et le secondaire	Nombre de salles CEG manarapenitra inclusifs à 24 salles de classe construites	1368	N/D	Ministère en charge de l'Education	Sur linkedin Mme MEN 4198 salles de classes construites 853 écoles manara-penitra construites (touts types de salles confondus)
VELIRANO 4 : EDUCATION POUR TOUS	Programme 4.1 : Amélioration des taux de scolarisation et des conditions d'apprentissage dans l'éducation fondamentale et le secondaire	Nombre de salles EPP-CEG manara-penitra inclusifs à 24 salles de classe construites	1248	4198 salles construites dont 64 CEG		

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 4 : EDUCATION POUR TOUS	Programme 4.1 : Amélioration des taux de scolarisation et des conditions d'apprentissage dans l'éducation fondamentale et le secondaire	Nombre de salles Lycées inclusifs manarapenitra à 12 salles de classe construits	720	24	Ministère en charge de l'Education Discours Président de la République	
VELIRANO 4 : EDUCATION POUR TOUS	Programme 4.1 : Amélioration des taux de scolarisation et des conditions d'apprentissage dans l'éducation fondamentale et le secondaire	Table-bancs biplaces	1 356 386	1 056 211	Ministères en charge de l'éducation	Annuaire statistique MEN
VELIRANO 4 : EDUCATION POUR TOUS	Programme 4.1 : Amélioration des taux de scolarisation et des conditions d'apprentissage dans l'éducation fondamentale et le secondaire	Centres de Formation et de Ressources TICE (CFRTICE) construits	459	ND	Ministère en charge de l'Education	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 4 : EDUCATION POUR TOUS	Programme 4.1 : Amélioration des taux de scolarisation et des conditions d'apprentissage dans l'éducation fondamentale et le secondaire	Nombre de manuels scolaires dotés (en millions)	25	10	Ministère en charge de l'Education	
VELIRANO 4 : EDUCATION POUR TOUS	Programme 4.1 : Amélioration des taux de scolarisation et des conditions d'apprentissage dans l'éducation fondamentale et le secondaire	Nombre de Rakibolana dotés (en millions)	3	4	Ministère en charge de l'Education	2 547 002 dictionnaires trilingues et 1 621 155 dictionnaires bilingues Total 4 168 157 de rakibolana distribués: Selon le MEN 10 Millions de dictionnaires distribués: https://web.facebook.com/photo.php?fbid=838134517847839&set=pb.100049538943517.-2207520000&type=3
VELIRANO 4 : EDUCATION POUR TOUS	Programme 4.1 : Amélioration des taux de scolarisation et des conditions d'apprentissage dans l'éducation fondamentale et le secondaire	Élève-maîtres formés et certifiés	9700	29024	Ministère en charge de l'Education	29024 enseignants formés sur les méthodes de premiers apprentissage (lecture, mathématiques, français)

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 4 : EDUCATION POUR TOUS	Programme 4.1 : Amélioration des taux de scolarisation et des conditions d'apprentissage dans l'éducation fondamentale et le secondaire	Conseillers pédagogiques du primaire formés	1060	N/D		
VELIRANO 4 : EDUCATION POUR TOUS	Programme 4.1 : Amélioration des taux de scolarisation et des conditions d'apprentissage dans l'éducation fondamentale et le secondaire	Enseignants en service formés et certifiés	63122	17% (Primaire) ; 31 % (Colleege); 32% (lycee)	Ministère en charge de l'Education	
VELIRANO 4 : EDUCATION POUR TOUS	Programme 4.1 : Amélioration des taux de scolarisation et des conditions d'apprentissage dans l'éducation fondamentale et le secondaire	Enseignants qualifiés recrutés	25545	8120	Ministère en charge de l'Education	Entre 2019 à 2022, il y eut 3567 sortants CRINFP, 3120 sortants ENS, 1075 postes de fonctionnaires et 358 enseignants de Sciences économiques et sociales réalisées 31500 FRAM ont été également recrutés mais la majorité ne répond pas aux critères.

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 4 : EDUCATION POUR TOUS	Programme 4.1 : Amélioration des taux de scolarisation et des conditions d'apprentissage dans l'éducation fondamentale et le secondaire	Centres d'Apprentissage Préscolaire (CAP) réhabilités et équipés	4168	15 907 de salles de classes préscolaires construites	Ministère en charge de l'Education	
VELIRANO 4 : EDUCATION POUR TOUS	Programme 4.1 : Amélioration des taux de scolarisation et des conditions d'apprentissage dans l'éducation fondamentale et le secondaire	Centres d'Apprentissage Préscolaire (CAP) créés	280			
VELIRANO 4 : EDUCATION POUR TOUS	Programme 4.1 : Amélioration des taux de scolarisation et des conditions d'apprentissage dans l'éducation fondamentale et le secondaire	Tranfert digitalisé	200000	180000	UGD	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 4 : EDUCATION POUR TOUS	Programme 4.1 : Amélioration des taux de scolarisation et des conditions d'apprentissage dans l'éducation fondamentale et le secondaire	Gestion de la scolarité des établissements informatisée Etablissement dotés de packs solaires	5228	ND	Ministère en charge de l'Education	
VELIRANO 4 : EDUCATION POUR TOUS	Programme 4.1 : Amélioration des taux de scolarisation et des conditions d'apprentissage dans l'éducation fondamentale et le secondaire	Etablissement dotés de packs solaires	459	ND	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	
VELIRANO 4 : EDUCATION POUR TOUS	Programme 4.2 : Repositionnement de l'enseignement supérieur	Nombre de nouveaux campus universitaires (Capacité d'accueil par campus : 1500 étudiants)	20	10	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	4 (Itasy, analanjorofo, vakinakaratra, Menabe) 4 autres en cours (Anosy, Sava, Sofia, Melaky) Information finale: 10 universités mises en place
VELIRANO 4 : EDUCATION POUR TOUS	Programme 4.2 : Repositionnement de l'enseignement supérieur	Nombre de nouvelles cités universitaires ou dortoirs (Capacité d'accueil par cité ou dortoir) de 160 étudiants	25	5	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	5 (Tana 02, Tulear, Majunga, Itasy) 4 en cours (Antsiranana, analanjorofo, Vakinakaratra, Menabe)

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 4 : EDUCATION POUR TOUS	Programme 4.2 : Repositionnement de l'enseignement supérieur	Nombre de laboratoires de recherches spécifiques construits	10	2	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	Tuléar et Mahajanga
VELIRANO 4 : EDUCATION POUR TOUS	Programme 4.2 : Repositionnement de l'enseignement supérieur	Nombre de nouveaux centres de santé universitaires	16	ND	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	En cours pour les six universités
VELIRANO 4 : EDUCATION POUR TOUS	Programme 4.2 : Repositionnement de l'enseignement supérieur	Modernisation du système d'enseignement supérieur et de la recherche scientifique en utilisant la gouvernance numérique	50%	50%	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	Paiement digitalisé des bourses d'études
VELIRANO 4 : EDUCATION POUR TOUS	Programme 4.2 : Repositionnement de l'enseignement supérieur	Recrutement des enseignants chercheurs et chercheurs enseignants	550	ND	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	100 postes accordés) EC/CE et PAT pour 2021
VELIRANO 4 : EDUCATION POUR TOUS	Programme 4.2 : Repositionnement de l'enseignement supérieur	Recrutement des personnels administratifs et techniques	150	180	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	Projection PAT 2022(180)

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 4 : EDUCATION POUR TOUS	Programme 4.3 : Soutien à l'éducation non formelle	Nombre de nouveaux centres d'alphabétisation opérationnels	10	0	Ministère en charge de l'Education Nationale et de la Population	N/D
VELIRANO 4 : EDUCATION POUR TOUS	Programme 4.3 : Soutien à l'éducation non formelle	Educateurs/Enseignants/Encadreurs locaux formés en pédagogie inclusive	2200	7000 enseignants et 500 formateurs	Ministère en charge de l'Education Nationale et de la Population	N/D
VELIRANO 4 : EDUCATION POUR TOUS	Programme 4.4 : Revalorisation de l'enseignement technique	Nombre de Lycées Techniques de Référence publics construits	23	3	Ministère en charge de l'Enseignement Technique	N/D
VELIRANO 5 : LA SANTÉ POUR TOUS ET À TOUT AGE	Programme 5.1 : Santé de la mère, de l'enfant, des personnes en situation d'handicap et des personnes âgées	Nombre des Femmes Enceintes bénéficiant de KIA (Kit Individuel d'Accouchement)	542846	92632	Ministère en charge de la Santé Publique	
VELIRANO 5 : LA SANTÉ POUR TOUS ET À TOUT AGE	Programme 5.1 : Santé de la mère, de l'enfant, des personnes en situation d'handicap et des personnes âgées	Nombre des réfrigérateurs solaires acquis	1801	N/D		

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 5 : LA SANTÉ POUR TOUS ET À TOUT AGE	Programme 5.1 : Santé de la mère, de l'enfant, des personnes en situation d'handicap et des personnes âgées	Nombre de drones acquis pour 03 centres d'éclatement (hub)	6	N/D		
VELIRANO 5 : LA SANTÉ POUR TOUS ET À TOUT AGE	Programme 5.1 : Santé de la mère, de l'enfant, des personnes en situation d'handicap et des personnes âgées	Taux de couverture vaccinale (%)	92%	77,80%	Ministère en charge de la Santé Publique	Taux de couverture en DTCHepHib3 chez les enfants de moins de 1 an
VELIRANO 5 : LA SANTÉ POUR TOUS ET À TOUT AGE	Programme 5.1 : Santé de la mère, de l'enfant, des personnes en situation d'handicap et des personnes âgées	Nombre d'utilisateurs réguliers de moyens contraceptifs	3219977	N/D		
VELIRANO 5 : LA SANTÉ POUR TOUS ET À TOUT AGE	Programme 5.2 : Amélioration de l'offre de soins de qualité pour tous	Nombre CHU Tanamasoandro construit	1	0	Ministère en charge de la Santé Publique	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 5 : LA SANTÉ POUR TOUS ET À TOUT AGE	Programme 5.2 : Amélioration de l'offre de soins de qualité pour tous	Centre hospitalier de référence internationale construit	0	N/D		
VELIRANO 5 : LA SANTÉ POUR TOUS ET À TOUT AGE	Programme 5.2 : Amélioration de l'offre de soins de qualité pour tous	Nombre des CSB manara-penitra	379	122	Ministère en charge de la Santé Publique	35 CSB en cours de construction
VELIRANO 5 : LA SANTÉ POUR TOUS ET À TOUT AGE	Programme 5.2 : Amélioration de l'offre de soins de qualité pour tous	Nombre des Hôpitaux CHD manara-penitra fonctionnels	34	N/D	Ministère en charge de la Santé Publique	13 HMP projet achevé à 96%- 16 HMP projet achevé à 50%. Problème : DAE non obtenue en 2022.
VELIRANO 5 : LA SANTÉ POUR TOUS ET À TOUT AGE	Programme 5.2 : Amélioration de l'offre de soins de qualité pour tous	Nombre d'Hôpitaly CHR « Manara-penitra » fonctionnels	8			
VELIRANO 5 : LA SANTÉ POUR TOUS ET À TOUT AGE	Programme 5.2 : Amélioration de l'offre de soins de qualité pour tous	Nombre de Régions disposant de scanner	10	15	Ministère en charge de la Santé Publique	En plus des scanners déjà disponibles, 10 sont encore en cours de livraison pour 8 Régions, 1 scanner déjà installée en attente d'inauguration (Vakinakaratra).
VELIRANO 5 : LA SANTÉ POUR TOUS ET À TOUT AGE	Programme 5.2 : Amélioration de l'offre de soins de qualité pour tous	Nombre de région disposant de mammographie opérationnel	14	3	Ministère en charge de la Santé Publique	Acquisition 2 mammographie en cours.

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 5 : LA SANTÉ POUR TOUS ET À TOUT AGE	Programme 5.3 : Couverture Santé Universelle	Nombre de districts couvert par la CSU	20	N/D	Ministère en charge de la Santé Publique	2 (Amboasary, Ifanadiana) En cours Sainte Marie
VELIRANO 5 : LA SANTÉ POUR TOUS ET À TOUT AGE	Programme 5.3 : Couverture Santé Universelle	Nombre de District disposant des antennes CNSS	64	N/D	Ministère en charge de la Santé Publique	CNSS fait partie des établissements publics dissous par le Conseil des Ministres
VELIRANO 5 : LA SANTÉ POUR TOUS ET À TOUT AGE	Programme 5.4 : Programme National de Nutrition communautaire	Nombre de CRENAS mis en place dans les CSB	1441	1827	Ministère en charge de la Santé Publique	1827/2776 CSB
VELIRANO 5 : LA SANTÉ POUR TOUS ET À TOUT AGE	Programme 5.4 : Programme National de Nutrition communautaire	Nombre des Formations Sanitaires Amies des Bébés	495	250	ONN et Ministère en charge de la Santé Publique	250/2776 CSB
VELIRANO 6. EMPLOI DECENT POUR TOUS	Programme 6.1 : Cadre juridique et institutionnel favorable à l'emploi décent	Programme Pays pour le Travail Décent (2020-2024) 11ème phase mis en oeuvre et élaboré (quinquennal)	9000000	N/D	MTFPLS	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 6. EMPLOI DECENT POUR TOUS	Programme 6.1 : Cadre juridique et institutionnel favorable à l'emploi décent	Nombres des Entreprises ayant fait l'objet d'un suivi par l'inspection du travail y compris dans l'économie informelle	270000	N/D	MTFPLS/Inspection du travail	
VELIRANO 6. EMPLOI DECENT POUR TOUS	Programme 6.1 : Cadre juridique et institutionnel favorable à l'emploi décent	Refonte du Code du Travail	0,3	N/D	MTFPLS	
VELIRANO 6. EMPLOI DECENT POUR TOUS	Programme 6.1 : Cadre juridique et institutionnel favorable à l'emploi décent	Couverture sociale des travailleurs Malagasy augmenté, y compris dans le secteur informel	181665	N/D	MTFPLS, CNaPs, OSTIE, ...	
VELIRANO 6. EMPLOI DECENT POUR TOUS	Programme 6.1 : Cadre juridique et institutionnel favorable à l'emploi décent	Plan national d'action (PNA) de lutte contre le travail des enfants II ème phase	1374000	N/D	MTFPLS, MPFH	
VELIRANO 6. EMPLOI DECENT POUR TOUS	Programme 6.1 : Cadre juridique et institutionnel favorable à l'emploi décent	Etude sur le travail des enfants dans les grandes agglomérations (Antananarivo Renivohitra, SAVA, Fianarantsoa I, Mahajanga I, Morondava Urbaine, Toamasina I et Toliary I)	0,5	N/D	MTPFLS	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 6. EMPLOI DECENT POUR TOUS	Programme 6.1 : Cadre juridique et institutionnel favorable à l'emploi décent	Institutionnalisation et opérationnalisation de l'Agence Nationale pour l'Emploi et ses démembrements (Régions)	12	N/D	MTPFLS/Direction régionale	
VELIRANO 6. EMPLOI DECENT POUR TOUS	Programme 6.2 Création d'emplois par la promotion de l'entrepreneuriat	Adoption d'un cadre modernisé sur les coopératives	0	N/D	MICA, EDBM	
VELIRANO 6. EMPLOI DECENT POUR TOUS	Programme 6.2 Création d'emplois par la promotion de l'entrepreneuriat	Nombre de coopératives formalisées	2000	N/D	MICA, EDBM, Programme Fihariana	
VELIRANO 6. EMPLOI DECENT POUR TOUS	Programme 6.2 Création d'emplois par la promotion de l'entrepreneuriat	Centres de formation en entrepreneuriat accompagnés	94	N/D	MICA, EDBM, Programme Fihariana	
VELIRANO 6. EMPLOI DECENT POUR TOUS	Programme 6.2 Création d'emplois par la promotion de l'entrepreneuriat	Jeunes sensibilisés et formés sur les techniques de montage de projet et de création d'emploi	40500	N/D	MICA, EDBM, Programme Fihariana	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 6. EMPLOI DECENT POUR TOUS	Programme 6.2 Création d'emplois par la promotion de l'entrepreneuriat	Nombre de PME, des artisans, des agriculteurs dont la productivité est améliorée	4700	N/D	MICA, EDBM, Programme Fihariana	
VELIRANO 6. EMPLOI DECENT POUR TOUS	Programme 6.3 Création d'emplois par la promotion de l'artisanat	Nombre de Villages Artisanaux érigés	5	0	MICA, EDBM	Aucun budget alloué à la construction des villages artisanaux pour année 2022. Le Ministère en charge de l'Artisanat est encore en phase de recherche de financement. Ainsi, le Projet sera repris dans la mobilisation des ressources qui sera effectué lors d'une conférence des bailleurs prévue cette année 2023. Pour la bonne concrétisation de ce projet, il a mobilisé un partenariat durable avec les différentes institutions privées et publiques existantes.
VELIRANO 6. EMPLOI DECENT POUR TOUS	Programme 6.3 Création d'emplois par la promotion de l'artisanat	Cité des métiers	1	0	MICA, EDBM	Non réponse de la demande d'Autorisation d'Engagement (DAE) au niveau du Primature et au niveau du Présidence (mois de Novembre et Décembre 2022)
VELIRANO 6. EMPLOI DECENT POUR TOUS	Programme 6.3 Création d'emplois par la promotion de l'artisanat	Nombre d'artisans formalisés	300000	2520	MICA, EDBM	Insuffisance de moyens: * financiers : aucun budget alloué à la formalisation des artisans pour cette année 2022. *, humains : Entant que Ministère nouvellement créé, l'effectif du personnels au niveau des Directions Régionales de l'Artisanat et des Métiers (DRAMs) est insuffisant. *matériels roulants (véhicule 4x4, Moto, ...): Le Ministère en charge de l'Artisanat n'a que 05 voitures (au niveau central) pour la réalisation de la mission

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
						qui lui confié.
VELIRANO 6. EMPLOI DECENT POUR TOUS	Programme 6.3 Création d'emplois par la promotion de l'artisanat	Nombre de centres de traitement des matières premières créés : cuir, raphia	6		MICA, EDBM	Dans le cadre de ses partenariats, ses projets et développement, le Ministère de l'Artisanat et des Métiers a mis en place le Projet Cuir en partenariat avec le Projet Fac/Mair COMESA et le PNUD. En effet, il est prévu d'installer un centre de formation, un centre de traitement de cuir et une tannerie végétale. Toutes les machines et équipements se rapportant au Projet ont été tous acquis. Il reste ainsi la construction des bâtiments d'exploitation au nombre de 6 et l'opérationnalisation des centres. Le Ministère est encore en phase de recherche de financement vu que le PNUD n'a alloué que 50.000 Dollars seulement qui n'arrivent pas à construire 6 bâtiments. Ainsi, le Projet sera repris dans la mobilisation des ressources qui sera effectué lors d'une conférence des bailleurs prévue cette année 2023. Il convient de noter que le Projet Cuir n'est pas été inscrit dans la LFI 2022 ou 2023. En effet, Pour instaurer une administration Publique Orientée vers l'efficacité, le Ministère a mobilisé un partenariat durable avec les institutions privées et publiques existantes telle que les ambassades.
VELIRANO 6. EMPLOI DECENT POUR TOUS	Programme 6.4 Formation Professionnelle pous les besoins de l'Emergence	CFPR construits, équipés et digitalisés	27	N/D	METFP	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 6. EMPLOI DECENT POUR TOUS	Programme 6.4 Formation Professionnelle pour les besoins de l'Emergence	CFP communautaire construits et équipés	16	N/D	METFP	
VELIRANO 6. EMPLOI DECENT POUR TOUS	Programme 6.4 Formation Professionnelle pour les besoins de l'Emergence	Salles de classes construites	118	N/D	METFP	
VELIRANO 6. EMPLOI DECENT POUR TOUS	Programme 6.4 Formation Professionnelle pour les besoins de l'Emergence	CFP existant équipés en matériels modernes	39	N/D	METFP	
VELIRANO 6. EMPLOI DECENT POUR TOUS	Programme 6.4 Formation Professionnelle pour les besoins de l'Emergence	Nombre de personnels formateurs formés	390	N/D	METFP	
VELIRANO 7. INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	Programme 7.1 : Environnement des affaires et promotion des investissements	Loi sur les investissements	0	0	MICA, Conseil de gouvernement/minist res, AN, Sénat	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.1 : Environnement des affaires et promotion des investissements	Nombre de dispositifs de Dialogue Public-Privé (DPP sectoriel et/ou régional) opérationnel	28	1	EDBM	https://edbm.mg/dialogue-public-privé-sur-l'industrialisation-prendre-des-engagements-coherents-pour-faciliter-la-croissance-des-industries-et-des-secteurs-prioritaires/ Dialogue public privé pour l'élaboration du pacte de l'industrialisation
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.1 : Environnement des affaires et promotion des investissements	Label « Malagasy Ny Antsika » actualisé	1	1	MICA	
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.1 : Environnement des affaires et promotion des investissements	Nombre de Traités Bilatéraux d'Investissement élaborés	9	N/D	MICA, Parlement	
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.1 : Environnement des affaires et promotion des investissements	Documents de Politique Commerciale Malagasy	0	N/D	MICA	
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.1 : Environnement des affaires et promotion des investissements	Nombre de Tribunaux de Première Instance où un Tribunal de commerce est nouvellement mis en place et opérationnalisés	2	N/D	MinJus	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.2 Création d'un tissu industriel dynamique et compétitif	Nombre de nouveaux Districts disposant d'au moins une unité de transformation (One District One Factory/ODOF)	90	15	Rapport restitution PGE p.13 4.5	30 districts ayant les documents fin prêts
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.2 Création d'un tissu industriel dynamique et compétitif	Nombre d'unités de transformation mises en place	321	N/D	MICA	
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.2 Création d'un tissu industriel dynamique et compétitif	Nombre de parcs industriels créés	9	N/D	MICA	
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.2 Création d'un tissu industriel dynamique et compétitif	Superficies en Ha des Zones d'Emergence Industrielle (ZI) créées	345	0	MICA	
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.3 Développement du secteur minier et pétrolier	Nombre de Bureaux d'Administration Minière (BAM) opérationnels	15	3	MMRS	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.3 Développement du secteur minier et pétrolier	Pourcentage des données géologiques nationales à disposition par rapport à l'étendue du territoire (% cumulé)	100%	N/D	MMRS	
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.3 Développement du secteur minier et pétrolier	Nombre des exploitants miniers nationaux encadrés et formalisés	100000	N/D	MMRS	
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.3 Développement du secteur minier et pétrolier	Centrale d'or créée	100%	N/D	MMRS, ANOR	
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.3 Développement du secteur minier et pétrolier	Cadre juridique et fiscal minier amélioré (% cumulé)	100%	N/D	MMRS	
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.3 Développement du secteur minier et pétrolier	Cadre juridique et fiscal pétrolier amélioré (% cumulé)	100%	N/D	MMRS	
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.4 Développement du secteur tourisme	Zones d'Émergence Touristique mises en place	0	N/D	MIN TOUR	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.4 Développement du secteur tourisme	Création de village de vaccances	0	N/D	MIN TOUR	
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.4 Développement du secteur tourisme	Nombre de nouveaux aéroports accueillant des vols internationaux	0	1	MIN TOUR	Aéroport de Tuléar
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.4 Développement du secteur tourisme	Nombre de campagnes de promotion internationale	0	N/D	MIN TOUR	
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.4 Développement du secteur tourisme	Eco-Resort & Spa haut de gamme (5*) à Ankasy	0	N/D	MIN TOUR	
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.4 Développement du secteur tourisme	Eco-Resort & Spa haut de gamme (4*) à Orangea	0	N/D	MIN TOUR	
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.4 Développement du secteur tourisme	Construire un Eco-luxury Resort (5*) à Nosy Hara	0	N/D	MIN TOUR	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.4 Développement du secteur tourisme	Construire un Ecolodge rustique à Ankarana (4*)	0	N/D	MIN TOUR	
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.4 Développement du secteur tourisme	Ecolodge construit à l'île aux prunes	0	N/D	MIN TOUR	
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.5 Protection des consommateurs	Nombre de Cartes Rouges numériques des commerçants émis	500000	N/D	MICA	
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.5 Protection des consommateurs	Nombre de Centrales d'Achats de type « Rungis » mises en place	2	N/D	MICA	
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.5 Protection des consommateurs	Nombre d'incinérateurs industriels installés	6	N/D	MICA	
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.5 Protection des consommateurs	Nombre de sites d'enfouissement construits	6	N/D	MICA	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.5 Protection des consommateurs	Nombre de Laboratoires d'analyses des denrées alimentaires modernisés et opérationnels	6	2	MICA	
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.5 Protection des consommateurs	Nombre de Bureaux de métrologie légale modernisés et opérationnels dans les régions (Programme REFY)	22	N/D	MICA	
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.6 Intégration régionale et promotion des exportations	Accord ZLECAf ratifié	1	N/D	MICA	
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.6 Intégration régionale et promotion des exportations	« Maison de la Vanille » créée	1	N/D	MICA	
VELIRANO INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	7. Programme 7.6 Intégration régionale et promotion des exportations	Portail d'Informations Commerciales mis en place et opérationnel	1	N/D	MICA	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 7. INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	Programme 7.6 Intégration régionale et promotion des exportations	Agence de Promotion des Exportations (APEX) mise en place	1	N/D	MICA	
VELIRANO 7. INDUSTRIALISATION EMERGENTE DE MADAGASCAR ET EMERGENCE ECONOMIQUE	Programme 7.6 Intégration régionale et promotion des exportations	Nombre d'entreprises soutenues	20000	N/D	MICA	
VELIRANO 8 : L'APPUI AUX FEMMES, AUX JEUNES ET AUX PLUS DÉMUNIS POUR UNE NATION ÉMERGENTE	Programme 8.1 : Autonomisation des femmes	Nombre d'associations des femmes appuyées et accompagnées en matière d'activités génératrices de revenu (AGR)	555	N/D	Ministère en charge de la Population	
VELIRANO 8 : L'APPUI AUX FEMMES, AUX JEUNES ET AUX PLUS DÉMUNIS POUR UNE NATION ÉMERGENTE	Programme 8.2 : Promotion de la jeunesse	Nombre des structures régionales« Pôles emplois jeunes et centres de jeunes » instituées et fonctionnelles	23	N/D	Ministère en charge de la Jeunesse	
VELIRANO 8 : L'APPUI AUX FEMMES, AUX JEUNES ET AUX PLUS DÉMUNIS POUR UNE NATION ÉMERGENTE	Programme 8.2 : Promotion de la jeunesse	Nombre de centres des jeunes publics (Maisons des jeunes, espaces jeunes) construits et équipés	23	N/D	Ministère en charge de la Jeunesse	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 8 : L'APPUI AUX FEMMES, AUX JEUNES ET AUX PLUS DÉMUNIS POUR UNE NATION ÉMERGENTE	Programme 8.2 : Promotion de la jeunesse	Nombre des communautés de base appuyées dans la mise en œuvre de six Veliranon'ny Tanora pour l'Emergence	2040	N/D	Ministère en charge de la Jeunesse	
VELIRANO 8 : L'APPUI AUX FEMMES, AUX JEUNES ET AUX PLUS DÉMUNIS POUR UNE NATION ÉMERGENTE	Programme 8.2 : Promotion de la jeunesse	Nombre des cadres de la jeunesse formés	105	N/D	Ministère en charge de la Jeunesse	
VELIRANO 8 : L'APPUI AUX FEMMES, AUX JEUNES ET AUX PLUS DÉMUNIS POUR UNE NATION ÉMERGENTE	Programme 8.2 : Promotion de la jeunesse	Nombre de volontaires mobilisés pour l'activité Tagnamaro	60000	N/D	Ministère en charge de la Jeunesse	
VELIRANO 8 : L'APPUI AUX FEMMES, AUX JEUNES ET AUX PLUS DÉMUNIS POUR UNE NATION ÉMERGENTE	Programme 8.2 : Promotion de la jeunesse	Nombre de communes adoptant l'activité Tagnamaro	30	N/D	Ministère en charge de la communication	
VELIRANO 8 : L'APPUI AUX FEMMES, AUX JEUNES ET AUX PLUS DÉMUNIS POUR UNE NATION ÉMERGENTE	Programme 8.2 : Promotion de la jeunesse	Nombre CTD adoptant l'activité Tagamaro (communes)	1210	N/D	Ministère en charge de la communication	
VELIRANO 8 : L'APPUI AUX FEMMES, AUX JEUNES ET AUX PLUS DÉMUNIS POUR UNE NATION ÉMERGENTE	Programme 8.3 : Lutte contre les Violences Basées sur le Genre	Nombre de start-up et de PME créés et encadrés	3000	N/D	MTEFPLS/MICC	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 8 : L'APPUI AUX FEMMES, AUX JEUNES ET AUX PLUS DÉMUNIS POUR UNE NATION ÉMERGENTE	Programme 8.3 : Lutte contre les Violences Basées sur le Genre	Nombre de chaînes spéciales mises en place au niveau des juridictions	28	N/D	Ministère en charge de la justice	
VELIRANO 8 : L'APPUI AUX FEMMES, AUX JEUNES ET AUX PLUS DÉMUNIS POUR UNE NATION ÉMERGENTE	Programme 8.3 : Lutte contre les Violences Basées sur le Genre	Nombre de centres de prises en charge intégrées de VBG mis en place et opérationnel	21	6	Ministère en charge de la Justice et de la Population	
VELIRANO 8 : L'APPUI AUX FEMMES, AUX JEUNES ET AUX PLUS DÉMUNIS POUR UNE NATION ÉMERGENTE	Programme 8.3 : Lutte contre les Violences Basées sur le Genre	Nombre de Centre d'Ecoute et de Conseil Juridique mis en place et opérationnel	14	39	Ministère en charge de la Justice et de la Population	
VELIRANO 8 : L'APPUI AUX FEMMES, AUX JEUNES ET AUX PLUS DÉMUNIS POUR UNE NATION ÉMERGENTE	Programme 8.3 : Lutte contre les Violences Basées sur le Genre	Nombre de document cadre juridique, politique pour l'égalité femmes - hommes adopté	4	N/D	Ministère en charge de la Justice et de la Population	
VELIRANO 8 : L'APPUI AUX FEMMES, AUX JEUNES ET AUX PLUS DÉMUNIS POUR UNE NATION ÉMERGENTE	Programme 8.3 : Lutte contre les Violences Basées sur le Genre	Nombre de séance de sensibilisation de la population et des leaders d'opinion dans la lutte contre les VBG,	4158	100686	Ministère en charge de la Justice et de la Population	
VELIRANO 8 : L'APPUI AUX FEMMES, AUX JEUNES ET AUX PLUS DÉMUNIS POUR UNE NATION ÉMERGENTE	Programme 8.3 : Lutte contre les Violences Basées sur le Genre	Nombre de Réseaux de Protection de l'Enfant (RPE) mis en place / redynamisés	525	N/D	Ministère en charge de la Justice et de la Population	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 8 : L'APPUI AUX FEMMES, AUX JEUNES ET AUX PLUS DÉMUNIS POUR UNE NATION ÉMERGENTE	Programme 8.4 : Renforcement de la protection sociale	Nombre de centres d'accueil d'urgence pour les enfants victimes de violence opérationnels	30	N/D	Ministère en charge de la Population	
VELIRANO 8 : L'APPUI AUX FEMMES, AUX JEUNES ET AUX PLUS DÉMUNIS POUR UNE NATION ÉMERGENTE	Programme 8.4 : Renforcement de la protection sociale	Nombre de centres de prise en charge et de formation adaptés aux personnes handicapées construits	8	N/D	Ministère en charge de la Population	
VELIRANO 8 : L'APPUI AUX FEMMES, AUX JEUNES ET AUX PLUS DÉMUNIS POUR UNE NATION ÉMERGENTE	Programme 8.4 : Renforcement de la protection sociale	Nombre de centres intégrés pour les personnes âgées mis en place et opérationnels (Akany ZO HASINA)	12	N/D	Ministère en charge de la Population	
VELIRANO 8 : L'APPUI AUX FEMMES, AUX JEUNES ET AUX PLUS DÉMUNIS POUR UNE NATION ÉMERGENTE	Programme 8.4 : Renforcement de la protection sociale	Nombre de Centres de Promotion Socio-économique (CPSE)	19	N/D	Ministère en charge de la Population	
VELIRANO 8 : L'APPUI AUX FEMMES, AUX JEUNES ET AUX PLUS DÉMUNIS POUR UNE NATION ÉMERGENTE	Programme 8.4 : Renforcement de la protection sociale	Nombre de Sites Communautaires / Nombre de Logements sociaux	15/1089	N/D	Ministère en charge de la Population	
VELIRANO 8 : L'APPUI AUX FEMMES, AUX JEUNES ET AUX PLUS DÉMUNIS POUR UNE NATION ÉMERGENTE	Programme 8.4 : Renforcement de la protection sociale	Nombre de Sites opérationnels Kaly Tsinjo / Nombre de personnes bénéficiaires	97/223100	19000	Ministère en charge de la Population	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 8 : L'APPUI AUX FEMMES, AUX JEUNES ET AUX PLUS DÉMUNIS POUR UNE NATION ÉMERGENTE	Programme 8.4 : Renforcement de la protection sociale	Nombre de ménages vulnérables bénéficiaires des Filets Sociaux de Sécurité	275880	500000	Ministère en charge de la Population	
VELIRANO 8 : L'APPUI AUX FEMMES, AUX JEUNES ET AUX PLUS DÉMUNIS POUR UNE NATION ÉMERGENTE	Programme 8.4 : Renforcement de la protection sociale	Nombre de ménages victimes de chocs appuyés (transferts monétaires (TOSIKA FAMENO), distribution vivres, reconstructions, dotations kits ménages et couvertures, HIMO)	110686	502616	Ministère en charge de la Population	
VELIRANO 8 : L'APPUI AUX FEMMES, AUX JEUNES ET AUX PLUS DÉMUNIS POUR UNE NATION ÉMERGENTE	Programme 8.4 : Renforcement de la protection sociale	Nombre de centres d'aide d'urgence construits au niveau des district	42	N/D	Ministère en charge de la Population	
VELIRANO 9.L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET L'ÉMERGENCE D'UN SECTEUR AGRICOLE MODERNE	Programme 9.1 : Développement de l'agriculture	Superficie rizicole nouvellement aménagée (Ha)	70640	38726	Rapports d'activités annuels 2021 et 2022	Il s'agit des superficies nouvellement irriguées suite à des travaux d'aménagement. A titre informatif, plus de 250000 Ha de superficies aménageables ont déjà été identifiées par le MINAE à la suite de la Conférence nationale d'autosuffisance alimentaire. Parmi ces superficies identifiées, plusieurs périmètres font l'objet de négociation de financement auprès de différents Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et Investisseurs privés.

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 9.L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET L'ÉMERGENCE D'UN SECTEUR AGRICOLE MODERNE	Programme 9.1 : Développement de l'agriculture	Superficie rizicole remise en état (Ha)	188507	37813	Rapports d'activités annuels 2021 et 2022	Il s'agit des superficies irriguées qui ont fait objet de travaux de réhabilitation. Durant la conférence nationale sur l'autosuffisance alimentaire de 2022, le MINAE a identifié plus de 380 000 Ha de périmètres irrigués pouvant être remises en état suivant la requête et doléance des participants.
VELIRANO 9.L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET L'ÉMERGENCE D'UN SECTEUR AGRICOLE MODERNE	Programme 9.1 : Développement de l'agriculture	Superficie de riz pluvial cultivée (Ha)	120000	142038		Le Ministère a déjà atteint les objectifs fixés pour l'année 2022 en 2020
VELIRANO 9.L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET L'ÉMERGENCE D'UN SECTEUR AGRICOLE MODERNE	Programme 9.1 : Développement de l'agriculture	Nombre de Titres Verts attribués aux jeunes et opérateurs locaux	12000	390	Rapports d'activités annuels 2021 et 2022	Hormis les titres verts à vocation social destinés aux ménages vulnérables dans la partie sud de l'île, il s'agit des titres verts économiques destinés aux jeunes entrepreneurs agricoles. Ce projet a été officiellement lancé fin 2021-début 2022. Pour cette année 2023, le projet "titres verts" est en cours de déploiement au national avec un objectif de 3830 ha pour 2730 bénéficiaires.
VELIRANO 9.L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET L'ÉMERGENCE D'UN SECTEUR AGRICOLE MODERNE	Programme 9.1 : Développement de l'agriculture	Nombre de centres de distribution d'intrants/matériels (DMM) opérationnels	110	46	Rapports d'activités annuels 2021 et 2022	Le dispositif DMM sera intégré dans les Guichets Agricoles dont la mise en place commencera cette année. Toutefois dans le cadre des projets de distribution d'intrants du MINAE, le FDA a continué à travailler avec les boutiques partenaires (ex-DMM)

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 9.L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET L'ÉMERGENCE D'UN SECTEUR AGRICOLE MODERNE	Programme 9.1 : Développement de l'agriculture	Nombre de centres d'Appui à l'Agribusiness (CABIZ) opérationnels	11	7	Rapports d'activités annuels 2021 et 2022	Le dispositif CABIZ sera également intégré dans les Guichets Agricoles. Aucun Guichet n'a été mis en place en 2022 faute de budget. Pour 2023, trois Guichet sont prévus dont à SAKAY et deux dans le cadre du projet PTASO.
VELIRANO 9.L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET L'ÉMERGENCE D'UN SECTEUR AGRICOLE MODERNE	Programme 9.1 : Développement de l'agriculture	Nombre de Zone d'Émergence Agricole (ZEA) mise en place	5	12	Rapports d'activités annuels 2021 et 2022	Plus de 200 000 Ha de terrains domaniaux et de terrains privés qui seront transformés en ZEA ont déjà été identifiés en 2022 en addition aux 4 ZEA déjà mis en valeur en 2021. Des initiatives de mise en valeur à la suite du BtoB sont en cours de mise en œuvre.
VELIRANO 9.L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET L'ÉMERGENCE D'UN SECTEUR AGRICOLE MODERNE	Programme 9.1 : Développement de l'agriculture	Nombre de cartes numériques de producteurs délivrées	927800	20507	Rapports d'activités annuels 2021 et 2022	Lancé en décembre 2021, ce projet a encore été dans sa phase de démarrage en 2022 (mise en place des plateformes, sensibilisations, formations, etc.). En effet, la stabilisation de la plateforme et le transfert de compétence auprès des Directions Régionales de l'Agriculture et de l'Élevage (DRAE), l'élaboration des différents documents de cadrage (conventions interministérielles, état des lieux et stratégies de la digitalisation, etc.) ont été nécessaires.
VELIRANO 9.L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET L'ÉMERGENCE D'UN SECTEUR AGRICOLE MODERNE	Programme 9.2 : Développement d'un élevage structuré vers le marché	Nombre d'Abattoirs "Manara- penitra" opérationnels	36	4	Rapports d'activités annuels 2021 et 2022	Aucun Abattoirs n'a été construit en 2022: des contraintes d'ordres administratives et financières n'ont pas permis de construire et de réhabiliter ces infrastructures en 2022.

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 9.L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET L'ÉMERGENCE D'UN SECTEUR AGRICOLE MODERNE	Programme 9.2 : Développement d'un élevage structuré vers le marché	Nombre de fermes modernes d'élevage appuyées	90	23	Rapports d'activités annuels 2021 et 2022	
VELIRANO 9.L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET L'ÉMERGENCE D'UN SECTEUR AGRICOLE MODERNE	Programme 9.2 : Développement d'un élevage structuré vers le marché	Nombre de têtes de bovin munis d'un système de traçabilité et/ou d'identification électronique infalsifiable	5005000	26005	Rapports d'activités annuels 2021 et 2022	<p>Malgré l'arrêté interministériel numéro 6476 /2022 du 16 mars 2022 relatif à l'expérimentation du système de traçabilité des animaux dans les régions Androy, Anosy, Atsimo Andrefana, Ihorombe, des facteurs de blocage ont été observés durant la réalisation des activités d'enregistrement et d'identification des animaux via les boucles électroniques dans les régions Anosy et Androy, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réticence de certaines autorités locales et éleveurs aux bouclages des animaux ; - Non implication de tous les acteurs dans le système ; - Non-conformité aux us et coutumes de certains éleveurs. <p>Ainsi, pour l'atteinte de l'objectif édicté dans cet arrêté, des missions de sensibilisation, sous-formes d'approche-échanges avec les élus locaux et les éleveurs ont été réalisées en 2022, puis renforcées en 2023 dans les deux régions Anosy et Androy. De plus, suivant la requête d'autres éleveurs intéressés, par l'intermédiaire de leurs Maires respectifs, le système a été étendu au niveau d'autres Régions telles Bongolava et Menabe.</p>

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 9.L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET L'ÉMERGENCE D'UN SECTEUR AGRICOLE MODERNE	Programme 9.2 : Développement d'un élevage structuré vers le marché	Géniteurs performants importés pour le cheptel bovin laitier	7500	165	Rapports d'activités annuels 2021 et 2022	Les conditions requises pour accueillir les vaches à importer n'ont pas permis de mener cette activité en 2022. Actuellement, le MINAE est en train de développer depuis 2022 l'insémination artificielle avec la mise en place de centre de production d'azote liquide et les conditions requises pour accueillir les vaches sont en cours de préparation, à savoir les infrastructures d'accueils, l'aspect sanitaire, l'alimentation animale via notamment la mise en place de cultures fourragères, etc.
VELIRANO 9.L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET L'ÉMERGENCE D'UN SECTEUR AGRICOLE MODERNE	Programme 9.2 : Développement d'un élevage structuré vers le marché	Nombre de têtes additionnelles d'élevage de poulets	50000000	1922909	Rapports d'activités annuels 2021 et 2022	55 500 têtes additionnelles de poussins chairs et pondeuses disponible 367 971 poussins (races performantes) disponibles par année Si au départ, cet indicateur devait montrer le nombre de poussins produits pour favoriser l'entrepreneuriat dans le secteur de l'élevage, il a été actuellement remplacé par le nombre de poussins de ponte distribués aux éleveurs au vu de la difficulté à renseigner l'indicateur d'origine. D'où le décalage important des réalisations par rapport à la valeur cible.
VELIRANO 9.L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET L'ÉMERGENCE D'UN SECTEUR AGRICOLE MODERNE	Programme 9.3 : Développement de la pêche et de l'aquaculture et valorisation des ressources halieutiques	Nombre de textes réglementaires élaborés	14	13	Ministère de la pêche et de l'économie bleu	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 9.L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET L'ÉMERGENCE D'UN SECTEUR AGRICOLE MODERNE	Programme 9.3 : Développement de la pêche et de l'aquaculture et valorisation des ressources halieutiques	Nombre d'accord de pêche signé	1	17	Ministère de la pêche et de l'économie bleu	Il s'agit ici des accords de pêches artisanales au nombre de 6 conclus entre l'Etat malagasy et les pêcheurs artisanaux. Onze (11) accords de pêche industrielles ont également été conclus pendant la période 2021-2022.
VELIRANO 9.L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET L'ÉMERGENCE D'UN SECTEUR AGRICOLE MODERNE	Programme 9.3 : Développement de la pêche et de l'aquaculture et valorisation des ressources halieutiques	Nombre de villages de pêcheurs modernes mis en place	10	9	Ministère de la pêche et de l'économie bleu	Cinq (5) villages de pêcheurs ont été construits en 2021 et quatre (4) autres en 2022. Les villages mis en place en 2022 ne sont pas encore opérationnels à cause du retard de financement du projet SWIOFISH 2.
VELIRANO 9.L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET L'ÉMERGENCE D'UN SECTEUR AGRICOLE MODERNE	Programme 9.3 : Développement de la pêche et de l'aquaculture et valorisation des ressources halieutiques	Nombre des kits de sécurité et de production des petits pêcheurs distribués	45000	39196	Rapport annuel 2022 du MPEB page 35	
VELIRANO 9.L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET L'ÉMERGENCE D'UN SECTEUR AGRICOLE MODERNE	Programme 9.3 : Développement de la pêche et de l'aquaculture et valorisation des ressources halieutiques	Nombre de pisciculteurs modernes opérationnels	700	7810	Rapport annuel 2022 du MPEB page 4	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 9.L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET L'ÉMERGENCE D'UN SECTEUR AGRICOLE MODERNE	Programme 9.3 : Développement de la pêche et de l'aquaculture et valorisation des ressources halieutiques	Complexe d'Écloserie et ferme de grossissement communautaire d'holothurie mis en place	8	6	Ministère de la pêche et de l'économie bleu	
VELIRANO 9.L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET L'ÉMERGENCE D'UN SECTEUR AGRICOLE MODERNE	Programme 9.3 : Développement de la pêche et de l'aquaculture et valorisation des ressources halieutiques	Nombre de bassin de stabulation et de bassin d'engraissement de crabe de mangrove mis en place	10	5	Ministère de la pêche et de l'économie bleu	Les bassins de stabulation et de bassin d'engraissement de crabe de mangrove ont été mis en place dans les districts de Mahajanga (2), d' Analalava (1) et d'Atsimo Andrefana (2).
VELIRANO 9.L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET L'ÉMERGENCE D'UN SECTEUR AGRICOLE MODERNE	Programme 9.3 : Développement de la pêche et de l'aquaculture et valorisation des ressources halieutiques	Nombre de centres de surveillance des pêches mis en place	7	1	Rapport annuel MPEB 2022	Le dernier antenne de centre de surveillance de pêches mise en place date de 2020 dans le district de Nosy be.
VELIRANO 10. LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES	Programme 10.1 GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES, DES PAYSAGES ET REFORESTATION	Taux de réduction des feux de brousse	20%	Augmentation de 16,7%	Rapport annuel feu 2021 et 2022	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
	INTENSIVE					
VELIRANO 10. LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES	Programme 10.1 GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES, DES PAYSAGES ET REFORESTATION INTENSIVE	Superficie reboisée et restaurée	209278	185817,04	Rapport annuel 2021 et 2022 du MEDD	Totale des superficies de reboisement terrestre et mangrove
VELIRANO 10. LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES	Programme 10.1 GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES, DES PAYSAGES ET REFORESTATION INTENSIVE	Superficie de mangrove restaurée	36790	27803	Rapport annuel 2021 et 2022 du MEDD	
VELIRANO 10. LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES	Programme 10.1 GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES, DES PAYSAGES ET REFORESTATION	Centres de traitement et valorisation des déchets opérationnels	15	0	Suivi des réalisations physiques	3 centres de tri en cours de construction et de finalisation pour les 3 régions dont Analamanga, Diana, Atsinanana

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
	INTENSIVE					
VELIRANO 10. LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES	Programme 10.1 GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES, DES PAYSAGES ET REFORESTATION INTENSIVE	Superficie des aires protégées marines avec statut définitif	1331700	731727	PEM Velirano 10	
VELIRANO 10. LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES	Programme 10.1 GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES, DES PAYSAGES ET REFORESTATION INTENSIVE	Carbone évité / Projet paysage durable à l'Est de Madagascar (Tonnes de RE éq. CO2)	1,8	1,7 millions tonnes CO2 éq.	rapport de suivi de réduction d'émission, période de notification 2020	Ce chiffre est pour l'année 2020 mais pour l'année 2021, il n'y a pas encore de rapport de suivi de réduction d'émission
VELIRANO 10. LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES	Programme 10.1 GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES, DES PAYSAGES ET REFORESTATION	Carbone évité par la réduction de la déforestation (MTonnes de RE éq. CO2)	4,4	N/D		

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
	INTENSIVE					
VELIRANO 10. LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES	Programme 10.1 GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES, DES PAYSAGES ET REFORESTATION INTENSIVE	Techniciens forestiers formés et recrutés (CNFTF, CNEFEREF, ECD, Ingenieur)	503	55	MEDD-REF 2020,p.8 ; "Indicateurs à 0% en attente du Conseil d'administration"	25 étudiants sortants du CNFTF pour la première promotion; 30 étudiants forestiers sortant du CNFTF Angavokely pour l'année 2021-2022
VELIRANO 10. LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES	Programme 10.2 PRÉVENTION ET GESTION DES RISQUES ET CATASTROPHES	Nombre d'antennes régionales mises en place et opérationnelles	6	6	BNGRC	
VELIRANO 10. LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES	Programme 10.2 PRÉVENTION ET GESTION DES RISQUES ET CATASTROPHES	Nombre de Régions à risques disposant d'un plan de contingence multirisque multi aléas	16	31	BNGRC	
VELIRANO 10. LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES	Programme 10.2 PRÉVENTION ET GESTION DES RISQUES ET	Nombre de Site d'hébergement sur les communes très à risque et difficile d'accès	6	1	BNGRC	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
	CATASTROPHES					
VELIRANO 10. LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES	Programme 10.2 PRÉVENTION ET GESTION DES RISQUES ET CATASTROPHES	Hangars de pré positionnement construits	1	2	BNGRC	Les hangars construits se trouvent à Toamasina et Mahajanga
VELIRANO 10. LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES	Programme 10.2 PRÉVENTION ET GESTION DES RISQUES ET CATASTROPHES	Dotations de matériels de secours de transport terrestre et nautique	4	4	BNGRC	Pour 2021, les dotations ont été faites par la Banque africaine de développement (04 vedettes, 02 4x4 toyota, 05 motos), le Programme alimentaire mondial (01 camion) et le Programme des Nations Unies pour le développement (10 motos, 01 4x4 toyota). En 2022, une seule dotation a été faite venant du Cat DDO " Deferred Drawdown Option for Catastrophe risks" (15 zodiacs avec moteur et remorques, 05 vedettes, 02 camions, 02 camions citerne, 01 tracteur routier avec remorque, 02 4x4 Toyota)
VELIRANO 10. LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES	Programme 10.2 PRÉVENTION ET GESTION DES RISQUES ET CATASTROPHES	Station de mesure de la qualité de l'air en milieu urbain installée	10	N/D	BNGRC	
VELIRANO 11 : LA DE MODERNISATION MADAGASCAR	Programme 11.1 : Sécurisation Foncière	Nombre de Titres créés	765000	13240	Bilan anuel de la Direction Générale des services fonciers	Nombre de Titres créés par région - Année 2019 : Région Analamanga : 4903 ; Région Bongolava : 424 ; Région Itsay : 559 ; Région Vakinakaratra : 1 547 ; Région Diana : 1 675 ; Région Sava : 493 ; Région

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
					/ décembre 2019	<p>Amoron'i Mania : 224 ; Région Atsimo Atsinanana : 98 ; Région Haute-Matsiatra : 161 ; Région Ihorombe : 193 ; Région Fitovinany : 187 ; Région Vatovavy : 43 ; Région Betsiboka : 76 ; Région Boeny : 444 ; Région Melaky : 38 ; Région Sofia : 417 ; Région Alaotra Mangoro : 502 ; Région Analanjirofo : 338 ; Région Atsinanana : 433 ; Région Androy : 7 ; Région nosy : 167 ; Région Atsimo Andrefana : 130 ; Région Menabe : 181.</p> <p>Nombre Total de titres créé à Madagascar depuis 1896 jusqu'en décembre 2019 : 663 534 titres fonciers.</p>
VELIRANO 11 : LA DE MODERNISATION MADAGASCAR	Programme 11.1 : Sécurisation Foncière	Nombre de certiats fonciers édités	2566700	175715	base de données CASEF	<p>CASEF : A l'issue des entretiens auprès des responsables du projet de Croissance Agricole et de Sécurisation Foncière ou CASEF, il a été relevé que depuis 2018 à nos jours : 175 715 certificats fonciers édités.</p> <p>Projection d'ici décembre 2022 : 2 000 000 de certificats fonciers édités. CASEF intervient dans 14 régions (zones d'interventions) : 5 régions initiales dont Analamanga, Itasy, Vakinakaratra, Atsinanana, Analanjirofo / soit 195 communes dont l'objectif est la sécurisation foncière des producteurs.</p> <p>Données genrées : 27 % des certificats fonciers au nom de Femmes (objectif du projet CASEF : 60 % d'ici décembre 2022). Ce qui a permis au projet CASEF d'atteindre le résultat actuelle (175 715 CF) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Opération Hetsika ara-tany (2018-2019) : 117 000 certificats fonciers édités - Assistant Technique du CASEF (une firme

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
						internationale) : 58 715 CF Causes du retard dans le processus de sécurisation foncière : - Processus de mise en oeuvre défaillant : l'appui aux BIF, faible implication des STD (services techniques déconcentrés), nécessité de fiabiliser les PLOF - Exigence technique de l'administration foncière Recommandations : - Accélération des procédures et améliorations des structures déconcentrées : cadrage de la décentralisation foncière
VELIRANO 11 : LA DE MODERNISATION MADAGASCAR	Programme 11.1 : Sécurisation Foncière	Nombre de guichets fonciers appuyés	1727	N/D		
VELIRANO 11 : LA DE MODERNISATION MADAGASCAR	Programme 11.1 : Sécurisation Foncière	Superficie du territoire sécurisée	129148	N/D		
VELIRANO 11 : LA DE MODERNISATION MADAGASCAR	Programme 11.2 : Aménagement et Equipement des villes	Nombre de logements construits (PNL)	1360	1077	Ministère en charge d'Habitat et des nouvelles villes	
VELIRANO 11 : LA DE MODERNISATION MADAGASCAR	Programme 11.2 : Aménagement et Equipement	Nombre de logements construits (PROLOG 50 000)	22805			

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
	des villes					
VELIRANO 11 MODERNISATION MADAGASCAR	LA DE Programme 11.2 : Aménagement et Equipement des villes	Nombres de projets de nouvelles villes démarrées (Infrastructures routières créées et terrains viabilisés)	3	0		
VELIRANO 11 MODERNISATION MADAGASCAR	LA DE Programme 11.2 : Aménagement et Equipement des villes	Outils de planification territoriaux (Pudi, Pudé, Srat, SNAT,...)	332	N/D	Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Travaux Publics	
VELIRANO 11 MODERNISATION MADAGASCAR	LA DE Programme 11.3 : Développement des Infrastructures et des Transports	Routes nationales réhabilitées et entretenues (km)	40594	2190	Ministère en charge des Transports	Rn12 Vohipeno - Farafangana: Rn58 Antsiranana - Ramena Rn44 Marovoay - Vohidiala Sortie de tana (RN1- rn2 - rn3 - rn4 - rn7) Rn5a ambilobe - vohemar Rn43 sambaina - faratsiho Rn12: vohipeno - farafangana

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 11 : LA DE MODERNISATION MADAGASCAR	Programme 11.3 : Développement des Infrastructures et des Transports	Kilomètres de chemin de fer réhabilités (FCE, TCE-MLA)	648	N/D		
VELIRANO 11 : LA DE MODERNISATION MADAGASCAR	Programme 11.3 : Développement des Infrastructures et des Transports	Nombre de ports existants réhabilités/aménagés	20	N/D		
VELIRANO 11 : LA DE MODERNISATION MADAGASCAR	Programme 11.3 : Développement des Infrastructures et des Transports	Nombres d'aéroports réhabilités/modernisés	20	N/D		
VELIRANO 11 : LA DE MODERNISATION MADAGASCAR	Programme 11.4 : Développement de l'Economie numérique	Stratégie nationale pour le développement du E-commerce élaborée	1	N/D	Ministère en charge du commerce	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 11 : LA DE MODERNISATION MADAGASCAR	Programme 11.4 : Développement de l'Economie numérique	Organe d'Accréditation des prestataires de service de certification mis en place	1	N/D		
VELIRANO 11 : LA DE MODERNISATION MADAGASCAR	Programme 11.4 : Développement de l'Economie numérique	IT-Board Opérationnel	1	N/D		
VELIRANO 11 : LA DE MODERNISATION MADAGASCAR	Programme 11.4 : Développement de l'Economie numérique	Nombre de bénéficiaires de formations en service numériques	1200	N/D		
VELIRANO 11 : LA DE MODERNISATION MADAGASCAR	Programme 11.4 : Développement de l'Economie numérique	Nombre de sites Hotspots	130	102		
VELIRANO 12 : L'AUTONOMIE ET LA RESPONSABILISATION DES CTD	Programme 12.1 : Représentation territoriale de l'Etat en appui à la décentralisation émergente et au développement local	Nombre de Préfectures manara-penitra construites et équipées	19	N/D	Ministère en charge de l'intérieur	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 12 : L'AUTONOMIE ET LA RESPONSABILISATION DES CTD	Programme 12.1 : Représentation territoriale de l'Etat en appui à la décentralisation émergente et au développement local	Nombre des Districts manara-penitra construites et équipés	10	N/D		
VELIRANO 12 : L'AUTONOMIE ET LA RESPONSABILISATION DES CTD	Programme 12.1 : Représentation territoriale de l'Etat en appui à la décentralisation émergente et au développement local	Nombre de bureaux d'Arrondissement administratif manara-penitra construits et équipés	60	N/D		
VELIRANO 12 : L'AUTONOMIE ET LA RESPONSABILISATION DES CTD	Programme 12.1 : Représentation territoriale de l'Etat en appui à la décentralisation émergente et au développement local	Nombre de bureaux de Fokontany manara-penitra construits et équipés	90	N/D		

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 12 : L'AUTONOMIE ET LA RESPONSABILISATION DES CTD	Programme 12.1 : Représentation territoriale de l'Etat en appui à la décentralisation émergente et au développement local	Nombre de systèmes informatisés de gestion de titres et d'autorisations administratives mis en place	50%	N/D		
VELIRANO 12 : L'AUTONOMIE ET LA RESPONSABILISATION DES CTD	Programme 12.2 : Décentralisation émergente et développement local	Activités prioritaires du PNDE mises en œuvre	25%	0%	Ministère de l'intérieur et de la décentralisation	
VELIRANO 12 : L'AUTONOMIE ET LA RESPONSABILISATION DES CTD	Programme 12.2 : Décentralisation émergente et développement local	Nombre de textes révisant les taux et les critères d'octroi des subventions suivant les spécificités et les capacités d'autofinancement des CTD	3	N/D		
VELIRANO 12 : L'AUTONOMIE ET LA RESPONSABILISATION DES CTD	Programme 12.2 : Décentralisation émergente et développement local	Nombre de CTD bénéficiaires des subventions d'investissements à travers le FDL	1497	1172		

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 12 : L'AUTONOMIE ET LA RESPONSABILISATION DES CTD	Programme 12.2 : Décentralisation émergente et développement local	Nombre de communes manara-penitra construites et équipées	120	43		
VELIRANO 12 : L'AUTONOMIE ET LA RESPONSABILISATION DES CTD	Programme 12.2 : Décentralisation émergente et développement local	Pourcentage de communes ayant une note indice de Gouvernance Locale (IGL) supérieure ou égale à 5/10 suite au renforcement de capacité	35%	0		
VELIRANO 12 : L'AUTONOMIE ET LA RESPONSABILISATION DES CTD	Programme 12.2 : Décentralisation émergente et développement local	Nombre de Fonctionnaire Publics Territoriaux opérationnels	300	N/D		
VELIRANO 13 : LE SPORT ET LA CULTURE POUR LA COHÉSION ET LA FIERTÉ NATIONALE	Programme 13.1 : Développement du Sport Emergent	Nombre d'infrastructures sportives manara-penitra construites dans les Chefs-lieux de Province	6	2	Ministère en charge de la Jeunesse et du Sport	Tamatave, Antananarivo
VELIRANO 13 : LE SPORT ET LA CULTURE POUR LA COHÉSION ET LA FIERTÉ NATIONALE	Programme 13.1 : Développement du Sport Emergent	Nombre d'infrastructures sportives manara-penitra construites dans les Chefs-lieux de Région	16	3	Ministère en charge de la Jeunesse et du Sport	Fenerive Est, Ihosy, Manakara

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 13 : LE SPORT ET LA CULTURE POUR LA COHÉSION ET LA FIERTÉ NATIONALE	Programme 13.1 : Développement du Sport Emergent	Nombre d'infrastructures sportives mises aux normes en vue d'accueillir les Jeux des Iles	10	1	Ministère en charge de la Jeunesse et du Sport	Barikadimy, Barea
VELIRANO 13 : LE SPORT ET LA CULTURE POUR LA COHÉSION ET LA FIERTÉ NATIONALE	Programme 13.1 : Développement du Sport Emergent	Nombre des sportifs bénéficiaires du statut des athlètes de haut niveau (avec un programme pluriannuel de préparation)	280	350	Ministère en charge de la Jeunesse et du Sport	
VELIRANO 13 : LE SPORT ET LA CULTURE POUR LA COHÉSION ET LA FIERTÉ NATIONALE	Programme 13.1 : Développement du Sport Emergent	Nombre des académies sportives et centres de perfectionnement sportif institués et fonctionnels	15	0	Ministère en charge de la Jeunesse et du Sport	
VELIRANO 13 : LE SPORT ET LA CULTURE POUR LA COHÉSION ET LA FIERTÉ NATIONALE	Programme 13.1 : Développement du Sport Emergent	Nombre des cadres sportifs et des cadres en éducation physique de qualité formés	450	0	Ministère en charge de la Jeunesse et du Sport	
VELIRANO 13 : LE SPORT ET LA CULTURE POUR LA COHÉSION ET LA FIERTÉ NATIONALE	Programme 13.2 : Promotion de la Culture Malagasy	Nombre de Bibliothèque Nationale et Centres de Lecture et d'Animation Culturelle redynamisés	12	2	Ministère en charge de la culture	
VELIRANO 13 : LE SPORT ET LA CULTURE POUR LA COHÉSION ET LA FIERTÉ NATIONALE	Programme 13.2 : Promotion de la Culture Malagasy	Taux d'avancement des travaux de l'Académie Nationale des Arts et de la Culture	100%	80%	Ministère en charge de la culture	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 13 : LE SPORT ET LA CULTURE POUR LA COHÉSION ET LA FIERTÉ NATIONALE	Programme 13.2 : Promotion de la Culture Malagasy	Nombre de Maisons de la Communication et de la Culture construites et fonctionnelles	19	2	Ministère en charge de la culture	
VELIRANO 13 : LE SPORT ET LA CULTURE POUR LA COHÉSION ET LA FIERTÉ NATIONALE	Programme 13.2 : Promotion de la Culture Malagasy	Nombre de Stèles érigées	33	N/D	Ministère en charge de la culture	
VELIRANO 13 : LE SPORT ET LA CULTURE POUR LA COHÉSION ET LA FIERTÉ NATIONALE	Programme 13.2 : Promotion de la Culture Malagasy	Taux d'avancement des travaux du Musée sur l'origine des Malagasy	100%	N/D	Ministère en charge de la communication et de la culture	
VELIRANO 13 : LE SPORT ET LA CULTURE POUR LA COHÉSION ET LA FIERTÉ NATIONALE	Programme 13.3 : Promotion de l'information et de la communication pour un développement citoyen	Nombre de studios installés	0	N/D	Ministère en charge de la communication et de la culture	
VELIRANO 13 : LE SPORT ET LA CULTURE POUR LA COHÉSION ET LA FIERTÉ NATIONALE	Programme 13.3 : Promotion de l'information et de la communication pour un développement citoyen	Nombre de plateaux installés	0	N/D	Ministère en charge de la communication et de la culture	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
VELIRANO 13 : LE SPORT ET LA CULTURE POUR LA COHÉSION ET LA FIERTÉ NATIONALE	Programme 13.3 : Promotion de l'information et de la communication pour un développement citoyen	Nombre d'émetteurs TV acquis	50	128	Rapport restitution PGE p. 22 5.5	Le rapport PGE ne fait pas de distinction entre le nombre d'émetteurs TV et radios.
VELIRANO 13 : LE SPORT ET LA CULTURE POUR LA COHÉSION ET LA FIERTÉ NATIONALE	Programme 13.3 : Promotion de l'information et de la communication pour un développement citoyen	Nombre d'émetteurs FM acquis	50	N/D	Rapport restitution PGE p. 22 5.5	
VELIRANO 13 : LE SPORT ET LA CULTURE POUR LA COHÉSION ET LA FIERTÉ NATIONALE	Programme 13.3 : Promotion de l'information et de la communication pour un développement citoyen	Nombre de travaux de construction de DOME TVM, de Maison ORTM, de Musée RNM et TVM et de création de TVM 2.0 réalisés		N/D	Ministère en charge de la communication et de la culture	
VELIRANO 13 : LE SPORT ET LA CULTURE POUR LA COHÉSION ET LA FIERTÉ NATIONALE	Programme 13.3 : Promotion de l'information et de la communication pour un	Nombre de pylônes construits, réhabilités et/ou étendus	30	N/D	Ministère en charge de la communication et de la culture	

Velirano	Programmes	Indicateurs	Valeur cibles Année de référence 2022	Valeur cumulative 2022	Source de vérification	Observations
	développement citoyen					
VELIRANO 13 : LE SPORT ET LA CULTURE POUR LA COHÉSION ET LA FIERTÉ NATIONALE	Programme 13.3 : Promotion de l'information et de la communication pour un développement citoyen	Nombre de Maison de la Presse construite		N/D	Ministère en charge de la communication et de la culture	
VELIRANO 13 : LE SPORT ET LA CULTURE POUR LA COHÉSION ET LA FIERTÉ NATIONALE		Nombre d'Unité de Monitoring des Médias mis en place	5	N/D	Ministère en charge de la communication et de la culture	
VELIRANO 13 : LE SPORT ET LA CULTURE POUR LA COHÉSION ET LA FIERTÉ NATIONALE		Nombre des blocs techniques construits et réhabilités dans les 119 districts (14m*7m avec 2 étages)	40	N/D	Ministère en charge de la communication et de la culture	